



**Nations Unies**

# **Rapport du Comité des droits de l'homme**

## **Volume I**

**Assemblée générale  
Documents officiels  
Cinquante-troisième session  
Supplément N° 40 (A/53/40)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Cinquante-troisième session  
Supplément N° 40 (A/53/40)

# **Rapport du Comité des droits de l'homme**

**Volume I**



Nations Unies • New York, 1998



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Organisation des travaux et questions diverses .....	1–31	1
A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ....	1–4	1
B. Sessions .....	5	1
C. Élection, composition et participation .....	6–8	1
D. Engagement solennel .....	9	1
E. Directives .....	10	1
F. Groupes de travail .....	11–14	1
G. Questions diverses .....	15–17	2
H. Règles humanitaires minimales/règles d’humanité fondamentales .....	18–21	2
I. Ressources humaines .....	22	3
J. Publicité donnée aux travaux du Comité .....	23	3
K. Documents et publications relatifs aux travaux du Comité .....	24–29	3
L. Réunions futures du Comité .....	30	4
M. Adoption du rapport .....	31	4
II. Méthodes de travail du Comité au titre de l’article 40 du Pacte : aperçu des méthodes de travail actuelles .....	32–40	4
A. Décisions récentes concernant les procédures .....	33–34	5
•     B. Rapports avec d’autres instruments relatifs aux droits de l’homme et d’autres organes conventionnels .....	35–39	5
C. Autres questions relatives aux méthodes de travail du Comité au titre de l’article 40 .....	40	5
III. Présentation de rapports par les États parties conformément à l’article 40 du Pacte .....	41–44	6
A. Rapports présentés par les États parties conformément à l’article 40 du Pacte .....	42	6
B. Commentaires des États parties sur les observations finales du Comité .....	43–44	6
IV. États qui n’ont pas satisfait à leurs obligations au regard de l’article 40 .....	45–48	6
V. Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l’article 40 du Pacte .....	49–412	7
A. Sénégal .....	50–68	7
B. Jamaïque .....	69–89	10
C. Iraq .....	90–111	12

D.	Soudan .....	112–136	15
E.	Bélarus .....	137–157	19
F.	Lithuanie .....	158–179	22
G.	Chypre .....	180–202	25
H.	Zimbabwe .....	203–233	27
I.	Uruguay .....	234–250	29
J.	Finlande .....	251–273	31
K.	Équateur .....	274–296	33
L.	Israël .....	297–328	35
M.	Italie .....	329–348	40
N.	Algérie .....	349–367	41
O.	Ex-République yougoslave de Macédoine .....	368–384	45
P.	République-Unie de Tanzanie .....	385–412	46
VI.	Observations générales du Comité au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte .....	413–417	49
VII.	Examen des communications reçues conformément aux dispositions du Protocole facultatif .....	418–479	49
A.	État des travaux .....	420–427	50
B.	Augmentation du nombre d'affaires soumises au Comité en vertu du Protocole facultatif .....	428–432	51
C.	Nouvelles méthodes d'examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif .....	433–435	52
D.	Opinions individuelles .....	436–437	52
E.	Questions examinées par le Comité .....	438–477	53
F.	Réparations demandées par le Comité dans ses constatations .....	478–479	58
VIII.	Activités de suivi au titre du Protocole facultatif .....	480–510	59
Annexes			
I.	États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux protocoles facultatifs qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte à la date du 31 juillet 1998 ...		69
A.	Pacte international relatif aux droits civils et politiques .....		69
B.	Premier Protocole facultatif .....		72
C.	Deuxième Protocole facultatif, relatif à l'abolition de la peine de mort .....		74
D.	Déclaration prévue à l'article 41 du Pacte .....		75
II.	Membres et bureaux du Comité des droits de l'homme, 1997-1998 .....		77
A.	Membres .....		77
B.	Bureau .....		77

III.	Directives du Comité des droits de l'homme à l'intention de ses membres concernant l'exercice de leurs fonctions .....	79
IV.	Rapports et renseignements supplémentaires soumis par les États parties en application de l'article 40 du Pacte pendant la période à examiner .....	81
V.	Rapports examinés pendant la période considérée et rapports restant à examiner par le Comité .....	86
VI.	Liste des délégations des États parties qui ont participé à l'examen de leurs rapports respectifs par le Comité des droits de l'homme à ses soixante et unième, soixante-deuxième et soixante-troisième sessions .....	88
VII.	Observations générales adoptées au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques .....	92
VIII.	Document adopté le 9 avril 1998, sur la procédure à suivre pour l'examen des rapports initiaux et des rapports périodiques présentés conformément à l'article 40 du Pacte .....	94
IX.	Lettre datée du 9 avril 1998, adressée au Président de la Commission du droit international et Rapporteur spécial sur les réserves aux traités par la Présidente du Comité .....	96
X.	Liste des documents parus pendant la période visée par le rapport .....	97
XI.	Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques*	
A.	Communication No 532/1993; <i>M. Thomas c. Jamaïque</i> (constatations adoptées le 3 novembre 1997, soixante et unième session) <i>Appendice</i>	
B.	Communication No 554/1993; <i>R. LaVende c. Trinité-et-Tobago</i> (constatations adoptées le 29 octobre 1997, soixante et unième session) <i>Appendice</i>	
C.	Communication No 555/1993; <i>R. Bickaroo c. Trinité-et-Tobago</i> (constatations adoptées le 29 octobre 1997, soixante et unième session) <i>Appendice</i>	
D.	Communication No 564/1993; <i>J. Leslie c. Jamaïque</i> (constatations adoptées le 31 juillet 1998, soixante-troisième session)	
E.	Communication No 569/1993; <i>P. Matthews c. Trinité-et-Tobago</i> (constatations adoptées le 31 mars 1998, soixante-deuxième session)	
F.	Communication No 577/1994; <i>R. Espinoza de Polay c. Pérou</i> (constatations adoptées le 6 novembre 1997, soixante et unième session)	
G.	Communication No 585/1994; <i>T. Jones c. Jamaïque</i> (constatations adoptées le 6 avril 1998, soixante-deuxième session)	
H.	Communication No 591/1994; <i>I. Chung c. Jamaïque</i> (constatations adoptées le 9 avril 1998, soixante-deuxième session)	
I.	Communication No 609/1995; <i>Williams c. Jamaïque</i> (constatations adoptées le 4 novembre 1997, soixante et unième session)	

\* Voir *Supplément No 40 des documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session* (A/53/40), vol.II.

- 
- J. Communication No 615/1995; *B. Young c. Jamaïque* (constatations adoptées le 4 novembre 1997, soixante et unième session)  
*Appendice*
- K. Communication No 617/1995; *A. Finn c. Jamaïque* (constatations adoptées le 31 juillet 1998, soixante-troisième session)
- L. Communication No 619/1995; *F. Deidrick c. Jamaïque* (constatations adoptées le 9 avril 1998, soixante-deuxième session)
- M. Communications Nos 623/1995, 624/1995, 626/1995, 627/1995; *V. P. Domukovsky, Z. Tsiklauri, P. Gelbakhiani et I. Dokvadze c. Géorgie* (constatations adoptées le 6 avril 1998, soixante-deuxième session)
- N. Communication No 635/1995; *E. Morrison c. Jamaïque* (constatations adoptées le 27 juillet 1998, soixante-troisième session)  
*Appendice*
- O. Communication No 650/1995; *Perel c. Lettonie* (constatations adoptées le 30 mars 1998, soixante-deuxième session)
- P. Communication No 651/1996; *J. Snijders, A. A. Willemen et Ch. C. M. Van der Wouw* (constatations adoptées le 27 juillet 1998, soixante-troisième session)
- Q. Communication No 672/1995; *C. Smart c. Trinité-et-Tobago* (constatations adoptées le 29 juillet 1998, soixante-troisième session)
- R. Communication No 676/1996; *A. S. Yasseen et N. Thomas c. Guyana* (constatations adoptées le 30 mars 1998, soixante-deuxième session)  
*Appendice*
- S. Communication No 704/1996; *S. Shaw c. Jamaïque* (constatations adoptées le 2 avril 1998, soixante-deuxième session)  
*Appendice*
- T. Communication No 705/1996; *D. Taylor c. Jamaïque* (constatations adoptées le 2 avril 1998, soixante-deuxième session)  
*Appendice*
- U. Communication No 706/1996; *G. T. c. Jamaïque* (constatations adoptées le 4 novembre 1997, soixante et unième session)  
*Appendice*
- V. Communication No 732/1997; *B. Whyte c. Jamaïque* (constatations adoptées le 27 juillet 1998, soixante-troisième session)  
*Appendice*
- W. Communication No 733/1997; *A. Perkins c. Jamaïque* (constatations adoptées le 30 juillet 1998, soixante-troisième session)
- X. Communication No 734/1997; *A. McLeod c. Jamaïque* (constatations adoptées le 31 mars 1998, soixante-deuxième session)  
*Appendice*
- Y. Communication No 749/1997; *D. McTaggart c. Jamaïque* (constatations adoptées le 31 mars 1998, soixante-deuxième session)
- Z. Communication No 750/1997; *S. Daley c. Jamaïque* (constatations adoptées le 31 juillet 1998, soixante-troisième session)



---

AA. Communication No 813/1998; *D. Chadee c. Trinité-et-Tobago* (constatations adoptées le 29 juillet 1998, soixante-troisième session)  
*Appendice*

XII. Décisions du Comité des droits de l'homme déclarant irrecevables des communications présentées en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques\*

- A. Communication No 640/1995; *McIntosh c. Jamaïque* (constatations adoptées le 7 novembre 1997, soixante et unième session)
- B. Communication No 735/1997; *Kalaba c. Hongrie* (constatations adoptées le 6 novembre 1997, soixante et unième session)
- C. Communication No 611/1995; *H. Morrison c. Jamaïque* (constatations adoptées le 31 juillet 1998, soixante-troisième session)

---

\* Voir *Supplément No 40 des documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session* (A/53/40), vol. II.

## I. Organisation des travaux et questions diverses

### A. États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

1. Le 31 juillet 1998, date de clôture de la soixante-troisième session du Comité des droits de l'homme, 140 États avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, y avaient adhéré ou avaient fait une déclaration de succession<sup>1</sup>, et 92 États avaient ratifié le Protocole facultatif s'y rapportant ou y avaient adhéré<sup>2</sup>. Ces deux instruments ont été adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 A (XXI), en date du 16 décembre 1966, et ouverts à la signature et à la ratification à New York, le 19 décembre 1966. Ils sont entrés en vigueur le 23 mars 1976. À la date du 31 juillet 1998, 45 États avaient fait la déclaration prévue au paragraphe 1 de l'article 41 du Pacte, article qui est entré en vigueur le 28 mars 1979.

2. Le deuxième Protocole facultatif, qui vise à abolir la peine de mort et que l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion par sa résolution 44/128 en date du 15 décembre 1989, est entré en vigueur le 11 juillet 1991. À la date du 31 juillet 1998, 33 États étaient parties au deuxième Protocole facultatif, soit trois de plus que l'an dernier.

3. La liste des États parties au Pacte et aux Protocoles facultatifs, avec indication de ceux qui ont fait la déclaration prévue au paragraphe 1 de l'article 41 du Pacte, figure à l'annexe I du présent rapport.

4. Les réserves et autres déclarations émises par certains États parties au sujet du Pacte ou des Protocoles facultatifs figurent dans le document CCPR/C/2/Rev.4 du 24 août 1994 et dans les notifications déposées auprès du Secrétaire général.

### B. Sessions

5. Le Comité des droits de l'homme a tenu trois sessions depuis l'adoption de son dernier rapport annuel. La soixante et unième session (1616e à 1644e séances) s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Genève du 20 octobre au 7 novembre 1997, la soixante-deuxième (1645e à 1670e séances) au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 23 mars au 9 avril 1998, et la soixante-troisième session (1671e à 1699e séances) à l'Office des Nations Unies à Genève du 13 au 31 juillet 1998.

### C. Élection, composition et participation

6. À la dix-septième Réunion des États parties au Pacte, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 7 octobre 1997, M. Abdallah Zakhia (Liban) a été élu au siège laissé vacant par le décès de Mme Laure Moghaizel (A/52/40, par. 7) pour la durée du mandat restant à courir, jusqu'au 31 décembre 2000.

7. Par lettre du 10 juillet 1998, la Présidente a notifié au Secrétaire général la démission de M. Danilo Türk (Slovenie), qui a pris effet le 6 juillet 1998. À sa 1671e séance, tenue le 13 juillet 1998, le Comité a remercié M. Türk de sa contribution. Son mandat devait expirer le 31 décembre 2000 et cette vacance sera pourvue lors d'une élection qui aura lieu à New York le 10 septembre 1998, à la dix-huitième Réunion des États Parties.

8. Tous les membres du Comité ont participé à la soixante et unième et à la soixante-troisième session. Mme Pilar Gaitan de Pombo n'a pas participé à la soixante-deuxième session.

### D. Engagement solennel

9. À la 1616e séance (soixante et unième session), le 23 octobre 1997, M. Abdallah Zakhia, qui avait été élu lors de la dix-septième Réunion des États parties au Pacte, a pris, avant d'entrer en fonctions, l'engagement solennel prévu à l'article 38 du Pacte.

### E. Directives

10. À sa 1644e séance (soixante et unième session), le Comité a adopté des directives à l'intention de ses membres concernant l'exercice de leurs fonctions. Ces directives (CCPR/C/61/GUI) figurent à l'annexe III du présent rapport.

### F. Groupes de travail

11. Conformément aux articles 62 et 89 de son règlement intérieur, le Comité a créé des groupes de travail qui devaient se réunir avant sa soixante et unième, sa soixante-deuxième et soixante-troisième session. Les groupes de travail étaient chargés de faire des recommandations au Comité concernant les communications reçues en vertu du Protocole facultatif et d'établir de brèves listes de points à traiter lors de l'examen des rapports initiaux et des deuxièmes, troisièmes et quatrièmes rapports périodiques devant être examinés par le

Comité. Le Groupe de travail de l'article 40 (Rapports périodiques) était également chargé d'étudier les méthodes de travail du Comité et s'est systématiquement entretenu avec des représentants des institutions spécialisées et des organes subsidiaires, en particulier du Bureau international du Travail, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, afin d'obtenir des informations préalables sur les rapports que le Comité avait à examiner. À cette fin, le Groupe de travail a rencontré également des représentants d'organisations non gouvernementales (Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme, Human Rights Watch, International Service for Human Rights, Lawyers' Committee for Human Rights, Equality Now et plusieurs organisations locales). Le Comité a noté avec satisfaction le grand intérêt que ces organisations prenaient à son travail et les a remerciées des renseignements qu'elles lui fournissaient.

12. *Soixante et unième session* (13-17 octobre 1997) : les membres du Groupe de travail des communications et du Groupe de travail de l'article 40 étaient M. Bhagwati, Lord Colville, M. El Shafei, Mme Evatt et M. Yalden; Lord Colville avait été élu Président-Rapporteur.

13. *Soixante-deuxième session* (16-20 mars 1998) : les membres du Groupe de travail des communications et du Groupe de travail de l'article 40 étaient M. Ando, M. Bhagwati, M. Buergenthal, M. El Shafei, Mme Evatt et Mme Medina Quiroga; M. Ando avait été élu Président-Rapporteur.

14. *Soixante-troisième session* (6-10 juillet 1998) : les membres du Groupe de travail des communications et du Groupe de travail de l'article 40 étaient M. Bhagwati, Lord Colville, M. Klein, M. El Shafei, Mme Evatt, M. Pocar, M. Prado Vallejo, M. Scheinin et M. Yalden; M. Yalden avait été élu Président-Rapporteur.

## G. Questions diverses

15. À chaque session, le représentant du Secrétaire général a informé le Comité des activités menées par les organes de l'ONU qui s'occupent de questions liées aux droits de l'homme. Le Comité a été informé en particulier des résultats des travaux des sessions du Comité des droits de l'enfant, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et du Comité contre la torture. Les activités récentes de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de

l'homme intéressant les travaux du Comité ont également été exposées. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Mary Robinson, a pris la parole lors des soixante et unième et soixante-troisième sessions du Comité.

16. Le 24 novembre 1997, M. Alain Pellet, Président de la Commission du droit international et Rapporteur spécial sur le droit et la pratique concernant les réserves aux traités, a écrit à la Présidente du Comité pour inviter celui-ci à présenter des observations sur les conclusions préliminaires de la Commission du droit international concernant les réserves aux traités multilatéraux normatifs, y compris les traités relatifs aux droits de l'homme. Ces conclusions ont été examinées à la soixante-deuxième session, compte tenu des observations générales formulées par le Comité sur les questions relatives aux réserves faites lors des ratifications du Pacte et du Protocole facultatif. Le 9 avril 1998, le Comité a chargé la Présidente d'informer M. Pellet de ses premières réactions aux conclusions préliminaires. La lettre adressée par la Présidente à M. Pellet le 9 avril figure à l'annexe IX du présent rapport. Cette lettre indique que le Comité étudiera de façon plus approfondie les conclusions préliminaires et formulera ses observations ultérieurement. Un groupe de travail a repris la question à la soixante-troisième session et prépare une réponse que le Comité examinera à sa soixante-quatrième session.

17. À la 1621<sup>e</sup> séance (soixante et unième session), le 22 octobre 1997, une représentante du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Mme Carol Batchelor, a pris la parole devant le Comité sur la question de l'apatridie.

## H. Règles humanitaires minimales/ règles d'humanité fondamentales

18. Dans sa résolution 1997/21 sur les règles humanitaires minimales, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général, en coordination avec le Comité international de la Croix-Rouge, de soumettre un rapport analytique sur la question des règles d'humanité fondamentales, prenant en considération en particulier les questions soulevées dans le rapport de l'Atelier international sur les règles humanitaires minimales qui s'est tenu au Cap en septembre 1996. Ce rapport doit définir notamment les règles communes du droit relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire qui sont applicables en toute circonstance. Aux termes de cette résolution, le Secrétaire général est prié de s'informer, lorsqu'il rédigera cette étude, des vues des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme et de leur demander des informations sur ce sujet.

19. À la 1644<sup>e</sup> séance (soixante et unième session), le 7 novembre 1997, M. Tom McCarthy, du Haut Commissariat aux droits de l'homme, a pris la parole devant le Comité au sujet de la résolution susmentionnée de la Commission des droits de l'homme. Après quoi le Comité a établi un groupe de travail chargé des questions concernant les règles d'humanité fondamentales. Le groupe de travail s'est réuni au cours de la soixante-deuxième session et a examiné un certain nombre de positions et d'arguments divers sur les rapports entre le droit relatif aux droits de l'homme et le droit humanitaire en général et l'interprétation de l'article 4, paragraphe 1, du Pacte en particulier.

20. Le Comité des droits de l'homme a pour mandat de s'assurer de la bonne exécution du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Face à des situations de conflit armé, tant intérieures qu'extérieures, mettant en cause des États parties au Pacte, le Comité devra forcément examiner si ces États respectent les obligations que le Pacte leur impose. Dans des situations de cet ordre, il est probable que la question cruciale sera de savoir si les États parties ont bien le pouvoir de déroger aux obligations du Pacte dans le cas où un danger public exceptionnel les menacerait. Le Comité note que l'article 4, paragraphe 1, subordonne la possibilité pour un État de prendre des mesures dérogeant aux obligations énoncées dans le Pacte à la condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que lui impose le droit international. Bien que la pratique du Comité relative à l'application du Pacte et de ses deux protocoles additionnels n'offre guère de précédent quant à l'interprétation de cette clause, il est évident que le Comité doit prendre en considération les autres obligations de l'État partie au regard du droit international quand il vérifie si l'article 4, paragraphe 1, du Pacte a bien été appliqué. Le Comité a l'intention de préparer une observation générale sur cette question dans laquelle il révisera l'observation générale 5 (13) concernant l'article 4 du Pacte.

21. Le Comité est favorable à ce que la question soit examinée plus avant et souhaite être consulté à ce sujet.

## **I. Ressources humaines**

22. Le Comité regrette que la situation exposée dans son dernier rapport annuel (A/52/40, par. 19) en ce qui concerne le personnel ait empiré au cours de l'année et que l'on ait réduit encore le personnel mis à sa disposition. Certains des administrateurs les plus expérimentés ont été mutés de sorte que le Comité ne dispose plus que d'effectifs insuffisants pour pouvoir s'acquitter efficacement des fonctions qui lui ont été confiées par le Pacte. Cela a entraîné des difficultés, en

particulier aux soixante-deuxième et soixante-troisième sessions (préparation déficiente, documentation tardive, suivi non assuré, etc.). Les membres du Comité se sont entretenus de ces problèmes pendant la soixante-troisième session avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Mary Robinson. Le Comité a souligné qu'il avait besoin qu'on lui affecte un nombre suffisant d'administrateurs et d'autres fonctionnaires ayant l'expérience de son travail et une compétence particulière dans ce domaine. Le Comité regrette que, malgré des demandes répétées de sa part, le personnel qui lui est nécessaire pour s'acquitter efficacement de ses fonctions ne lui ait pas été affecté, comme l'exige l'article 36 du Pacte, et qu'au lieu d'améliorations on ait assisté à une constante dégradation de la situation.

## **J. Publicité donnée aux travaux du Comité**

23. La Présidente, accompagnée de plusieurs membres du Bureau, s'est entretenue avec la presse lors de chacune des trois sessions du Comité. Certaines de ces rencontres ont eu lieu à la mi-session, de façon que les médias aient la possibilité de mieux suivre les activités du Comité.

## **K. Documents et publications relatifs aux travaux du Comité**

24. Le Comité a noté avec une profonde inquiétude comme il l'avait déjà fait, les difficultés rencontrées dans la publication de ses documents, en particulier les rapports des États parties, à la suite de l'application stricte de la règle de la distribution simultanée des documents dans toutes les langues. Comme il est indiqué dans le précédent rapport (A/52/40), certains des documents qu'il devait examiner à chacune des sessions de l'année en cours n'étaient pas traduits à temps pour être distribués à tous les membres avant le début de ces sessions, ce qui a sérieusement entravé les travaux du Comité. L'un des rapports n'a pas été traduit du tout.

25. Le Comité a souligné que, pour pouvoir s'acquitter efficacement de leur mandat, ses membres devaient disposer du texte des rapports des États avant la réunion du groupe de travail – ou la session du Comité – à laquelle ces rapports devaient être étudiés.

26. Les membres du Comité se sont montrés inquiets de ce que le deuxième volume de son rapport annuel, qui contient ses constatations relatives au Protocole facultatif, n'ait pas été publié depuis trois ans, bien qu'il soit effectivement préparé. Le dernier volume paru remonte à 1993-1994. Ce

défaut de publication nuit à la diffusion des décisions du Comité.

27. Le Comité s'est dit préoccupé de ce que la publication des *Documents officiels* du Comité des droits de l'homme était interrompue depuis la sortie du volume II en 1992-1993 et de ce que les ressources nécessaires à la publication d'autres volumes n'avaient pas été mises à sa disposition. Il a de nouveau exprimé la profonde inquiétude dont le rapport de l'année précédente (A/52/40, par. 25) s'était fait l'écho. Il a noté que, si le don de la Fondation Sasakawa avait permis de résorber en partie l'arriéré, il est maintenant presque épuisé. Le Comité insiste pour qu'une autre source de financement soit cherchée pour cette très importante publication et pour que la question soit portée à l'attention du Comité des publications du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

28. Le Comité s'est félicité de l'ouverture du site Web du Haut Commissariat aux droits de l'homme (<http://www.unhchr.ch>) grâce auquel les utilisateurs d'Internet ont accès à la base de données des organes créés par traités, y compris à certaines constatations adoptées au titre du Protocole facultatif. Le Comité note cependant que cette possibilité n'est pas pleinement exploitée du fait que toute la documentation n'est pas transposée, ce qui est le cas en particulier des constatations du Comité. Il demande de nouveau instamment que les travaux en vue de la publication du troisième volume de la *Sélection de décisions* prises en vertu du Protocole facultatif soit accélérés de façon à combler le retard le plus tôt possible. Le présent rapport est le cinquième où le Comité demande la publication de la *Sélection de décisions*.

29. Le Comité a constaté que la documentation qui n'a pas encore paru dans les *Documents officiels* du Comité n'est pas disponible sur le site Web du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En particulier, de nombreuses constatations du Comité au titre du Protocole facultatif n'y figurent pas. Le Comité demande que l'on s'efforce d'incorporer dans la base de données tous les éléments qui ne sont pas encore publiés dans les *Documents officiels* et que l'on cherche à obtenir des fonds pour terminer ce travail le plus tôt possible. Il demande que, lors de l'examen des rapports des États parties, la liste des questions qui se posent figure dans les comptes rendus analytiques.

## L. Réunions futures du Comité

30. À sa soixante-troisième session, le Comité a confirmé le calendrier ci-après pour ses réunions de 1999 : la soixante-cinquième session aura lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 22 mars au 9 avril 1999; la soixante-

sixième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 12 au 30 juillet 1999 et la soixante-septième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 18 octobre au 5 novembre 1999.

## M. Adoption du rapport

31. À ses 1698<sup>e</sup> et 1699<sup>e</sup> séances, les 30 et 31 juillet 1998, le Comité a examiné le projet de son vingt-deuxième rapport annuel portant sur les travaux de ses soixante-et-unième, soixante-deuxième et soixante-troisième sessions, tenues en 1997 et 1998. Le rapport, tel qu'il avait été modifié au cours du débat, a été adopté à l'unanimité.

### Notes

<sup>1</sup> Le Pacte continue à s'appliquer, par la voie de la succession d'États, aux deux États suivants : Kazakhstan et Tadjikistan. Voir annexe I, note d. Voir aussi annexe I, note e.

<sup>2</sup> La Jamaïque a dénoncé le Protocole facultatif avec effet à compter du 23 janvier 1998. La Trinité-et-Tobago a dénoncé le Protocole facultatif puis y a de nouveau adhéré sous certaines réserves, avec effet à compter du 26 août 1998. Les conséquences des réserves seront examinées par le Comité le moment venu, dans le cadre du processus d'établissement des rapports ou lors des débats au titre du Protocole facultatif.

## II. Méthodes de travail du Comité au titre de l'article 40 du Pacte : aperçu des méthodes de travail actuelles

32. Le présent chapitre du rapport a pour objet de donner un aperçu succinct et actualisé des modifications apportées récemment par le Comité des droits de l'homme à ses méthodes de travail au titre de l'article 40 du Pacte. Un exposé détaillé des méthodes de travail que le Comité applique pour l'examen des rapports soumis par les États parties figure dans les rapports annuels concernant les années 1995-1996 et 1996-1997 (A/51/40, par. 26 à 34; A/52/40, par. 31 à 39).

### A. Décisions récentes concernant les procédures

33. Le rapport annuel du Comité pour 1996-1997 (A/52/40, par. 32 à 39) contenait un résumé des débats consacrés récemment par le Comité à ses méthodes de travail et des

décisions auxquelles il était parvenu, ainsi qu'un aperçu de la réunion officielle qu'il avait tenue les 27 et 28 juillet 1996 sur les procédures. Cette réunion a fait ultérieurement l'objet d'un rapport publié sous la cote CCPR/C/133.

34. À la soixantième session (juillet 1997), la Présidente a créé un groupe de travail chargé d'étudier toutes les procédures se rapportant à l'article 40. Un document sur la procédure à suivre pour l'examen des rapports initiaux et des rapports périodiques présentés conformément à l'article 40 du Pacte a été adopté à la soixante-deuxième session. Il constitue l'annexe VIII du présent rapport. On a élaboré aussi un projet de directives pour la présentation des rapports par les États conformément au Pacte. Il sera examiné à la soixante-quatrième session.

## **B. Rapports avec d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme et d'autres organes conventionnels**

35. Le Comité se tient informé des travaux des autres organes créés par traité. Dans l'intérêt des nombreux États qui sont parties à plusieurs pactes et conventions dans le domaine des droits de l'homme, le Comité s'efforce autant que possible d'éviter les conflits et d'harmoniser ses travaux avec ceux des autres organes créés par traité.

36. La Présidente du Comité a participé à la huitième et à la neuvième réunions des présidents d'organes créés par des traités relatifs aux droits de l'homme. Les résultats de la huitième réunion ont été discutés à la soixante et unième session et les résultats des deux réunions l'ont été à la soixante-deuxième session. À la même session, le Comité a décidé de contribuer au cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en demandant que l'on s'attache spécialement à faciliter la ratification universelle des conventions et des pactes relatifs aux droits de l'homme et spécialement celle des deux pactes qui, avec la Déclaration universelle des droits de l'homme, forment la Charte internationale des droits de l'homme. Ce faisant, on devrait en particulier étudier, afin de les éliminer, tous les obstacles à une ratification universelle et harmoniser les travaux des organes créés par traité avec l'obligation des États de présenter des rapports, dans la mesure où il pourrait y avoir des doubles emplois.

37. D'autres instruments de défense des droits de l'homme sont également importants dans le contexte des réserves. À cet égard, il est préoccupant de noter que des États ont émis des réserves au sujet de dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes imposant des obligations qu'ils ont acceptées

sans réserve en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Sur ce point, tout en exhortant les États à clarifier leur position en ce qui concerne les droits en jeu, le Comité réaffirme qu'une réserve formulée au sujet d'un autre instrument concernant les droits de l'homme ne saurait en aucun cas amoindrir les obligations contractées par un État en vertu du Pacte.

38. À la 1574<sup>e</sup> séance (cinquante-neuvième session), le 3 avril 1997, Mme Angela King, Sous-Secrétaire générale, Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, est venue devant le Comité débattre de plusieurs questions concernant le renforcement de la coopération entre la Division de la promotion de la femme, au Secrétariat et le Comité. Après ce débat, des représentants de la Division ont été invités à assister à la réunion tenue par le groupe de travail sur l'article 40 lors de la soixante-deuxième session; ils ont communiqué aux membres du Comité des renseignements sur les activités du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

39. Le 20 juillet 1998, à la soixante-troisième session, Mme King a écrit à la Présidente pour demander que le Comité étudie un projet de déclaration sur l'indivisibilité des droits de l'homme et l'importance cruciale de l'égalité entre les sexes du point de vue du plein respect de ces droits afin que ce texte soit adopté en commun par le Comité des droits de l'homme, le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. C'est ce dernier comité qui est à l'origine de la proposition qu'il envisageait comme contribution des organes créés par des traités relatifs aux droits de l'homme à la commémoration du cinquantenaire de la déclaration universelle des droits de l'homme. À la soixante-troisième session, le Comité a commencé l'examen de la déclaration proposée et décidé de le poursuivre à sa soixante-quatrième session.

## **C. Autres questions relatives aux méthodes de travail du Comité au titre de l'article 40**

40. Les règles de procédure adoptées le 1<sup>er</sup> août 1997 sont maintenant publiées sous la cote CCPR/C/3/Rev.5 en date du 11 août 1997.

## **III. Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte**

41. En vertu du paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les États parties s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le Pacte. En rapport avec cette disposition, le paragraphe 1 de l'article 40 du Pacte fait obligation aux États parties de présenter des rapports sur les mesures qu'ils auront arrêtées, les progrès réalisés dans la jouissance des droits et tous facteurs et difficultés qui peuvent entraver la mise en oeuvre du Pacte. Les États parties s'engagent à présenter des rapports dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Pacte pour chacun et, par la suite, chaque fois que le Comité des droits de l'homme en fait la demande. Pour aider les États parties à soumettre les rapports, le Comité des droits de l'homme a adopté, à sa deuxième session, des directives générales concernant la présentation et le contenu des rapports initiaux (voir CCPR/C/5/Rev.2) tenant compte de son expérience. Les plus récentes décisions du Comité sur les directives concernant la présentation de rapports au titre de l'article 40 sont résumées dans le dernier rapport annuel (A/52/40, par. 46 et 47). Comme il est mentionné au chapitre II ci-dessus (par. 34), des directives d'ensemble applicables à la présentation de rapports par les États au titre de l'article 40 sont maintenant en préparation.

#### **A. Rapports présentés par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte**

42. Au cours de la période que concerne le présent rapport, le Comité a reçu 14 rapports initiaux ou périodiques. Ils étaient soumis par les pays suivants : Argentine, Cambodge, Chili, Costa Rica, Ex-République yougoslave de Macédoine, Gabon, Israël, Koweït, Kirghizistan, Lesotho, Mongolie, Pérou, République de Corée et Venezuela.

#### **B. Commentaires des États parties sur les observations finales du Comité**

43. À la soixante et unième session, le Comité a pris acte d'une note de la République de Géorgie en date du 6 mai 1997 qui contenait des commentaires sur les observations finales du Comité (A/52/40, par. 250 à 263) et informait celui-ci des mesures prises pour donner suite à ces observations et les diffuser dans le pays.

44. Le 20 juillet 1998, au cours de la soixante-troisième session, le Comité a reçu du Pérou des commentaires sur les observations finales qu'il avait formulées (A/52/40, par. 146 à 170). Ces commentaires ont été renvoyés au groupe de

travail qui devait se réunir avant la soixante-quatrième session.

### **IV. États qui n'ont pas satisfait à leurs obligations au regard de l'article 40**

45. Les États parties au Pacte doivent présenter à temps les rapports visés à l'article 40 du Pacte afin que le Comité puisse s'acquitter des fonctions à lui confier en vertu du Pacte. Ces rapports sont à la base du dialogue établi entre le Comité et les États parties et tout retard dans leur présentation se traduit par une interruption de ce processus. Or, il se trouve que de sérieux retards ont été constatés depuis la création du Comité. À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a prié neuf États parties dont les rapports initiaux ne lui étaient toujours pas parvenus (Albanie, Angola, Bénin, Cambodge, Côte d'Ivoire, ex-République yougoslave de Macédoine, Israël, Grenade et Seychelles) de lui présenter ces rapports pour sa soixante-deuxième session (mars 1998). Trois de ces États ont donné suite à la requête du Comité (Cambodge, ex-République yougoslave de Macédoine et Israël).

46. Étant donné la réduction substantielle dont le personnel du Secrétariat affecté au Comité a fait l'objet, il n'a pas été possible, pendant la période sur laquelle porte le rapport, de suivre la pratique établie qui consiste à organiser des réunions avec les États en retard de plus de trois ans dans la présentation de leur rapport.

47. Le Comité a constaté avec regret que 86 États parties au Pacte, soit plus des deux tiers des États parties, étaient en retard dans la présentation de leur rapport. C'est là une situation très préoccupante car la non-présentation de rapports empêche le Comité de s'acquitter des fonctions de contrôle que lui confie l'article 40 du Pacte. Le Comité a décidé de faire figurer dans le rapport annuel qu'il soumet à l'Assemblée générale la liste des États parties qui sont en retard de plus de cinq ans pour la présentation de leur rapport ainsi que la liste des États parties qui n'ont pas soumis le rapport que le Comité leur avait demandé par une décision spéciale. Le Comité tient à réaffirmer que ces États manquent gravement à leurs obligations au regard de l'article 40 du Pacte.

**États parties en retard d'au moins cinq ans pour la présentation d'un rapport ou qui n'ont pas soumis le rapport demandé par une décision spéciale du Comité**

<i>État partie</i>	<i>Catégorie de rapport</i>	<i>Échéance</i>	<i>Années en retard</i>
République arabe syrienne	Deuxième	18/8/1984	14
Gambie	Deuxième	21/6/1985	13
Suriname	Deuxième	2/8/1985	13
Kenya	Deuxième	11/4/1986	12
Mali	Deuxième	11/4/1986	12
Guyana	Deuxième	10/4/1987	11
République populaire démocratique de Corée	Deuxième	13/12/1987	11
Guinée équatoriale	Initial	24/12/1988	10
République centrafricaine	Deuxième	9/4/1989	9
Trinité-et-Tobago	Troisième	20/3/1990	8
Togo	Troisième	31/12/1990	7
Somalie	Initial	23/4/1991	7
Nicaragua	Troisième	11/6/1991	7
Viet Nam	Deuxième	31/7/1991	7
République démocratique du Congo	Troisième	31/7/1991	7
Portugal	Troisième	1/8/1991	6
Pays-Bas	Troisième	31/10/1991	6
Saint-Vincent-et les Grenadines	Deuxième	31/10/1991	6
Australie	Troisième	12/11/1991	6
Saint-Marin	Deuxième	17/1/1992	6
Panama	Troisième	31/3/1992	6
Rwanda	Troisième	10/4/1992	6
	Spécial	31/1/1995	
Madagascar	Troisième	31/7/1992	6
Croatie	Initial	7/10/1992	5
Grenade	Initial	5/12/1992	5
Albanie	Initial	3/1/1993	5
Philippines	Deuxième	22/1/1993	5
Bénin	Initial	11/6/1993	5
Côte d'Ivoire	Initial	25/6/1993	5
Angola	Initial/spécial	31/1/1994	4

48. Le Comité note que, pendant la période considérée, deux États parties (l'Équateur et la Jamahiriya arabe libyenne) dont les rapports devaient être examinés respectivement à la soixante-deuxième et à la soixante-troisième session, n'avaient fait savoir au Comité que peu de temps avant la session qu'ils ne pourraient assister aux débats. Le Comité s'est inquiété de ce que le manque de coopération de certains États touchant la présentation des rapports et leur décision tardive de ne pas assister aux débats empêchaient le Comité de s'acquitter efficacement de ses fonctions.

## V. Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte

49. On trouvera dans les sections ci-après, présentées pays par pays dans l'ordre d'examen suivi par le Comité, les observations finales adoptées par celui-ci au sujet des rapports des États parties qu'il a examinées à ses soixante et unième, soixante-deuxième et soixante-troisième sessions. La décision prise par le Comité sur le schéma du présent chapitre figure dans le rapport annuel pour 1993-1994 (A/49/40).

### A. Sénégal

50. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique du Sénégal (CCPR/C/103/Add.1) à ses 1618<sup>e</sup> et 1619<sup>e</sup> séances, les 21 et 22 octobre 1997 et a adopté à sa 1640<sup>e</sup> séance, tenue le 5 novembre 1997, les observations ci-après.

#### 1. Introduction

51. Le Comité se félicite de l'occasion qui lui est donnée de renouer le dialogue avec l'État partie. Tout en notant que le quatrième rapport a été présenté en temps voulu et qu'il fournit des renseignements utiles sur les normes constitutionnelles et législatives applicables au Sénégal dans le domaine des droits de l'homme, le Comité réitère l'observation qu'il avait faite à propos du troisième rapport périodique de l'État partie, à savoir qu'il regrette l'absence, dans le document présenté, d'informations sur l'application concrète des dispositions du Pacte. Cela étant, le Comité accueille avec intérêt les informations détaillées et actualisées fournies oralement par la délégation au cours de l'examen du rapport.

#### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

52. Le Comité note avec préoccupation que la poursuite de la violence et des troubles dans la région de la Casamance s'est traduite par des violations persistantes des droits garantis par le Pacte.

53. Le Comité note en outre le maintien dans l'État partie de lois et de coutumes, préjudiciables tout particulièrement à l'égalité entre hommes et femmes, qui entravent le plein respect du Pacte.



### 3. Aspects positifs

54. Le Comité observe avec satisfaction que l'État partie a renforcé le statut du Comité sénégalais des droits de l'homme (loi du 10 mars 1997), notamment en assurant la participation à ce comité d'organisations non gouvernementales et en lui conférant la faculté d'agir en tant qu'organisme consultatif à des fins de dialogue, de consultation et de promotion des droits de l'homme. Les activités du médiateur sont également notées avec satisfaction.

55. Le Comité se félicite de la création du Comité interministériel des droits de l'homme et du droit international humanitaire, par décret en date du 2 juillet 1997, ainsi que de la récente modification du Code électoral conduisant à la création d'un organisme chargé de suivre et de surveiller les élections.

56. Le Comité se félicite en outre des efforts consentis pour remédier au problème de l'analphabétisme et des activités du Ministère de la femme, de l'enfant et de la famille qui a lancé des plans d'action en collaboration avec des organisations non gouvernementales. Le Comité accueille aussi avec satisfaction les efforts déployés pour sensibiliser davantage le public aux questions concernant les femmes.

57. Dans le domaine de la réforme législative, le Comité note avec satisfaction que le Code pénal criminalise désormais la torture.

58. Au sujet du droit à un recours en cas de violation des droits de l'homme, le Comité note avec intérêt que le Conseil constitutionnel peut être saisi en exception d'inconstitutionnalité soulevée par tout individu devant le Conseil d'État ou la Cour de cassation. Le Comité se félicite de la volonté manifestée par le Gouvernement sénégalais de se conformer aux constatations du Comité en l'affaire *Koné c. Sénégal* (communication 386/1989) et d'accorder une réparation acceptable à l'auteur de la communication, à savoir une indemnité d'un montant de 500 000 francs, une parcelle et des soins médicaux adéquats, toutes mesures appliquées juste avant l'examen du rapport dont le Comité est saisi.

59. En ce qui a trait à l'adhésion de l'État partie aux divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Comité se félicite que celui-ci accepte la primauté des normes internationales en matière de droits de l'homme sur la législation nationale.

### 4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité

60. Au regard des événements de Casamance, le Comité est préoccupé par les allégations qui lui ont été communiquées, faisant état de tueries de civils par l'armée et la police, de

disparitions et de mauvais traitements et de recours à la torture contre des personnes soupçonnées d'être des partisans du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). C'est pourquoi :

Le Comité recommande que des mesures soient prises pour veiller au plein respect des articles 6 et 7 par les personnels militaires et la police et à l'application effective dans la pratique de l'article 7 du Pacte à l'endroit des personnes soupçonnées d'être des sympathisants du MFDC. Le Comité recommande aussi, en raison tout particulièrement de la distance qui sépare la région de la capitale et de la proximité des États voisins, d'envisager de créer un mécanisme indépendant de contrôle et d'enquête sur les violations des droits de l'homme en Casamance, de traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme et d'indemniser les victimes. Par ailleurs, le Comité recommande de poursuivre la formation aux droits de l'homme de tous les personnels des forces de sécurité et agents de la force publique.

61. Le Comité regrette que certains comportements culturels traditionnels à l'égard des femmes soient incompatibles avec leur dignité d'êtres humains et continuent d'entraver l'exercice par celles-ci, dans des conditions d'égalité, des droits consacrés par le Pacte. La pratique de la polygamie, qui est incompatible avec le paragraphe 1 de l'article 2, et les articles 3 et 26 du Pacte, est spécialement préoccupante. Le Comité demeure particulièrement troublé par la persistance de la coutume des mutilations sexuelles féminines, qui viole les articles 6 et 7 du Pacte, et le taux élevé de mortalité maternelle qu'entraîne cette pratique, conjuguée aux grossesses précoces et à l'interdiction formelle de l'avortement. Il recommande aux juges et aux avocats de tirer parti des dispositions du droit pénal ordinaire pour traiter des cas de mutilations sexuelles féminines, tant qu'une loi réprimant expressément ce délit, dont le Comité appuie vivement l'adoption, n'aura pas été adoptée. À cet égard :

Le Comité encourage l'État partie à lancer une campagne systématique visant à sensibiliser la population aux comportements négatifs qui persistent à l'égard des femmes et à protéger celles-ci de toutes les formes de discrimination; il exhorte l'État partie à abolir les pratiques préjudiciables à leur santé et à réduire la mortalité maternelle. Le Comité recommande à l'État partie d'indiquer dans son prochain rapport périodique la suite donnée aux propositions faites concernant la pratique de la polygamie par le Groupe de travail sur le plan national d'action en faveur des femmes sénégalaises (1996-2000). Compte tenu de ces préoccupations, le Comité recommande en outre à l'État partie de

mettre sa législation, notamment ses lois relatives à la famille et à la succession, en conformité avec le paragraphe 1 de l'article 2 et les articles 3, 6, 7, 23 et 26 du Pacte.

62. Bien que le Code pénal prévoie un droit de réparation dans le cas d'infractions telles que les voies de fait, le Comité est préoccupé par la persistance des violences à l'encontre des femmes, notamment de la part de leurs époux. C'est pourquoi :

Le Comité recommande de prêter tout particulièrement attention en matière législative au problème de la violence dans la famille et souligne la nécessité de campagnes d'information et d'éducation pour empêcher et combattre toute forme de violence physique à l'égard des femmes.

63. Le Comité note que les critères autorisant un juge à maintenir une personne arrêtée en détention provisoire ne sont pas définis par la loi. Il se déclare préoccupé par le pouvoir discrétionnaire étendu dont disposent les juges dans de telles situations. En outre, pour ce qui a trait aux atteintes à la sûreté de l'État, le Comité note avec préoccupation les dispositions du Code de procédure pénale autorisant une détention spéciale en garde à vue et, en particulier, habilitant le Procureur de la République à autoriser la prolongation de la durée de la détention. Le Comité est également préoccupé par le fait que les détenus n'ont pas accès à un défenseur. C'est pourquoi :

Le Comité recommande à l'État partie d'énoncer dans son Code de procédure pénale des critères établissant les motifs pour lesquels des personnes en instance de jugement peuvent être maintenues en détention, qui soient conformes au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte. En outre, le Comité recommande soit l'abrogation des dispositions traitant de cas spéciaux de détention dans les affaires d'atteinte à la sûreté de l'État, soit l'instauration en droit sénégalais de garanties supplémentaires en ce qui concerne ce type d'affaires.

64. Bien que des mesures aient été prises pour améliorer la condition des prisonniers, le Comité se déclare préoccupé par la récurrence des problèmes de surpeuplement et la persistance des mauvaises conditions sanitaires et hygiéniques dans de nombreuses prisons, qui sont incompatibles avec le paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que des mesures soient prises pour réduire le surpeuplement et rénover les établissements pénitentiaires le plus rapidement possible.

65. Le Comité est préoccupé de ce que la liberté d'association n'est pas pleinement respectée, en particulier du fait que les travailleurs étrangers se voient interdire d'occuper des

postes officiels dans les syndicats, et que les syndicats peuvent être dissous par l'administration. C'est pourquoi :

Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour autoriser les travailleurs étrangers à occuper des postes officiels au sein des syndicats, et octroyer des garanties et des voies de recours aux syndicats, conformément à l'article 22 du Pacte, contre toute dissolution sur décision administrative.

66. Le Comité se déclare préoccupé par la déclaration figurant dans le rapport selon laquelle «au Sénégal, il n'existe pas de minorités» et par le fait que l'État partie n'a pas fourni d'informations sur la reconnaissance et la protection des minorités religieuses et ethniques dans le pays. À cet égard :

Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures législatives et pratiques pour reconnaître et protéger les minorités religieuses et ethniques, en vue de garantir l'exercice des droits consacrés par l'article 27 du Pacte. Le Comité propose en outre au Gouvernement sénégalais de tenir compte de son Observation générale No 23 sur la question.

67. Le Comité recommande à l'État partie d'incorporer dans son prochain rapport périodique des informations complètes et détaillées sur l'application en droit et en pratique des dispositions du Pacte ainsi que sur les facteurs et difficultés entravant sa mise en oeuvre.

68. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement sénégalais sur les dispositions des Directives générales concernant la forme et le contenu des rapports périodiques présentés par les États parties, et lui demande d'inclure dans son prochain rapport périodique, devant être présenté le 4 avril 2000, des informations répondant à l'ensemble des présentes observations finales. Le Comité demande en outre que le texte de ces observations finales soit diffusé largement auprès du grand public, dans toutes les régions du Sénégal et dans toutes les langues reconnues.

## B. Jamaïque

69. Le Comité a examiné le deuxième rapport périodique de la Jamaïque (CCPR/C/42/Add.15) de sa 1622<sup>e</sup> à sa 1624<sup>e</sup> séance, les 23 et 24 octobre 1997, et a adopté, à sa 1641<sup>e</sup> séance, tenue le 5 novembre 1997, les observations ci-après.

### 1. Introduction

70. Le Comité accueille avec satisfaction le deuxième rapport périodique présenté par l'État partie et se félicite de la volonté manifestée par la délégation de renouer le dialogue

avec le Comité, même s'il déplore d'avoir eu à attendre ce rapport durant plus de 15 ans. Le Comité regrette toutefois que bien que ce rapport apporte des informations utiles sur le cadre législatif général en place à la Jamaïque, il ne décrive pas de manière systématique la façon dont est effectivement appliqué le Pacte, et n'évoque pas toujours article par article les difficultés rencontrées dans sa mise en oeuvre.

## **2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte**

71. Le Comité n'ignore pas que la Jamaïque a connu une situation économique difficile durant une grande partie de la période visée par le deuxième rapport périodique, et que le taux de criminalité violente y est élevé.

## **3. Aspects positifs**

72. Le Comité est sensible au fait qu'à l'occasion de la réforme envisagée de la Constitution jamaïcaine, toute disposition contraire au Pacte qui pourrait découler de l'application de l'article 24 de la Constitution actuelle serait éliminée. Il exprime l'espoir que la recommandation de la Commission constitutionnelle tendant à ce que la nouvelle Charte des droits fasse expressément mention de l'interdiction de toute discrimination fondée sur le sexe, sera mise en oeuvre dans le cadre de cette réforme.

73. Le Comité se félicite de la création, en 1993, d'une autorité chargée d'examiner les plaintes déposées contre la police, qui permet aux citoyens jamaïcains de demander réparation s'ils ont été maltraités par des policiers, ainsi que de l'obligation faite à cet organe de publier un rapport sur ses activités. Le Comité se félicite en outre de la mise en place d'une commission publique chargée d'enquêter au sujet des incidents qui ont eu lieu dans plusieurs établissements pénitentiaires en août 1997, incidents qui ont entraîné la mort de 16 détenus. Le Comité souhaite à cet égard souligner que les résultats des enquêtes menées par ces organes et les mesures prises par eux devraient être publiés aussi largement que possible et communiqués au Comité.

74. Le Comité est sensible au fait que la question de l'imposition de la peine capitale a été réexaminée par les autorités jamaïcaines au cours de la période considérée, et que ce réexamen a abouti à l'adoption de la loi de 1992 portant modification de la loi sur les atteintes aux personnes, ainsi qu'à l'adoption de procédures en matière de représentation en justice, de classification des infractions, de peines incompressibles et de voies de recours.

75. Le Comité apprécie que, sur la base de la classification des crimes emportant la peine capitale, instaurée par la loi portant modification de la loi sur les atteintes aux personnes,

de décisions judiciaires et d'un certain nombre de constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif, de nombreuses condamnations à mort ont été commuées, ce qui a permis de réduire considérablement le nombre de prisonniers condamnés à mort.

76. Le Comité se félicite de ce que la rédaction d'un projet de loi visant à améliorer le système d'aide judiciaire à la Jamaïque est presque achevée : en vertu du système proposé, l'aide judiciaire sera étendue à tous les aspects de la procédure pénale et des recours, aux requêtes constitutionnelles, aux ordonnances de prérogative et aux ordonnances d'*habeas corpus* ainsi qu'à d'autres procédures civiles. Le Comité exprime l'espoir que le nouveau projet de loi sur l'aide judiciaire sera adopté et entrera en vigueur dès que possible, et que des ressources suffisantes seront consacrées à sa mise en oeuvre effective.

77. Le Comité se félicite de la mise en oeuvre en cours d'un programme de modernisation et de reconstruction des établissements pénitentiaires. D'après les informations communiquées par la délégation, les projets déjà approuvés et mis en oeuvre, comme par exemple la modernisation qui s'imposait depuis longtemps de la prison de district de St. Catherine et la construction d'un bâtiment destiné à remplacer le vieux Centre pénitentiaire pour adultes de Tower Street, permettront d'améliorer les conditions de détention, de remédier au surpeuplement des prisons et à d'autres conditions laissant à désirer. Le Comité se félicite de l'intention dont a fait état la délégation de modifier les règlements administratifs énumérant les objets que les prisonniers, quelle que soit la nature de leur condamnation, sont autorisés à conserver par devers eux, de telle sorte qu'ils seront autorisés à détenir de la correspondance dans leur cellule et auront accès aux pièces de leur dossier.

## **4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

78. Le Comité prend acte avec un vif regret de la notification par laquelle la Jamaïque a dénoncé le Protocole facultatif. Si cet acte de dénonciation n'est pas retiré, il prendra effet le 23 janvier 1998. Le Comité affirme que :

a) Les constatations déjà adoptées par le Comité au sujet de communications examinées en vertu du Protocole facultatif resteront valables et devront être suivies d'effet;

b) Les communications en instance ou soumises avant le 23 janvier 1998 ne seront pas visées par la notification faite par la Jamaïque et seront examinées par le Comité en temps opportun;

c) La Jamaïque continuera d'être tenue par les dispositions du Pacte et d'avoir à répondre au Comité dans l'exercice de ses autres fonctions de suivi.

79. Le Comité considère que la notification du Gouverneur général en date du 7 août 1997, tendant à imposer unilatéralement un calendrier pour l'examen des communications par le Comité au titre du Protocole facultatif, ne saurait être invoquée pour justifier une quelconque mesure qui s'écarterait du Pacte, du Protocole facultatif ou de demandes de mesures conservatoires de protection formulées par le Comité.

80. Le Comité est préoccupé par la fréquence avec laquelle les femmes sont victimes de violences conjugales; c'est pourquoi :

Il recommande de faire davantage d'efforts pour sensibiliser la population à la nécessité de respecter la dignité des femmes, d'adopter une législation qui offre des voies de recours aisément accessibles aux femmes en cas de violation de leurs droits fondamentaux et de mettre en oeuvre des programmes sociaux et éducatifs pour assurer le respect des droits des femmes en abolissant toute discrimination.

81. Le Comité note avec inquiétude que l'administration du système pénitentiaire de l'État partie continue de souffrir de graves lacunes. En particulier, le Comité considère les conditions de détention comme incompatibles avec l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus prescrites par les Nations Unies et avec l'article 10 du Pacte; des mesures sont à prendre pour ce qui est de l'insuffisance des installations sanitaires, de l'éclairage des cellules, du régime alimentaire des prisonniers, de la formation du personnel pénitentiaire, de l'aménagement des locaux où les condamnés reçoivent des visites (de leur famille et de leurs représentants en justice), et de la persistance des mauvais traitements infligés aux détenus. À cet égard :

Des moyens de recours efficaces et excluant toutes représailles devraient être offerts aux détenus et prisonniers se plaignant de mauvais traitements infligés par des policiers ou des gardiens de prison. Les comités de visite des prisons devraient examiner toute plainte de cet ordre et faire rapport au directeur de la prison. Le Comité recommande la mise en place d'un corps d'inspecteurs des prisons indépendant, dont les conclusions seraient rendues publiques.

82. Tout en prenant acte des tentatives en cours pour réformer le système de l'aide judiciaire, le Comité reste préoccupé par la façon dont l'assistance judiciaire est actuellement assurée. Cette situation est particulièrement inquiétante dans les cas où les intéressés encourent la peine capitale

et où l'absence d'aide judiciaire équivaut à une violation de l'article 6 lu conjointement avec l'article 14 du Pacte. C'est pourquoi :

Le Comité prie instamment l'État partie de veiller constamment à ce que des services d'aide judiciaire soient disponibles et à ce que ces services soient de qualité et de s'assurer que les personnes accusées de crimes passibles de la peine capitale et d'autres infractions graves bénéficient des services d'un défenseur chevronné. Le Comité souligne qu'une rémunération adéquate des avocats commis en vertu de la loi sur la défense des prisonniers nécessite dès l'arrestation et à tous les stades de la procédure contribuerait pour beaucoup à assurer convenablement la défense des intéressés. Une aide judiciaire devrait être prévue pour permettre aux témoins à décharge d'être présents aux audiences.

83. Le Comité est profondément préoccupé par le fait que la loi de 1903 portant réglementation de la flagellation et la loi de 1942 sur la lutte contre la criminalité, qui prévoient et réglementent les châtiments corporels à la fois en tant que peines infligées pour certains crimes et en tant que sanctions imposées en cas d'infraction à des règles pénitentiaires ou autres, sont toujours en vigueur. À cet égard :

Le Comité recommande l'abrogation de ces deux lois qui sont contraires à l'article 7 du Pacte.

84. Le Comité regrette que les informations sur la fréquence inquiétante avec laquelle la police et les forces de sécurité font usage de leurs armes à feu ne soient pas rendues publiques. C'est pourquoi :

Le Comité exhorte l'État partie à enquêter sur tous les incidents de cet ordre et à rendre publics les résultats de ces enquêtes; en particulier, il faudrait mener une enquête approfondie sur l'incident survenu dans les jardins de Tivoli en mars 1997.

85. S'agissant de l'administration de la justice et de la conduite des procès au pénal, en particulier lorsque les accusés encourent la peine de mort, le Comité est préoccupé de ce que, même si des progrès ont récemment été accomplis en ce qui concerne les délais d'examen des affaires à tous les stades de la procédure entre l'inculpation initiale et le recours final, des efforts restent encore à faire pour réduire ces délais. Cela est particulièrement vrai des délais s'écoulant entre le moment où le recours contre une condamnation à mort a été rejeté par la Cour d'appel de la Jamaïque et celui où une demande d'autorisation spéciale de recours est examinée par la section judiciaire du Conseil privé. C'est pourquoi :

Le Comité recommande l'adoption de dispositions législatives appropriées tendant à ce que la Cour d'appel statue rapidement par un jugement motivé.

86. Le Comité relève avec préoccupation que l'État partie ne respecte pas strictement le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte, ni la durée maximale imposée par la législation nationale à la détention provisoire. C'est pourquoi :

Le Comité demande instamment à l'État partie de respecter rigoureusement la durée maximale prévue pour ce type de détention, de façon à réduire les risques de passages à tabac et autres formes de brutalités policières dont il a été fait état.

87. Le Comité est préoccupé d'apprendre que les cas de décès d'une personne qui se trouvait entre les mains de la police ou des forces de sécurité ne font pas tout l'objet d'une enquête du coroner. C'est pourquoi :

Il souligne que les cas de décès de ce genre doivent tous faire l'objet d'une enquête et que les enquêtes ordonnées en vertu de la loi sur les coroners doivent, si elles sont ajournées en attendant que le parquet décide d'éventuelles inculpations, être rouvertes si aucune poursuite n'est engagée.

88. Le Comité a pris acte de l'information donnée par la délégation selon laquelle les écoutes téléphoniques restent une mesure administrative exceptionnelle. Il considère toutefois que le règlement administratif en vigueur est insuffisant pour assurer le respect de l'article 17 du Pacte. C'est pourquoi :

Le Comité prie instamment les autorités jamaïcaines soit de mettre fin à ces écoutes, soit d'adopter pour les régis une législation précise qui devrait comporter un mécanisme approprié de supervision judiciaire.

89. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement jamaïcain sur les dispositions des directives générales concernant la forme et le contenu des rapports des États parties et lui demande d'incorporer dans son prochain rapport périodique, qui doit être présenté le 7 novembre 2001, des informations qui répondent à chacune des présentes observations finales. Il lui demande en outre de diffuser largement les présentes observations finales auprès du public en général, sur l'ensemble du territoire jamaïcain.

## C. Iraq

90. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique de l'Iraq (CCPR/C/103/Add.2) à ses 1626e et 1627e séances,

le 27 octobre 1997, et a adopté à sa 1640e séance, tenue le 5 novembre 1997, les observations ci-après.

### 1. Introduction

91. Le Comité accueille avec satisfaction le quatrième rapport périodique de l'État partie, et constate qu'il a été soumis dans les délais prescrits et que l'Iraq se montre désireux de poursuivre le dialogue engagé avec le Comité. Il note avec regret que si le rapport apporte des précisions sur le cadre législatif en vigueur en Iraq, il n'évoque pas la façon dont sont concrètement mis en oeuvre les lois internes et le Pacte, ni les difficultés rencontrées à l'occasion de leur application. Le Comité se félicite par ailleurs de ce qu'une délégation venue de Bagdad a répondu aux questions posées par certains de ses membres et apporté des éclaircissements sur la situation en Iraq.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

92. Le Comité est conscient que huit années de guerre avec la République islamique d'Iran ainsi que le conflit qui a fait suite à l'invasion du Koweït par l'Iraq ont entraîné la destruction d'une partie de l'infrastructure du pays et causé de grandes souffrances à la population, et ont créé en Iraq une situation économique et sociale très difficile.

93. Le Comité note que les sanctions et le blocus ont eu pour effet d'infliger des souffrances et de provoquer des pertes en vies humaines parmi la population iraquienne, en particulier parmi les enfants. Il rappelle au Gouvernement iraquien que, quelles que soient les difficultés, l'État partie reste tenu de s'acquitter des obligations contractées aux termes du Pacte.

### 3. Aspects positifs

94. Le Comité se félicite de l'adoption en 1996 du décret No 91 du Conseil du commandement de la Révolution, qui met un terme à l'application de la peine capitale et de l'amputation dans certains cas.

95. Le Comité se félicite de l'abrogation du décret No 111 du Conseil du commandement de la Révolution, de 1990, qui exemptait de poursuites les auteurs de certains «crimes d'honneur», notamment lorsque la victime était un membre de la famille de sexe féminin.

### 4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité

96. Le Comité est profondément préoccupé par le fait qu'en Iraq l'ensemble des pouvoirs sont concentrés entre les mains d'un exécutif qui n'est soumis à aucun contrôle et n'a de

comptes à rendre à personne, que ce soit sur le plan politique ou autre. L'exécutif opère en l'absence de toute garantie et de tout mécanisme d'équilibre des pouvoirs conçu pour assurer une protection convenable des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément au Pacte. Cela semble être le facteur qui ait contribué le plus à nombre de violations des droits consacrés dans le Pacte en Iraq, tant en droit que dans la pratique.

97. Le Comité regrette que beaucoup des questions qu'il a posées au sujet d'allégations de graves violations des droits de l'homme soient restées sans réponse. En particulier, il relève avec une vive inquiétude que de nombreuses sources font état d'un grand nombre de cas d'exécutions sommaires, d'arrestations et de détentions arbitraires, de tortures et de mauvais traitements dont se rendraient coupables des agents des forces de sécurité et des forces armées, de disparitions de nombreuses personnes dont le nom est cité et de milliers de personnes dans le nord de l'Iraq ainsi que dans la région des marais située au sud du pays, ainsi que de déplacements forcés. À cet égard, le Comité déplore le manque de transparence avec lequel le Gouvernement a répondu à ces questions. Le Comité prend aussi note de la déclaration de la délégation selon laquelle une commission non gouvernementale a été chargée de s'occuper des disparitions et regrette de n'avoir pu obtenir aucun renseignement sur ses attributions, ni sur son pouvoir d'enquêter sur des disparitions involontaires, d'en traduire les responsables en justice et de prévenir et de réprimer par d'autres moyens les disparitions en Iraq. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que toutes les allégations mentionnées ci-dessus fassent l'objet d'enquêtes approfondies, publiques et impartiales, que les résultats en soient publiés et que les auteurs de ces actes soient traduits en justice. L'État partie devrait donner dans son prochain rapport périodique des informations sur les attributions, les fonctions et les activités de la commission chargée de traiter des disparitions.

98. Le Comité regrette que des décrets provisoires portant atteinte à la mise en oeuvre de certains droits consacrés par le Pacte aient récemment été promulgués par le Conseil du commandement de la Révolution. De plus, il s'inquiète de ce que diverses dispositions de ces décrets, que l'État partie a cherché à justifier en faisant valoir qu'ils étaient provisoires, sont incompatibles avec certains droits consacrés par le Pacte qui ne peuvent donner lieu à aucune dérogation, tels que le droit à la vie, l'interdiction de la torture et le principe de la non-rétroactivité de la loi pénale. C'est pourquoi :

Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre une révision dans le détail des lois et décrets temporaires en vigueur en vue de les rendre conformes aux

dispositions du Pacte. À cet égard, le Comité souligne qu'il ne peut être dérogé aux droits énoncés dans le Pacte que dans le respect de l'article 4 du Pacte.

99. Le Comité prend également acte avec une vive inquiétude de ce que les catégories de crimes passibles de la peine capitale se sont multipliées en vertu des décrets No 13 de 1992, No 9 de 1993, Nos 86, 95, 179 et 118 de 1994 et No 16 de 1995, et que sont incluses dans ces nouvelles catégories des infractions à caractère non violent et d'ordre économique. Ces mesures sont incompatibles avec l'obligation contractée par l'Iraq aux termes du Pacte de protéger le droit à la vie. C'est pourquoi :

Le Comité recommande à l'Iraq d'abolir la peine capitale pour les crimes qui ne figurent pas parmi les crimes les plus graves, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte, et d'envisager l'abolition de la peine de mort. À cet égard, l'État partie devrait tenir le plus grand compte des constatations faites par le Comité dans son Observations générale No 6 sur le droit à la vie, et en particulier de celles concernant la portée limitée de l'expression «crimes les plus graves».

100. Le Comité se déclare préoccupé par le fait que le décret No 115 du Conseil du commandement de la Révolution du 25 août 1994 viole les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte, qui limite l'application de la peine capitale aux «crimes les plus graves», en stipulant que les personnes qui se sont soustraites au service militaire à plusieurs reprises sont passibles de la peine de mort et que ce texte comporte des dispositions à caractère rétroactif, contraires à l'article 15 du Pacte. Aussi le Comité recommande-t-il que :

L'application de ce décret soit suspendue sans plus attendre et que des mesures soient prises en vue de son abrogation.

101. Le Comité est profondément préoccupé par le fait que l'Iraq ait recouru à l'imposition de peines cruelles, inhumaines et dégradantes, telles que l'amputation et le marquage au fer rouge, qui sont incompatibles avec l'article 7 du Pacte. De même, il est profondément préoccupé par le décret No 109 du Conseil du commandement de la Révolution, en date du 18 août 1994, aux termes duquel toute personne dont la main a été amputée pour une infraction passible de cette peine doit être marquée au fer rouge entre les sourcils de la lettre «X», par l'application rétroactive de ce décret à des personnes déjà amputées et par l'explication donnée par la délégation, à savoir que ce châtement est imposé pour faire la distinction entre les délinquants condamnés et les personnes mutilées au cours de la guerre. À cet égard :

L'application de tels châtements devrait cesser immédiatement, et les lois et décrets prévoyant leur applica-

tion, dont le décret No 109 de 1994 du Conseil du commandement de la Révolution, devraient tous être abrogés sans délai.

102. Le Comité est préoccupé par le fait que des lois relatives à la famille et à la succession qui sont incompatibles avec le principe de l'égalité des sexes consacré par le paragraphe 1 de l'article 2 et les articles 3, 23 et 26 du Pacte sont toujours en vigueur. C'est pourquoi :

Des mesures devraient être prises pour favoriser et instaurer la pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays, et pour éliminer dans la loi et dans les faits toute discrimination à l'égard des femmes.

103. Le Comité prend note avec préoccupation d'informations faisant état de restrictions imposées arbitrairement par les autorités au droit à la liberté de circulation en Iraq et à la liberté de quitter le territoire de l'État partie, en violation des obligations contractées par l'Iraq aux termes de l'article 12 du Pacte. C'est pourquoi :

Des mesures devraient être prises pour faire en sorte que l'article 12 soit respecté et, en particulier, pour réduire les frais administratifs afférents à la délivrance des passeports.

104. Le Comité note aussi avec préoccupation que les juridictions d'exception, qui sont habilitées à prononcer la peine de mort, ne présentent pas toutes les garanties de procédure requises par l'article 14 du Pacte, et qu'en particulier, le droit de faire appel d'une condamnation n'est pas garanti. Il relève aussi qu'outre la liste des infractions qui sont de la compétence de ces tribunaux spéciaux, le Ministre de l'intérieur et le Cabinet de la Présidence de la République ont le pouvoir discrétionnaire de renvoyer tout type d'affaires devant ces juridictions. À cet égard :

Tous les tribunaux ayant compétence en matière pénale ne devraient être composés que de juges indépendants et impartiaux, conformément au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. La compétence de ces juridictions devrait être strictement définie par la loi et les règles de procédure énoncées à l'article 14, y compris le droit de recours, devraient être pleinement respectées.

105. S'agissant de l'article 19 du Pacte sur le droit à la liberté d'expression, le Comité s'inquiète des graves restrictions qui pèsent sur le droit d'exprimer son opposition au Gouvernement ou à sa politique ou de les critiquer. Il s'inquiète aussi du fait que la législation punit les insultes proférées à l'encontre du Président de l'emprisonnement à perpétuité et, dans certains cas, de la peine de mort. La loi prévoit par ailleurs des châtiments sévères pour certaines

infractions définies de manière floue en laissant aux autorités une importante marge d'interprétation, telles que le fait d'être à l'origine d'écrits préjudiciables au Président. De telles restrictions apportées à la liberté d'expression, qui, en pratique, empêchent tout débat d'idées et musellent les partis politiques opposés au parti baath au pouvoir, constituent une violation des articles 6 et 19 du Pacte et font obstacle à l'application de ses articles 21 et 22, qui consacrent les droits de réunion pacifique et d'association. C'est pourquoi :

Les lois pénales et les décrets imposant des restrictions aux droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association devraient être modifiés et mis en conformité avec les articles 19, 21 et 22 du Pacte.

106. Le Comité est préoccupé par les restrictions, les interdictions et la censure imposées à la création et au fonctionnement d'organes indépendants de radio et télédiffusion, ainsi qu'à la presse écrite, parlée et télévisée étrangère, qui ne sont pas conformes aux exigences du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. C'est pourquoi :

Il faudrait modifier les lois et décrets relatifs à la presse et aux autres moyens de communication de façon à les rendre conformes au paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte, qui consacre le droit de chacun à la «liberté d'expression, y compris la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix».

107. Le Comité est préoccupé par le fait qu'aux termes de l'alinéa c) de l'article 38 de la Constitution iraquienne, les membres du Conseil du commandement de la Révolution ne sont pas élus au suffrage universel et égal. Cette disposition est incompatible avec le droit des citoyens de prendre part à la direction des affaires publiques, consacré par les alinéas a) et b) de l'article 25 du Pacte. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que des mesures soient prises en vue de donner aux citoyens le droit et la possibilité de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

108. Le Comité est aussi préoccupé par le fait que l'article 42 de la Constitution habilite le Conseil du commandement de la Révolution à promulguer des lois, décrets et décisions sans que ces textes soient soumis à un contrôle indépendant et fassent l'objet d'un examen propre à assurer leur compatibilité avec les dispositions du Pacte. C'est pourquoi :

Il faudrait veiller à ce que les personnes dont les droits peuvent être violés par ces lois, décrets ou décisions

disposent d'un recours utile comme l'exige le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte.

109. Le Comité s'inquiète de la situation des membres de minorités religieuses et ethniques ainsi que d'autres groupes qui font l'objet de discrimination en Iraq, en particulier la population chiite de la région des marais située au sud du pays et les Kurdes. Le Comité regrette aussi de n'être pas informé de la situation d'autres minorités telles que les Turkmènes, Assyriens, Chaldéens et chrétiens, ni de la façon dont leurs droits sont respectés en vertu des articles 26 et 27 du Pacte. À cet égard, le Comité appelle l'attention sur son Observation générale No 23 (50) relative à l'article 27 du Pacte. En outre :

Le Comité recommande que soient adoptées des mesures destinées à garantir aux membres de tous les groupes religieux ainsi qu'aux minorités ethniques et linguistiques la jouissance de leurs droits en toute égalité, et que dans son prochain rapport périodique, l'État partie fournisse des informations sur la mise en oeuvre des articles 26 et 27 du Pacte.

110. Le Comité prend note avec inquiétude d'informations qui lui sont parvenues concernant les difficultés rencontrées par les organisations non gouvernementales souhaitant s'établir et travailler en Iraq. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que des mesures soient prises sans délai afin de faciliter l'établissement et la liberté d'action d'organisations non gouvernementales indépendantes, en particulier celles qui oeuvrent dans le domaine des droits de l'homme.

111. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement iraquien sur les dispositions des directives générales concernant la forme et le contenu des rapports communiqués par les États parties et lui demande de fournir dans son prochain rapport périodique, qui doit être présenté le 4 avril 2000, des renseignements qui tiennent compte de chacune des présentes observations finales. Le Comité demande en outre que ces observations finales soient largement diffusées parmi le grand public sur l'ensemble du territoire iraquien.

## D. Soudan

112. Le Comité a examiné le deuxième rapport périodique du Soudan (CCPR/C/75/Add.2) à ses 1628<sup>e</sup> et 1629<sup>e</sup> séances, le 28 octobre 1997, et a adopté à sa 1642<sup>e</sup> séance, tenue le 5 novembre 1997, les observations ci-après.

### 1. Introduction

113. Le Comité se félicite du rapport soumis par le Gouvernement soudanais. Il note que le dialogue engagé avec la délégation de haut niveau dépêchée par l'État partie s'est déroulé dans la franchise et dans un esprit constructif et de transparence. Il est reconnaissant par ailleurs au Gouvernement des nouveaux documents qu'il lui a communiqués le 3 novembre 1997; le Comité a pu ainsi se faire une idée plus claire de la situation au Soudan. Tout en constatant que le deuxième rapport périodique et ses annexes contiennent sensiblement plus d'informations que le rapport précédent, le Comité regrette néanmoins que l'État partie n'ait pas apporté de réponses à chacune des questions formulées dans la liste des points à traiter et qu'un certain nombre de questions posées oralement soient elles aussi restées sans réponse. Le Comité accuse réception : a) des rapports de la commission judiciaire indépendante qui a enquêté sur les événements survenus à Juba en 1992; et b) des rapports du Conseil consultatif pour les droits de l'homme sur des allégations faisant état de pratiques d'esclavage dans le sud du Kordofan ainsi que de disparitions.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

114. Le Comité prend acte du fait que le conflit armé qui a éclaté dans le sud du Soudan fait obstacle à la pleine application du Pacte.

115. Le fait que les tenants des différentes traditions raciales, religieuses, culturelles et juridiques du nord et du sud du pays demeurent sur leurs positions respectives semble être un facteur qui entrave la mise en oeuvre du Pacte.

### 3. Facteurs positifs

116. Étant donné que le conflit interne qui déchire le Soudan a été l'occasion de maintes violations des droits de l'homme au cours des dernières années, le Comité accueille avec satisfaction toutes les initiatives propres à favoriser un règlement pacifique du conflit, y compris le quatorzième décret constitutionnel qui prévoit des mesures de mise en oeuvre de l'Accord de paix d'avril 1997, les mesures prises pour donner effet à ce décret et la poursuite, à Nairobi, des négociations en vue de résoudre le conflit.

117. Le Comité se félicite des mesures prises progressivement pour atténuer les conséquences de l'état d'urgence en vigueur, de l'existence de comités chargés d'élaborer une nouvelle constitution et des dispositions prises pour instituer officiellement un régime pluripartite démocratique.

118. À la lumière du déplacement massif de populations provoqué par le conflit armé, le Comité prend acte des efforts



consentis pour réinstaller les personnes déplacées et les aider à regagner leur lieu d'origine.

#### 4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité

119. L'imposition dans l'État partie de la peine de mort pour des infractions qui ne sauraient être qualifiées des plus graves, notamment pour apostasie, double récidive après un acte d'homosexualité, relations sexuelles illégales, abus de confiance de la part de fonctionnaires et vol accompagné de recours à la force, est incompatible avec l'article 6 du Pacte. Qui plus est, certaines formes d'exécution ne respectent pas l'interdiction faite d'infliger des traitements ou des peines cruels, inhumains ou dégradants, en particulier aux femmes, énoncée à l'article 7 du Pacte. C'est pourquoi :

La peine de mort, si elle est appliquée, ne devrait l'être que dans le cas des crimes les plus graves, conformément à l'article 6, et devrait être abrogée pour tous les autres crimes. Chaque fois que la peine de mort est imposée, il devrait être satisfait aux exigences de l'article 7. L'État partie est prié de fournir dans son prochain rapport des informations sur le nombre d'exécutions qui ont eu lieu, le type d'infractions pour lequel la peine de mort a été imposée et la manière dont l'exécution s'est déroulée.

120. La flagellation, l'amputation et la lapidation, qui sont reconnues comme étant des peines infligées aux auteurs d'actes criminels, ne sont pas compatibles avec le Pacte. À cet égard, le Comité relève que :

En ratifiant le Pacte, l'État partie s'est engagé à en respecter tous les articles; aussi doit-il abolir les peines qui sont contraires aux articles 7 et 10.

121. Le Comité est préoccupé par le taux élevé de mortalité maternelle enregistré au Soudan, qui s'explique peut-être par les mariages précoces, les avortements clandestins et les mutilations sexuelles féminines. Il est profondément préoccupé par la pratique des mutilations sexuelles féminines au Soudan, en particulier parce qu'elle s'exerce sur des mineures qui peuvent en subir les conséquences tout au long de leur vie. Cette pratique constitue un traitement cruel, inhumain et dégradant et viole les articles 7 et 24 du Pacte. C'est pourquoi :

L'État partie devrait interdire par sa législation la pratique des mutilations sexuelles féminines en en faisant une infraction criminelle distincte. Il faudrait mener des campagnes de sensibilisation sociale et d'éducation pour en finir avec cette pratique.

122. Le Comité constate que la coutume veut que le consentement d'une femme au mariage soit obtenu par la personne qui en a la tutelle et que si la femme a choisi un époux et que sa famille s'oppose à son choix, la femme doit porter le différend devant la justice. Pareilles restrictions, qu'elles soient le fait de la pratique ou de la législation, sont incompatibles avec les articles 3, 16, 23 et 26 du Pacte. C'est pourquoi :

L'État partie devrait abroger toute disposition législative qui ferait obstacle au libre choix du conjoint, ainsi que toute autre règle qui ferait une distinction entre les droits des hommes et des femmes au mariage et au sein du mariage. Le Comité est aussi préoccupé par l'absence de disposition législative fixant un âge minimum pour contracter mariage et recommande vivement l'adoption d'une telle disposition.

123. Le Comité est troublé par les divergences entre, d'une part, un certain nombre d'informations émanant de l'Organisation des Nations Unies et d'ONG qui font état d'exécutions extrajudiciaires, d'actes de torture, de pratiques d'esclavage, de disparitions et d'enlèvements ainsi que d'autres violations des droits de l'homme et, d'autre part, les affirmations de la délégation selon lesquelles de telles violations sont relativement rares. À cet égard, le Comité est également préoccupé par les informations faisant état d'enlèvements d'enfants par les forces de sécurité, en particulier dans le sud du pays. Il se félicite de la déclaration de l'État partie, selon laquelle il enquêtera sur tout rapport de violation des droits de l'homme qui serait le fait de la police, des forces de sécurité, des Forces de défense populaires ou autres corps placés sous sa responsabilité. C'est pourquoi le Comité recommande :

a) Que des mécanismes permanents et indépendants soient institués pour enquêter sur les abus de pouvoir présumés de la police, des forces de sécurité et des Forces de défense populaires;

b) Que les méthodes employées pour mener ces enquêtes et les résultats obtenus soient rendus publics;

c) Que ces enquêtes aboutissent à la libération de toute personne qui serait détenue indûment, que l'intéressé soit correctement indemnisé et que les personnes reconnues responsables fassent l'objet de mesures disciplinaires ou de poursuites au pénal;

d) Que le Gouvernement soudanais poursuive sa coopération avec les organes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales sur la question;

e) Que l'État partie fournisse dans son prochain rapport périodique des renseignements détaillés, y compris

des statistiques, sur ces enquêtes et les résultats auxquels elles auront abouti.

124. S'agissant de la liberté et de la sécurité de la personne, le Comité est particulièrement préoccupé par le fait que l'imprécision et l'absence de définition légale de la notion de «sécurité nationale», telle qu'elle s'applique au Soudan, sont incompatibles avec les dispositions de l'article 9 du Pacte et que cette notion peut être invoquée pour procéder à des arrestations et des mises en détention en l'absence de chefs d'inculpation plus précis, d'où un climat de peur et d'oppression pour quiconque s'avère critique du Gouvernement. De plus, le Comité est d'avis que les procédures décrites au paragraphe 88 du rapport au sujet de la détention provisoire permettent au Conseil de sécurité nationale, présidé par le Président de la République, de maintenir des personnes en détention pendant des laps de temps excessivement longs. C'est pourquoi :

Le Comité recommande de définir clairement dans la loi la notion de «sécurité nationale» et de faire obligation aux policiers et aux agents des forces de sécurité de consigner par écrit les raisons pour lesquelles il est procédé à l'arrestation de telle ou telle personne. Ces informations devraient être mises à la disposition du public et pouvoir être contestées en justice. Il faudrait abroger les dispositions de la loi de 1994 sur la sécurité nationale.

125. Le Comité est inquiet de ce que les autorités puissent refuser arbitrairement des visas à des personnes qui souhaitent se rendre à l'étranger, et ce, contrairement à l'article 12 du Pacte, que les agents des services de l'immigration puissent exiger arbitrairement des femmes qu'elles prouvent qu'un membre de leur famille de sexe masculin approuve leur départ du Soudan et que des listes dressées par divers organes de l'exécutif sans qu'il soit satisfait à aucun critère juridique précis servent apparemment à restreindre la liberté de circulation des personnes, notamment celle de quitter le pays. C'est pourquoi :

Toute limitation de la liberté de circulation doit être prévue par la loi et être compatible avec les dispositions du Pacte. En cas de limitation de la liberté de circuler ou de quitter le pays, les motifs de la mesure doivent être conformes au Pacte et être communiqués à l'intéressé sans délai après que la mesure en question ait été prise et, dans tous les cas, y compris celui de la sécurité nationale, ces motifs devraient pouvoir être rapidement contestés en justice.

126. Le Comité est préoccupé par les informations faisant état de mauvaises conditions de détention et de l'existence de centres de détention clandestins. Il relève que la délégation

de l'État partie a reconnu qu'au Soudan, les prisons ne répondaient pas aux normes internationales et que des améliorations s'imposaient. C'est pourquoi :

Le Gouvernement soudanais devrait placer tous les lieux de détention sous le contrôle de l'Administration pénitentiaire, prendre les mesures nécessaires pour rendre les conditions de détention conformes aux dispositions de l'article 10 du Pacte et avec l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et coopérer à cet égard, si besoin est, avec la communauté internationale et les ONG.

127. Le Comité est d'avis qu'une procédure judiciaire rapide pour les infractions mineures peut être compatible avec les dispositions du Pacte, mais demeure préoccupé par le type de procès qui se déroule devant les tribunaux de l'ordre public. C'est pourquoi :

Il faudrait dispenser aux juges une formation en matière de peines appropriées et de garanties de procédure à respecter. Il faudrait exclure la flagellation en tant que peine et adopter une procédure de recours pour que les condamnations et les peines prononcées puissent être contestées.

128. Le Comité prend acte de l'explication selon laquelle la possibilité d'engager des poursuites contre les agents de la sécurité aux termes de la loi de 1994 sur la sécurité nationale, telle qu'elle a été modifiée, est limitée lorsque ces personnes agissent dans l'exercice de leurs fonctions. Il est aussi préoccupé par le fait qu'une autorisation doit être obtenue pour pouvoir ouvrir de telles poursuites. C'est pourquoi :

Les policiers et les agents des forces de sécurité devraient pouvoir, en cas d'abus de pouvoir, faire l'objet de poursuites et voir leur responsabilité engagée au civil sans aucune restriction d'ordre légal; les dispositions de la loi de 1994 sur la sécurité nationale, telle qu'elle a été modifiée, sont incompatibles avec ce principe et devraient être abrogées. De plus, le Gouvernement soudanais devrait inclure dans son prochain rapport des statistiques sur les plaintes déposées, les poursuites engagées, les condamnations et les peines prononcées contre des policiers et des agents des forces de sécurité. Il devrait aussi donner des statistiques sur le nombre de demandes d'indemnisation et le montant des dommages-intérêts effectivement accordés aux victimes de violations des droits de l'homme.

129. Le Comité est préoccupé par le système d'octroi de licences à la presse et autres médias et l'obligation faite aux rédacteurs, journalistes et imprimeurs de faire consigner leurs nom et adresse. Il conteste l'indépendance du Conseil national de la presse et des publications. C'est pourquoi :

Il faudrait réviser la législation et les décrets en vigueur de façon à supprimer toute restriction disproportionnée qui pèse sur les médias et a pour effet de menacer la liberté d'expression elle-même.

130. Le Comité considère qu'il faudrait supprimer les restrictions inutiles qui pèsent sur la liberté d'expression et de réunion. Les forces de l'ordre devraient respecter le droit de réunion pacifique.

131. Le Comité est préoccupé par le fait que la loi ne reconnaît pas le droit d'employer les langues locales dans les communications officielles ou les procédures administratives ou judiciaires et que les minorités religieuses peuvent subir les répercussions de toute une série de mesures administratives discrétionnaires, relevant de règlements d'urbanisme et pouvant aller jusqu'à la destruction d'écoles et de centres éducatifs. C'est pourquoi :

Il faudrait mettre l'accent sur le besoin des minorités ethniques et religieuses, dans quelque région du pays qu'elles résident, de poursuivre et de développer leurs traditions, leur culture et leur langue, comme l'exige l'article 27 du Pacte.

132. Le Comité est préoccupé par le fait qu'en apparence aussi bien que dans la réalité le pouvoir judiciaire n'est pas vraiment indépendant, que de nombreux magistrats n'ont pas été sélectionnés essentiellement en fonction de leurs compétences juridiques, que les magistrats peuvent être soumis à des pressions par le biais d'un organe de supervision placé sous le contrôle du Gouvernement et que très peu de non-musulmans ou de femmes occupent des fonctions judiciaires à quelquel niveau que ce soit. C'est pourquoi :

Des mesures devraient être prises pour accroître l'indépendance et les compétences techniques des membres du pouvoir judiciaire, y compris grâce à la nomination de femmes et de membres de minorités qualifiés. Une formation au droit relatif aux droits de l'homme devrait être dispensée à tous les magistrats, agents des forces de l'ordre et membres des carrières judiciaires.

133. Le Comité est préoccupé par l'application obligatoire de prescriptions strictes concernant la tenue vestimentaire des femmes dans les lieux publics, sous couvert de préservation de l'ordre public et de la morale, ainsi que par les peines inhumaines imposées en cas de violation de ces prescriptions. Les restrictions imposées à la liberté des femmes en vertu de la loi de 1992 sur le statut personnel des musulmans sont des sujets de préoccupation au titre des articles 3, 9 et 12 du Pacte. C'est pourquoi :

Il incombe à l'État partie de veiller à ce que toutes ses lois, y compris celles traitant du statut personnel, soient compatibles avec le Pacte.

134. Le Comité regrette les cas établis de mesures prises officiellement qui portent atteinte aux droits de confessions et groupes religieux autres que musulmans de pratiquer leur religion et de mener des activités éducatives pacifiques. C'est pourquoi :

Il faudrait que soit instauré un mécanisme propre à protéger les groupes religieux minoritaires de la discrimination et des mesures visant à entraver leur liberté d'enseigner et de pratiquer leur religion.

135. Le Comité prend acte de ce que le Gouvernement soudanais semble considérer que la participation de citoyens à la conduite des affaires publiques est assurée par un système de démocratie directe. À cet égard :

Le Comité souligne que la jouissance des droits protégés par l'article 25 du Pacte exige la reconnaissance sans réserve de la liberté d'expression et du droit de partager et de recevoir des idées de toute sorte, y compris des idées qui s'opposent à celles du Gouvernement.

136. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement soudanais sur les dispositions des directives concernant la forme et le contenu des rapports communiqués par les États parties et lui demande d'incorporer, dans son prochain rapport périodique, qui doit être présenté le 7 novembre 2001, des informations qui répondent à chacune des présentes observations finales. Le Comité le prie aussi de diffuser largement les présentes observations finales auprès du public en général, sur l'ensemble du territoire soudanais.

## E. Bélarus

137. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique du Bélarus (CCPR/C/84/Add.4 et Add.7) à ses 1632e et 1633e séances, le 30 octobre 1997, et a adopté, à sa 1643e séance, tenue le 6 novembre 1997, les observations ci-après.

### 1. Introduction

138. Le Comité se félicite de la présentation du quatrième rapport périodique du Bélarus, mais il fait observer que ce rapport n'est pas en conformité avec ses directives concernant la forme et le contenu des rapports périodiques. Tout en regrettant que ce rapport ne contienne pas des informations suffisantes sur la jouissance des droits de l'homme et l'application des dispositions du Pacte en droit et dans la pratique, le Comité remercie la délégation pour les réponses qu'elle a

apportées à ses questions, ce qui dans une certaine mesure lui a permis de se faire une idée plus précise de la situation des droits de l'homme dans le pays, ainsi que pour les informations complémentaires présentées, par écrit, par l'État partie.

139. Les informations communiquées par un certain nombre d'organisations non gouvernementales et locales ont aidé le Comité à comprendre la situation des droits de l'homme dans l'État partie.

## **2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte**

140. Le Comité note que 20 % du budget national doit être consacré à l'atténuation des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et de ses effets particulièrement graves pour les enfants.

## **3. Aspects positifs**

141. Le Comité prend note des diverses mesures qui ont été prises pour améliorer la situation des femmes, notamment sur le marché du travail, et il se félicite de la création d'un Centre de crise pour les femmes, qui héberge les femmes victimes de viol ou de violence au foyer. Le Comité est obligé à la délégation des statistiques qu'elle a fournies concernant la participation des femmes à la vie professionnelle dans les secteurs privé et public, mais il regrette que ces statistiques n'aient pas été ventilées de façon à faire apparaître le nombre de femmes occupant des postes de décision.

142. Le Comité accueille avec satisfaction la décision par laquelle la Cour constitutionnelle a reconnu la suprématie du Pacte sur la législation nationale en déclarant invalide l'application rétroactive d'une loi pénale, conformément à l'article 15 du Pacte.

## **4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

143. Le Comité constate avec préoccupation que des vestiges de l'ancien régime totalitaire persistent et que la situation des droits de l'homme au Bélarus s'est considérablement dégradée depuis qu'il a examiné le troisième rapport périodique de l'État partie en 1992. Il note en particulier la persistance d'attitudes politiques qui ne tolèrent pas les divergences d'opinions ni la critique et qui sont hostiles à la promotion et à la protection totale des droits de l'homme, l'absence de limites législatives aux pouvoirs de l'exécutif et la concentration de plus en plus grande des pouvoirs, y compris le pouvoir législatif, entre les mains de l'exécutif, sans contrôle du judiciaire.

144. Le Comité relève avec préoccupation que le nombre des crimes passibles de la peine de mort en vertu du Code pénal est encore très élevé et que des décrets définissant de nouveaux crimes passibles de la peine de mort ont été promulgués récemment, par exemple le décret présidentiel No 21 du 21 octobre 1997. Il exprime sa vive inquiétude devant le nombre très élevé de sentences de mort qui sont effectivement exécutées. En outre, il s'inquiète du secret qui entoure les procédures de condamnation à mort à tous les stades. En conséquence :

Le Comité recommande que l'application de la peine de mort soit limitée aux crimes les plus graves, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte, et que l'État partie envisage d'abolir celle-ci à une date proche. À cet effet, il recommande que soit entrepris un examen approfondi de la législation et des décrets pertinents afin de s'assurer de leur conformité avec le Pacte et, ce faisant, qu'il soit dûment tenu compte de l'Observation générale 6 (16) et de la jurisprudence du Comité selon laquelle l'imposition de la peine de mort à l'issue d'un procès qui ne répond pas aux prescriptions de l'article 14 du Pacte constitue une violation de l'article 6.

145. Le Comité exprime la préoccupation que lui inspirent les nombreuses allégations concernant des mauvais traitements infligés par des fonctionnaires de police et autres agents de la force publique au cours de manifestations pacifiques, lors de l'arrestation et pendant la détention, de même que le nombre élevé de cas dans lesquels la police et autres agents de sécurité font usage de leurs armes. Notant que les enquêtes sur de tels abus ne sont pas menées par un mécanisme indépendant et qu'elles n'aboutissent que rarement à des poursuites et à des condamnations, le Comité craint que ces phénomènes n'entraînent l'impunité pour les membres de la police et autres agents de sécurité. En conséquence :

Le Comité recommande que, dans le but de combattre l'impunité, des dispositions soient prises pour faire en sorte qu'un organe indépendant enquête promptement et en toute impartialité sur toutes les allégations concernant des mauvais traitements infligés par des agents de sécurité et des fonctionnaires de police ainsi que l'usage illégal de leurs armes par ces personnes, que les auteurs de tels actes soient poursuivis et sanctionnés, et que les victimes reçoivent une indemnisation. De surcroît, conformément au paragraphe 10 de l'Observation générale 20 (44) du Comité relative à l'article 7 du Pacte, «le personnel responsable de l'application des lois, (...) les agents de la force publique et toutes les personnes intervenant dans la garde ou le traitement de

tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit doivent recevoir un enseignement et une formation appropriées» concernant l'interdiction de la torture et des autres traitements cruels, inhumains ou dégradants prohibés par l'article 7 ainsi que le respect des autres normes relatives aux droits de l'homme.

146. Le Comité note avec préoccupation que la détention provisoire peut durer jusqu'à 18 mois et que c'est le Procureur et non un juge qui a compétence pour décider du maintien en détention provisoire, ce qui est incompatible avec le paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte. Il note aussi avec regret qu'il n'a pas été précisé dans le rapport ni au cours de la discussion si les personnes ainsi détenues ont la possibilité d'introduire un recours devant un tribunal pour contester la légalité de leur détention, conformément au paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte. À cet égard :

Le Comité recommande que les lois et règlements relatifs à la détention provisoire soient reconsidérés en priorité en vue de faire en sorte qu'ils satisfassent aux dispositions de l'article 9 du Pacte.

147. Le Comité note en outre avec préoccupation que, en vertu de la loi sur la Procuration de la République, la supervision des lieux de détention relève de la Procuration et qu'il n'existe pas de mécanisme indépendant ayant compétence pour recevoir les plaintes des détenus et enquêter à leur sujet. Par ailleurs, le Comité s'émue des conditions générales de détention dans les prisons, eu égard en particulier au surpeuplement, et souligne que l'existence de «cellules de punition» et le fait que les détenus qui y sont enfermés reçoivent des rations alimentaires réduites, la présence de *pressovtchiki* dans les cellules et les conditions de détention des condamnés à mort sont particulièrement préoccupantes. En conséquence :

Le Comité recommande que des mesures soient prises pour améliorer les conditions carcérales, y compris dans le quartier des condamnés à mort, et que, ce faisant, il soit tenu compte de l'Observation générale 21 (44) du Comité relative à l'article 10 du Pacte et de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus. Il estime en particulier que la pratique des «cellules de punition», dans lesquelles les conditions infligées aux prisonniers sont particulièrement dures, et l'utilisation de *pressovtchiki* sont contraires au Pacte, et recommande qu'elles soient abolies.

148. En ce qui concerne le droit de circuler librement et de choisir sa résidence, le Comité réitère les préoccupations qu'il avait exprimées lors de l'examen du troisième rapport périodique de l'État partie à propos du maintien du système de *propiska* (permis de résidence) utilisé sous le régime

précédent. Il est également préoccupé par le nombre des restrictions excessives au droit des citoyens de quitter le pays qu'impose l'article 5 de la loi instituant la procédure applicable à l'entrée et à la sortie des citoyens de la République du Bélarus, certaines de ces restrictions – par exemple la possession de secrets d'État, le refus de s'acquitter de certaines obligations ou le fait d'être l'objet d'une action civile – étant définies en termes vagues et susceptibles d'être largement interprétées par les autorités, ce qui ouvre la voie à des abus. En conséquence :

Le Comité recommande que des mesures soient prises pour veiller à ce qu'il soit donné pleinement effet à l'article 12 du Pacte, et il engage l'État partie à abroger le système de *propiska*.

149. Le Comité note avec préoccupation que les procédures relatives à la durée d'exercice, à la discipline et à la révocation des juges à tous les niveaux ne satisfont pas au principe de l'indépendance et de l'impartialité du pouvoir judiciaire. Il s'inquiète particulièrement du fait que les juges de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême peuvent être révoqués par le Président de la République sans aucune garantie. Il note aussi avec préoccupation l'allégation selon laquelle deux juges ont été révoqués par le Président de la République au motif que, dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, ils n'avaient pas infligé une amende fixée par l'exécutif et n'avaient pas veillé à ce qu'elle soit encaissée. En outre, le Comité est préoccupé par le fait que le Président de la République ne respecte pas les décisions de la Cour constitutionnelle et ne tient pas compte de la primauté du droit.

150. Le Comité note aussi avec inquiétude l'adoption du décret présidentiel relatif aux activités des avocats et des notaires, en date du 3 mai 1997, qui donne au Ministère de la justice compétence pour autoriser les avocats à exercer et oblige ceux-ci, pour pouvoir pratiquer, à être membres d'un Collège centralisé contrôlé par le Ministère, ce qui porte atteinte à l'indépendance des avocats. À cet égard :

Le Comité souligne que l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la profession juridique est indispensable à une bonne administration de la justice, à la démocratie et à la prééminence du droit. Il invite instamment l'État partie à prendre toutes les mesures voulues, et notamment à réexaminer la Constitution et la législation, pour que les juges et les avocats soient à l'abri de toute pression politique ou autres pressions externes. Dans cet ordre d'idées, l'attention de l'État partie est appelée sur les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature et les Principes de base relatifs au rôle du barreau, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1985 et 1990 respectivement.

151. Le Comité se déclare préoccupé par les informations concernant des atteintes arbitraires au droit à la vie privée, notamment les abus commis par les autorités en matière d'écoutes et de perquisitions au domicile. De surcroît, il relève avec préoccupation qu'en vertu de l'article 20 de la loi sur les activités d'enquête, les décisions concernant la légalité de ces activités relèvent de la compétence du Procureur général, sans contrôle des tribunaux. En conséquence :

Le Comité recommande que les activités d'enquête mettant en jeu le droit à la vie privée soient menées en conformité avec l'article 17 du Pacte et que le pouvoir d'autoriser de telles activités et statuer sur leur légalité soit transféré aux tribunaux.

152. Le Comité prend acte de la déclaration de la délégation biélorussienne selon laquelle une législation sur l'objection de conscience au service militaire est envisagée. À cet égard :

Le Comité recommande que soit promulguée à une date proche, en conformité avec l'article 18 du Pacte et l'Observation générale 22 (48) du Comité, une loi exemptant les objecteurs de conscience du service militaire obligatoire et prévoyant un service civil de substitution, d'une durée équivalente.

153. Le Comité exprime sa profonde préoccupation devant les nombreuses atteintes graves au droit à la liberté d'expression. En particulier, le fait que la plupart des services de publication, de distribution et de radiotélédiffusion appartiennent à l'État et que les rédacteurs en chef des journaux financés par l'État soient des employés de l'État expose en fait les médias à des pressions politiques considérables et porte atteinte à leur indépendance. Les nombreuses restrictions imposées aux médias, notamment le fait que les délits soient définis en termes vagues, sont incompatibles avec le paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. Le Comité constate également que, par suite des dispositions du décret présidentiel No 218 du 18 mars 1997, la liberté d'importer et d'exporter l'information soit rigoureusement limitée, qu'il s'agisse de la presse ou des médias audiovisuels. Par ailleurs, il est préoccupé par les informations faisant état du harcèlement et de l'intimidation des journalistes locaux et étrangers par les autorités, ainsi que par le fait que les adversaires politiques du Gouvernement se voient privés de l'accès aux installations publiques de radiotélédiffusion. En conséquence :

Le Comité demande instamment à l'État partie de prendre, à titre prioritaire, toutes les mesures nécessaires, d'ordre législatif aussi bien qu'administratif, afin d'éliminer ces restrictions à la liberté d'expression, qui sont incompatibles avec ses obligations en vertu de l'article 19 du Pacte.

154. Le Comité se dit également préoccupé par les restrictions rigoureuses qui sont imposées au droit à la liberté de réunion, lesquelles ne sont pas en conformité avec le Pacte. Il note en particulier que les demandes d'autorisation de tenir des manifestations doivent être déposées 15 jours à l'avance et sont souvent rejetées par les autorités, et que le décret No 5 du 5 mars 1997 impose des limites strictes à l'organisation de manifestations et à leur préparation, énonce les règles que doivent respecter les manifestants et interdit l'utilisation d'affiches, de bannières ou de drapeaux qui «insultent l'honneur et la dignité des agents des organes de l'État» ou qui «visent à porter préjudice à l'État et à l'ordre public, ainsi qu'aux droits et aux intérêts légitimes des citoyens». Ces restrictions ne sauraient être considérées comme nécessaires dans une société démocratique pour protéger les valeurs mentionnées à l'article 21 du Pacte. En conséquence :

Le Comité recommande que le droit de réunion pacifique soit dûment protégé et garanti au Bélarus, en droit et dans la pratique, que les limitations dont il fait l'objet soient strictement en conformité avec l'article 21 du Pacte et que le décret No 5 du 5 mars 1997 soit abrogé ou modifié de manière à satisfaire aux dispositions dudit article.

155. S'agissant de l'article 22 du Pacte, le Comité se déclare également préoccupé par les difficultés découlant des procédures d'enregistrement des organisations non gouvernementales, et des syndicats. Il est aussi préoccupé par les informations faisant état de cas d'intimidation et de harcèlement des défenseurs des droits de l'homme par les autorités, y compris l'arrestation de ces personnes et la fermeture des bureaux de certaines organisations non gouvernementales. À cet égard :

Le Comité, réaffirmant que le libre fonctionnement des organisations non gouvernementales est indispensable à la protection des droits de l'homme et à la diffusion d'information concernant les droits de l'homme parmi la population, recommande que les lois, règlements et pratiques administratives touchant l'enregistrement et les activités de ces organisations soient examinés sans tarder afin de faciliter la création de telles organisations et leur fonctionnement sans entrave, conformément à l'article 22 du Pacte.

156. Notant qu'en vertu de la loi du 6 juin 1996 relative aux communications des citoyens, des communications peuvent être adressées aux organes de l'État, le Comité s'inquiète qu'il n'y ait pas au Bélarus de mécanisme indépendant ayant compétence pour enquêter sur les allégations de violation des droits de l'homme et étudier ces allégations. Il s'inquiète également du manque de publicité concernant la possibilité qu'ont les victimes de violation des droits que leur garantit le Pacte de se prévaloir de la procédure prévue par le Proto-

cole facultatif se rapportant au Pacte, alors que le droit de se prévaloir des procédures de plainte prévues par les instruments internationaux est protégé par la Constitution du Bélarus. En conséquence :

Le Comité recommande que des mesures soient prises pour hâter la création d'un poste de médiateur qui est envisagée et pour veiller à ce que le titulaire ait des pouvoirs réels d'enquêter sur les plaintes concernant des violations des droits de l'homme. Des informations sur la procédure de communications individuelles instituée par le Protocole facultatif devraient être diffusées auprès du grand public, et en particulier parmi les prisonniers (y compris ceux qui sont détenus dans le quartier des condamnés à mort) et les autres détenus ainsi que parmi les membres de la profession juridique, et l'ensemble de la population devrait être informé de la portée étendue des droits de l'homme qui lui sont reconnus. Il faudrait mettre en place un mécanisme chargé de veiller à ce qu'il soit donné suite aux constatations exprimées par le Comité en application du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

157. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement bélarussien sur les dispositions des Directives concernant la forme et le contenu des rapports périodiques présentés par les États parties et lui demande d'inclure dans son prochain rapport attendu pour le 31 décembre 2001 des renseignements qui répondent à toutes les questions soulevées dans les présentes observations finales. Le Comité demande par ailleurs que ces observations finales soient largement diffusées parmi la population de toutes les régions du Bélarus.

## F. Lituanie

158. Le Comité a examiné le rapport initial de la Lituanie (CCPR/C/81/Add.10) à ses 1634<sup>e</sup> et 1635<sup>e</sup> séances, le 30 octobre 1997, et a adopté à sa 1643<sup>e</sup> séance, tenue le 6 novembre 1997, les observations ci-après.

### 1. Introduction

159. Le Comité se félicite du rapport initial de la Lituanie et des modifications qui lui ont été apportées ultérieurement, mais regrette qu'il ait été présenté tardivement. Il regrette aussi que tout en fournissant des renseignements détaillés sur la législation en vigueur dans le domaine des droits de l'homme en Lituanie, le rapport ne donne pas suffisamment d'informations précises sur la mise en oeuvre du Pacte dans la pratique. Il n'en demeure pas moins que le Comité exprime sa satisfaction devant les réponses apportées par la délégation aux questions posées au cours du débat, qui montraient bien

que l'État partie était disposé à engager un dialogue ouvert et constructif avec le Comité et ont permis au Comité de se faire une idée plus claire de la situation réelle des droits de l'homme dans le pays.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

160. Le Comité constate qu'après avoir connu un régime totalitaire pendant de longues années, la Lituanie n'est pas encore sortie du processus de transition vers la démocratie et qu'il demeure des textes de loi obsolètes et un certain nombre d'institutions qui risquent de porter préjudice à la mise en oeuvre des droits de l'homme et qu'il faudra du temps pour réformer.

### 3. Aspects positifs

161. Le Comité se félicite de l'adhésion de la Lituanie au Pacte et à d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme peu après le rétablissement de son indépendance le 11 mars 1990.

162. Le Comité exprime sa satisfaction de voir que le nouveau Code pénal en cours d'élaboration ne contiendra pas de disposition prévoyant la peine capitale et accueille avec satisfaction l'intention de la Lituanie d'adhérer dans un proche avenir au deuxième Protocole facultatif. Le fait que la Commission de clémence, présidée par le Président de la Lituanie, a suspendu dans la pratique les exécutions de personnes condamnées à la peine capitale est aussi une source de satisfaction pour le Comité.

163. Le Comité relève avec un vif intérêt que la Lituanie a entrepris une grande réforme de son système juridique, qui passe notamment par l'abrogation des lois sur la détention préventive, l'abolition du Conseil pour le contrôle de la presse, la soumission des décisions d'internement administratif à un contrôle judiciaire et l'adoption de nouvelles lois sur la protection de la vie privée, les médias et la radio et télédiffusion, la liberté de l'information, le non-refoulement, la protection des enfants et l'insertion des personnes atteintes d'un handicap. Le Comité se félicite de la nouvelle législation qui exige que les décisions de détention provisoire soient approuvées par un tribunal. Il se félicite aussi de la création d'institutions chargées de s'occuper des questions de droits de l'homme, telles que le Comité chargé des droits de l'homme, des droits civiques et des questions intéressant les minorités ethniques, le Département du droit international et des droits de l'homme ainsi que le Cabinet du Médiateur parlementaire qui enquête sur les plaintes des citoyens dénonçant les cas où des fonctionnaires, aux niveaux national

et local, abusent de leurs fonctions. À la lumière de ces considérations :

Le Comité demande à L'État partie de fournir dans son prochain rapport périodique des renseignements plus précis sur l'application de ces nouvelles lois et le fonctionnement de ces nouvelles institutions.

164. Le Comité se félicite des informations fournies par la délégation sur les programmes d'éducation aux droits de l'homme et sur les mesures prises pour diffuser auprès de la population des renseignements sur le Pacte.

165. Le Comité se félicite de ce que la Lituanie ait reconnu la compétence du Comité à recevoir et examiner des communications au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte. À cet égard :

Il faudrait mettre en place un mécanisme spécifique pour veiller à ce que les constatations formulées par le Comité au sujet de communications individuelles au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte soient systématiquement suivies d'effet.

#### **4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

166. Le Comité est préoccupé par l'ambiguïté du statut juridique du Pacte au regard de l'ordre juridique interne et le fait qu'apparemment les particuliers ne peuvent pas contester en justice l'application de lois qui portent atteinte aux droits et libertés qui leur sont reconnus par le Pacte. C'est pourquoi :

L'État partie devrait veiller à ce que les droits énoncés dans le Pacte ne soient pas restreints par une législation incompatible avec lui et prendre toutes les mesures voulues pour permettre aux particuliers de contester en justice l'application de lois qui portent atteinte aux droits et libertés que leur reconnaît le Pacte.

167. Tous en se félicitant des progrès réalisés pour permettre aux hommes et aux femmes de jouir de leurs droits sur un pied d'égalité, et notamment de la mise en oeuvre du Plan d'action 1998-2000 pour l'application du programme en faveur des femmes, le Comité s'inquiète de ce que les femmes continuent de subir une discrimination, en particulier dans le domaine de l'emploi et l'accès à des postes de responsabilité dans la vie politique et sociale, et que le projet de loi relatif à l'égalité des hommes et des femmes n'ait pas encore été adopté. C'est pourquoi :

L'État partie devrait prendre des mesures concrètes pour éliminer toute discrimination à l'égard des femmes et améliorer et renforcer leur condition sociale en leur assurant des voies de recours en cas de discrimination

dans quelque domaine que ce soit, y compris l'emploi et la publicité commerciale. Il faudrait mettre en place des mécanismes pour suivre l'application des lois interdisant la discrimination, recevoir les plaintes des victimes, enquêter sur les faits dénoncés et, le cas échéant, indemniser les victimes.

168. Tout en prenant acte des mesures adoptées dernièrement pour fournir une assistance aux femmes victimes d'actes de violence et de prostitution forcée et poursuivre les intermédiaires, le Comité est extrêmement préoccupé par l'étendue de ces phénomènes. Il est aussi préoccupé par les problèmes de maltraitance, notamment de sévices sexuels dont des enfants sont victimes. C'est pourquoi :

L'État partie devrait prendre des mesures complémentaires pour prévenir les cas de violence à l'égard des femmes, y compris au sein de la famille, et de mauvais traitements à enfants, y compris de sévices sexuels, enquêter sur ces cas, engager des poursuites contre les responsables et promouvoir le droit des femmes et des enfants à la sécurité de leur personne. Il faut mettre au point des programmes de réadaptation en faveur des enfants traumatisés et des procédures juridiques et sociales adéquates ainsi que des mécanismes propres à traiter des plaintes pour mauvais traitements à la fois physiques et psychologiques.

169. Le Comité est préoccupé par les informations faisant état de cas de harcèlement et de recours à une force excessive de la part d'agents des forces armées contre des conscrits ainsi que de brutalités policières contre des détenus. C'est pourquoi :

Il faudrait créer un mécanisme d'enquête indépendant pour faire la lumière sur tous les cas d'allégations de brutalités dont des policiers ou des militaires se seraient rendus coupables. Il est aussi recommandé aux autorités lituanienes d'entreprendre des programmes de formation et d'éducation intensives aux droits de l'homme propres à inculquer aux militaires et aux agents de la force publique le respect du Pacte et en particulier de ses articles 7, 9 et 10.

170. Le Comité est préoccupé par le fait que la police peut user de son pouvoir pour maintenir des personnes en garde à vue pendant cinq heures en vue d'exercer sur elles des mesures de harcèlement ou d'intimidation, en violation du droit consacré à l'article 9 du Pacte à la liberté et la sécurité des la personne. C'est pourquoi :

Il faudrait réviser les dispositions relatives à la garde à vue par la police pour les rendre conformes au Pacte.



171. Tout en reconnaissant les efforts entrepris par l'État partie pour améliorer les conditions carcérales, le Comité est préoccupé par le fait que la plupart des prisons et en particulier les centres de détention provisoire sont surpeuplés. C'est pourquoi :

L'État partie devrait prendre les mesures qui s'imposent pour veiller à ce que les conditions de détention des personnes privées de liberté respectent l'article 10 du Pacte, compte tenu de l'Observation générale No 21 (44) du Comité et de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus.

172. Le Comité exprime son inquiétude devant le fait que le droit des étrangers à la liberté de circulation peut faire l'objet de restrictions pour des motifs incompatibles avec le Pacte et que des personnes qui, en raison de leur emploi, peuvent disposer d'informations liées à des secrets d'État ne jouissent pas pleinement de leur droit de quitter la Lituanie. Qui plus est, le Comité est préoccupé par les restrictions imposées à la liberté de circulation des demandeurs d'asile au bénéfice d'un permis de réfugié temporaire et le fait que le non-respect de ces restrictions peut se solder par le rejet de la requête d'asile. En outre, le Comité est préoccupé par le fait que la loi protège apparemment de l'expulsion dans les cas où les personnes peuvent être exposées à des « persécutions », à l'exclusion des menaces à leur droit à la vie ou des risques de traitements ou de peines inhumains et dégradants. C'est pourquoi :

Il faudrait les dispositions qui restreignent la liberté de circulation de façon incompatible avec l'article 12 du Pacte. Il faudrait aussi faire en sorte que personne ne puisse être expulsé vers un État où ses droits, consacrés par les articles 6 et 7 du Pacte, risquent réellement d'être violés.

173. En ce qui concerne l'article 14 du Pacte, le Comité est préoccupé de ce que, bien qu'il existe de nouvelles dispositions visant à assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire, les magistrats qui siègent dans les tribunaux de district doivent encore subir un contrôle de la part de l'exécutif cinq ans après leur entrée en fonctions avant d'être définitivement nommés. À cet égard, le Comité recommande que :

Seules les compétences judiciaires fassent l'objet d'un éventuel contrôle et que celui-ci soit exercé uniquement par un organe professionnel indépendant.

174. Le Comité est particulièrement préoccupé par les pouvoirs considérables dont jouissent les fonctionnaires des services de l'immigration à l'égard des immigrants dans l'illégalité en zone frontalière. C'est pourquoi :

Il faudrait définir clairement et soumettre à un contrôle judiciaire les pouvoirs de perquisition et de fouille dévolus aux fonctionnaires des services de l'immigration pour assurer le respect de l'article 17 et des autres dispositions du Pacte.

175. Le Comité est préoccupé de ce que les conditions imposées aux organisations religieuses en matière d'enregistrement ainsi que les distinctions faites entre les groupes religieux à cet égard risquent de se traduire par une discrimination fondée sur des motifs religieux en violation du droit de ne subir aucune discrimination fondée sur la religion. Le Comité recommande :

D'abolir toute discrimination en droit et dans la pratique dans le traitement des différentes religions qui serait contraire aux articles 18 et 26 du Pacte.

176. Le Comité exprime son inquiétude devant les conditions imposées aux personnes qui voudraient effectuer un service autre que militaire pour des raisons d'objection de conscience, en particulier devant les motifs admis pour établir le droit à un service civil et sa durée. C'est pourquoi :

Le Comité recommande à L'État partie de préciser les motifs et les conditions à remplir pour accomplir, sans faire l'objet de discrimination, un service civil au motif d'objection de conscience ou de convictions religieuses, dans le respect du droit à la liberté de conscience et de religion.

177. Le Comité est préoccupé par le fait que des associations et des organisations doivent répondre à certaines conditions pour se faire enregistrer et exercer des activités en Lituanie et que leurs activités se heurtent à des interdictions trop vagues. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que les restrictions dont le fonctionnement d'associations et d'organisations fait l'objet ne soient pas plus sévères que celles prévues à l'article 22 du Pacte.

178. Le Comité constate que l'exercice de certains droits prévus dans la Constitution lituanienne est limitée aux citoyens, alors que la délégation a déclaré que, dans la pratique, chacun jouissait de ces droits. À cet égard :

Le Comité recommande de réviser la législation pertinente pour supprimer toute discrimination arbitraire à l'égard des étrangers, qui serait incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2 et l'article 26 du Pacte.

179. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement lituanien sur les dispositions des Directives concernant la forme et le contenu des rapports communiqués par les États parties et lui demande d'incorporer dans son prochain rapport

périodique, qui doit être présenté le 7 novembre 2001, des renseignements qui répondent à chacune des observations finales et en particulier à celles portant sur l'application des dispositions du Pacte. Le Comité lui demande aussi d'assurer une large diffusion des présentes observations finales auprès de la population en général, sur l'ensemble du territoire lituanien.

## G. Chypre

180. Le Comité a examiné le troisième rapport de Chypre (CCPR/C/94/Add.1) à ses 1647<sup>e</sup> et 1648<sup>e</sup> séances, le 24 mars 1998, et a adopté à sa 1663<sup>e</sup> séance, tenue le 3 avril 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

181. Le Comité prend acte avec satisfaction du rapport détaillé présenté dans les délais voulus par le Gouvernement chypriote, ainsi que des informations fournies dans le rapport complémentaire au troisième rapport périodique. Il se félicite que les observations finales se rapportant au deuxième rapport périodique aient été pour l'essentiel prises en considération par le Gouvernement chypriote dans le rapport à l'examen. Il se félicite du dialogue constructif établi avec la délégation chypriote, qui lui a permis de mieux appréhender la situation des droits de l'homme à Chypre, et notamment le mandat et le fonctionnement des mécanismes nationaux chargés de la défense et de la promotion des droits de l'homme dans ce pays.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

182. Le Comité note qu'en raison des événements survenus en 1974 et de l'occupation d'une partie du territoire chypriote qui s'en est suivie, l'État partie n'est toujours pas à même d'exercer son contrôle sur l'ensemble de son territoire et qu'il ne peut donc pas pourvoir à l'application du Pacte dans les zones ne relevant pas de sa juridiction. Le Comité note également que, pour la même raison, un certain nombre de citoyens appartenant aux communautés grecque et turque sont toujours portés disparus, et que l'État partie se trouve de ce fait dans l'impossibilité de fournir des renseignements concernant la protection de leurs droits.

### 3. Aspects positifs

183. Le Comité se félicite de la nomination d'un commissaire à l'administration chargé d'enquêter notamment sur les allégations de mauvais traitements, de traitements inhumains et/ou dégradants et de torture. Le Comité prend également

acte de la décision du Conseil des ministres de créer un organisme national de défense des droits de l'homme, qui devrait être autonome et avoir pour mission de vérifier les mesures prises par le Gouvernement chypriote pour s'acquitter de ses obligations en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

184. Le Comité se félicite de la révision de la législation et de la réglementation sur les prisons qui a, en particulier, facilité l'établissement d'un registre des détenus. Il salue aussi la création d'un conseil indépendant des prisons.

185. Le Comité note également avec satisfaction qu'un cours sur les droits de l'homme a été ajouté au programme de formation de base des agents de police et des responsables gouvernementaux.

186. Le Comité prend acte avec satisfaction de la création d'un tribunal des affaires familiales, dont la compétence s'étend aux mariages civils et religieux.

187. Le Comité se félicite également de l'accord récemment conclu entre le Gouvernement chypriote et les représentants des autorités turques en vue de régler la question des personnes portées disparues depuis 1974 et engage les deux parties à poursuivre leurs efforts avec le concours de la médiation internationale.

### 4. Principaux sujets de préoccupation et recommandations du Comité

188. Le Comité s'inquiète des retards importants dont souffre l'adoption de nombreux projets de loi pourtant nécessaires et des difficultés auxquelles elle se heurte et engage instamment l'État partie à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour remédier à cette situation afin que les dispositions du Pacte soient appliquées de façon plus complète au niveau national.

189. Le Comité déplore la persistance de l'inégalité, *de jure* et *de facto*, entre hommes et femmes, à Chypre. Il constate avec inquiétude que des dispositions sexistes, touchant notamment au mariage, à la nationalité, à l'immigration, à l'emploi et à l'éducation, empêchent toujours les femmes de jouir pleinement de leurs droits fondamentaux. Le Comité engage l'État partie à adopter des mesures législatives pour éliminer la discrimination fondée sur le sexe dans tous les domaines.

190. Le Comité prend note avec inquiétude des textes discriminatoires qui répriment l'homosexualité et engage l'État partie à les abolir.

191. Le Comité s'inquiète que la nouvelle loi sur la prévention de la violence dans la famille n'ait pas produit les résultats attendus et engage l'État partie à adopter les mesures

nécessaires pour remédier à la situation. La loi sur la preuve devrait être modifiée pour permettre aux individus de témoigner contre leur conjoint dans les affaires de violence dans la famille.

192. Le Comité constate avec préoccupation que l'adoption du nouveau projet de loi portant réglementation de la dette civile a été indûment retardée et recommande à l'État partie de faire en sorte que les dispositions de l'article 11 du Pacte soient pleinement respectées.

193. Le Comité s'inquiète de nouveau de ce que, alors que le Pacte prime sur les lois internes aux termes de la Constitution et peut être invoqué devant les tribunaux, il subsiste des incertitudes quant aux dispositions qui sont applicables de plein droit dans le droit interne de l'État partie et celles qui exigeraient l'adoption de nouveaux textes.

194. Tout en prenant note de l'adoption d'une nouvelle loi portant réglementation des réunions publiques et des processions, le Comité s'inquiète des conditions que les autorités compétentes peuvent imposer en la matière après réception des notifications préalables requises. Il note également que les préavis doivent être donnés trop tôt et que cela peut entraver la liberté de réunion. Il réaffirme que seules sont applicables les restrictions à la liberté de réunion qui sont conformes aux dispositions de l'article 21 du Pacte.

195. Le Comité constate avec inquiétude que l'âge de la responsabilité pénale est toujours fixé à 7 ans et que l'âge du mariage est défini comme étant le début de la puberté.

196. En outre, le Comité réaffirme que les châtiments corporels sont interdits par le Pacte.

197. Le Comité s'inquiète du traitement discriminatoire réservé aux objecteurs de conscience à Chypre, qui sont passibles d'une ou plusieurs sanctions pour refus du service militaire. Le Comité recommande que le nouveau projet de loi relatif aux objecteurs de conscience assure à ces derniers un traitement équitable au regard de la loi et élimine les longues peines de prison.

198. Concernant les allégations répétées faisant état de discrimination à l'encontre des Chypriotes d'origine turque, notamment pour l'émission de permis de travail et de cartes d'identité, le Comité regrette l'absence d'informations concrètes sur la situation de ces personnes et prie le Gouvernement chypriote de fournir des renseignements détaillés sur cette question dans le quatrième rapport périodique.

199. Au sujet des brutalités, des mauvais traitements et des actes de torture auxquels se serait livrée la police, le Comité engage l'État partie à prendre des mesures fermes pour offrir des recours à toute victime de ces violations des droits de l'homme. À cet égard, le Comité s'inquiète de l'apparente

réticence des victimes de violence et de sévices à témoigner devant les instances compétentes et recommande que l'État partie prenne toutes les mesures possibles pour remédier à la situation, y compris en intensifiant les activités d'information visant à faire connaître au public les mécanismes de recours disponibles au niveau national, leurs mandats et leur fonctionnement.

200. Le Comité recommande que les juristes ainsi que les autorités législatives, judiciaires et administratives soient dûment informés des dispositions du Pacte et des protocoles facultatifs s'y rapportant.

201. Le Comité recommande en outre de faire toute la publicité nécessaire au troisième rapport périodique et à son examen par le Comité, ainsi qu'aux présentes observations.

202. Le Comité fixe au mois de juin 2002 la date du dépôt du quatrième rapport périodique de Chypre.

## H. Zimbabwe

203. Le Comité a examiné le rapport initial du Zimbabwe (CCPR/C/74/Add.3) à ses 1650<sup>e</sup> et 1651<sup>e</sup> séances les 25 et 26 mars 1998 et a adopté à sa 1664<sup>e</sup> séance, tenue le 3 avril 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

204. Le Comité prend acte avec satisfaction du rapport initial du Zimbabwe, partiellement conforme à ses directives. Il regrette cependant qu'il ait été présenté avec un retard considérable et note que, si le rapport contient des renseignements détaillés sur la législation en vigueur dans le domaine des droits de l'homme, il ne donne pas suffisamment de précisions sur l'application du Pacte dans la pratique. De plus, l'exposé oral de la délégation ne présente qu'un tableau incomplet en ce qui concerne les amendements apportés à la Constitution. Le Comité est heureux que l'État partie soit disposé à engager un dialogue franc et ouvert et qu'il ait offert de fournir par écrit des renseignements plus complets et plus détaillés.

### 2. Aspects positifs

205. Le Comité note avec satisfaction que la législation interne et le droit coutumier font l'objet d'un examen continu qui vise à assurer leur compatibilité avec le Pacte, s'agissant notamment des droits de la femme. Il se félicite du récent amendement constitutionnel, qui interdit la discrimination fondée sur le sexe.

206. Le Comité salue les décisions de la Cour suprême, qui fait prévaloir les droits protégés par le Pacte.

207. Le Comité se félicite de la mise en place du Bureau du Défenseur du peuple, habilité à recevoir les plaintes de citoyens concernant des violations des droits de l'homme par des fonctionnaires, et de la création d'un Comité interministériel des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

208. Le Comité accueille avec satisfaction la formation de la police par des organisations non gouvernementales et prend note des efforts déployés pour intégrer l'enseignement des droits de l'homme dans les programmes scolaires.

209. Le Comité applaudit à la présentation de statistiques sur le sida et aux efforts déployés pour introduire dans les programmes scolaires des campagnes de sensibilisation aux dangers du VIH/sida.

### 3. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité

210. Le Comité constate avec préoccupation la persistance, dans la société, d'attitudes et de pratiques culturelles et religieuses qui font obstacle au plein exercice des droits de l'homme. Il encourage l'État partie à prendre les mesures législatives et autres nécessaires pour remédier à cette situation.

211. Le Comité note que tous les droits énoncés dans le Pacte ne sont pas protégés par la législation interne et ne peuvent pas être invoqués directement devant les tribunaux internes. Bien que l'État partie ait annoncé une politique d'examen approfondi des lois en vue d'assurer la compatibilité de la législation interne avec le Pacte, le Comité note qu'aucun mécanisme institutionnel efficace d'application et de suivi systématiques n'a été mis en place. Il s'inquiète de la tendance de plus en plus marquée à adopter des lois et des amendements à la Constitution pour faire échec aux décisions de la Cour suprême consacrant des droits protégés par le Pacte et à abroger certaines lois qui ne s'y prêtent pas.

212. Le Comité regrette que le Défenseur du peuple ne soit pas habilité à ouvrir une enquête de sa propre initiative, si une plainte n'a pas été déposée. Il regrette également que le Président, le Cabinet du Président, le Ministre de la justice et le Secrétaire d'État à la justice et aux affaires juridiques et parlementaires ainsi que tous leurs collaborateurs soient expressément soustraits aux enquêtes du Défenseur du peuple. Le Comité souligne qu'il est primordial de mettre en place un mécanisme institutionnel indépendant efficace de suivi de l'application du Pacte.

213. Le Comité recommande que l'État partie entreprenne un examen détaillé de sa législation interne, y compris la Constitution, en vue d'assurer qu'elle soit pleinement compatible avec les principes et les dispositions du Pacte. L'État

partie est invité à veiller à ce que les droits énoncés dans le Pacte ne soient pas restreints ou annulés par des lois incompatibles avec celui-ci et que les particuliers aient la possibilité de contester devant un tribunal l'application de lois qui affectent leurs droits en vertu du Pacte. Le Comité recommande la mise en place de mécanismes institutionnels garantissant l'intégration des droits reconnus dans le Pacte dans la loi et dans la pratique.

214. Le Comité juge problématique la dualité du système juridique (loi et droit coutumier) qui risque d'aboutir à une inégalité de traitement, notamment dans le domaine du mariage et de la succession : lorsque le droit coutumier est en contradiction avec le Pacte ou avec la loi, c'est le droit coutumier qui continue d'être maintenu et appliqué. Le Comité est préoccupé par la persistance de pratiques contraires à diverses dispositions du Pacte, notamment aux articles 3 et 24, par exemple *kuzvarita* (promesse de filles en mariage pour des motifs économiques), *kuripa ngozi* (rite d'apaisement des esprits d'une personne assassinée), *lobola* (dot payée par le fiancé), mutilation génitale féminine, mariage précoce, différence prévue par la loi dans l'âge minimum du mariage pour les garçons et les filles. Il recommande que ces pratiques et les autres pratiques incompatibles avec le Pacte (art. 3, 7, 23, 24, notamment) soient interdites par la loi. De plus, le Comité engage le Gouvernement à adopter des mesures appropriées pour prévenir et éliminer les attitudes sociales et les pratiques culturelles et religieuses qui empêchent les femmes d'exercer leurs droits.

215. Tout en se félicitant de la loi sur la succession de 1997, qui permet aux veuves d'hériter d'une partie des biens du mari, le Comité souhaiterait avoir plus de renseignements sur les mesures prises pour informer les veuves de ce droit et leur fournir une assistance juridique.

216. Le Comité s'inquiète de l'incidence et de la persistance de la violence à l'égard des femmes au sein de la famille. Il faudrait passer une loi et faire du viol conjugal un délit pénal. Il faudrait lancer des campagnes d'information et mettre en place des mécanismes institutionnels pour venir à bout de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et offrir une assistance aux victimes.

217. Le Comité s'inquiète de la place de deuxième plan faite aux femmes dans la société zimbabwéenne. Des mesures devront être prises, conformément aux articles 3 et 26 du Pacte, pour éliminer la discrimination dont elles sont victimes et promouvoir leur rôle dans la société. Il faudrait prévoir des mécanismes pour recevoir les plaintes, obtenir des réparations appropriées et rendre compte officiellement des problèmes et des progrès.

218. Le Comité se déclare préoccupé par les informations concernant un recours excessif à la force de la part de la police et de l'armée au cours des émeutes provoquées par la crise alimentaire de 1998. Il demande instamment que tous les cas présumés fassent l'objet d'une enquête indépendante et impartiale, que des mesures soient prises contre les coupables et que les victimes soient indemnisées; l'État partie devrait soumettre un rapport sur la question au Comité. Des programmes intensifs de formation et d'éducation des membres de l'armée et d'agents de la force publique dans le domaine des droits de l'homme seraient souhaitables. Le Comité préconise vivement une réduction du nombre de cas où la législation interne autorise le recours à la force meurtrière.

219. Pour ce qui est de la détention préventive, le Comité note avec préoccupation que la loi de procédure pénale et de preuve autorise que la période de 48 heures avant la présentation à un juge ou un magistrat soit portée à 96 heures par décision d'un officier de police, pratique qui est incompatible avec l'article 9 du Pacte. Il se dit particulièrement préoccupé par les possibilités de mauvais traitements et d'intimidation des détenus ainsi créées. Il convient de revoir la loi sur l'arrestation et la détention pour la mettre en accord avec l'article 9 du Pacte et pour que des individus ne soient pas gardés en détention préventive plus de 48 heures sans une décision judiciaire. Le Comité aimerait avoir plus de renseignements sur le pouvoir du Ministre de la justice d'interdire la libération sous caution de personnes en détention préventive.

220. Tout en saluant les efforts déployés par l'État partie pour améliorer les conditions d'emprisonnement, le Comité est préoccupé par le surpeuplement et la maladie dans la plupart des prisons, qui se traduisent par une forte incidence de la mortalité. Il recommande que des solutions soient apportées, conformément à l'article 17 du Pacte, et que l'État partie fournisse des données statistiques qualitatives et quantitatives sur la situation dans les prisons dans son prochain rapport.

221. Le Comité note avec préoccupation que la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Rattigan et consorts c. le Chef des services d'immigration et consorts* a été infirmée par un amendement à la Constitution qui a pour effet de priver aussi bien des femmes que des hommes du droit d'inscrire leur conjoint comme citoyen et il peut arriver que celui-ci ne soit pas autorisé à résider au Zimbabwe ou à y entrer. Le Comité considère que cet amendement est incompatible avec les articles 17 et 23 du Pacte et recommande que des mesures soient prises pour harmoniser la loi avec le Pacte. Il note aussi avec préoccupation que les enfants de Zimbabwéens nés à

l'étranger ne peuvent pas obtenir la citoyenneté zimbabwéenne.

222. Le Comité recommande que l'État partie examine ses lois en vue de réduire le nombre de délits passibles de la peine capitale, conformément à l'article 6 du Pacte et compte tenu des observations du Comité sur la question.

223. Le Comité est préoccupé par les récents amendements à la section 15 de la Constitution, qui autorisent notamment les châtiments corporels. Il réaffirme qu'il considère que les châtiments corporels sont incompatibles avec l'article 7 du Pacte.

224. Le Comité note avec préoccupation que les médias ainsi que de nombreuses autres formes d'expression, y compris l'expression artistique, sont soumis à la censure et sont largement contrôlés par le Gouvernement. En outre, les personnalités gouvernementales utilisent la loi sur le délit civil et pénal de diffamation pour limiter la liberté de la presse. Le Comité recommande que les restrictions à la liberté d'expression et à la liberté de la presse soient strictement conformes à l'article 19 3) du Pacte.

225. Le Comité déplore que l'immunité ait été accordée aux auteurs d'actes de violence politique contre les opposants au Gouvernement. De plus, l'absence de pluralisme politique menace l'exercice de la démocratie au Zimbabwe. Le Comité demande à l'État partie de lui soumettre par écrit des renseignements sur le fonctionnement du système électoral, avec notamment une ventilation des circonscriptions électorales selon leurs dimensions.

226. Le Comité note avec préoccupation que les homosexuels sont victimes de discrimination, par exemple des étrangers considérés comme des homosexuels pouvant être classés «personnes interdites» aux fins de l'immigration et peuvent être expulsés. Le Comité recommande que ces lois soient mises en harmonie avec le Pacte.

227. Le Comité note avec inquiétude que le Directeur général des postes peut intercepter tout article postal ou télégramme pour des raisons de sécurité publique ou de maintien de l'ordre et les remettre à un fonctionnaire désigné. Le Comité recommande que des mesures soient prises pour que ces interceptions se fassent sous stricte supervision judiciaire et que les lois soient harmonisées avec le Pacte.

228. Le Comité est préoccupé par les dispositions qui restreignent la liberté de mouvement de manière contraire à l'article 12 du Pacte. Il recommande que le nécessaire soit fait pour que toutes les personnes puissent sortir du pays librement, et obtenir les documents nécessaires sans retard excessif.

229. Le Comité est préoccupé par la préservation du patrimoine culturel des minorités au Zimbabwe et recommande notamment que l'enseignement soit dispensé dans les langues des minorités.

230. Le Comité recommande que des campagnes de sensibilisation soient menées pour favoriser une meilleure compréhension du Pacte ainsi que le respect de la protection des droits de l'homme. Des programmes de formation devraient être conçus pour familiariser les fonctionnaires et les groupes professionnels actifs dans le domaine des droits de l'homme, y compris les fonctionnaires, les agents de police et le personnel pénitentiaire, les magistrats, les membres des forces de défense, les enseignants, les travailleurs sociaux et le personnel de santé. Le Comité encourage en outre l'État partie à introduire le Pacte dans les programmes scolaires et à envisager d'en tenir compte dans les programmes d'étude.

231. Le Comité recommande que le prochain rapport périodique de l'État partie soit détaillé et réponde à toutes les observations formulées ci-dessus.

232. Le Comité prie l'État partie de faire largement connaître au Zimbabwe le Pacte, son rapport et les conclusions du Comité.

233. Le Comité fixe au mois de juin 2002 la date du dépôt du deuxième rapport périodique du Zimbabwe.

## I. Uruguay

234. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique de l'Uruguay (CCPR/C/95/Add.9) à ses 1653<sup>e</sup> et 1654<sup>e</sup> séances, le 27 mars 1998, et a adopté à sa 1665<sup>e</sup> séance (soixante-deuxième session), tenue le 6 avril 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

235. Le Comité se félicite de ce que le quatrième rapport périodique de l'Uruguay ait été présenté dans les délais prescrits et prend note des informations utiles qu'il contient concernant les modifications législatives récemment intervenues. Il note en particulier avec approbation que le rapport, d'une façon générale, tient compte d'un certain nombre d'observations qu'il a faites lorsqu'il a examiné le troisième rapport périodique de l'État partie.

236. Le Comité sait gré à la délégation d'avoir présenté le rapport et répondu aux questions posées par les membres du Comité d'une manière exhaustive. Les précieuses informations complémentaires fournies par l'État partie ont permis au Comité et à l'État partie d'avoir un dialogue ouvert, franc et fructueux.

## 2. Aspects positifs

237. Le Comité accueille avec satisfaction ce qui a été fait pendant la période considérée pour adapter le droit interne aux dispositions du Pacte. L'adoption de nouvelles lois et codes et le renforcement des institutions et mécanismes démocratiques de promotion et de protection des droits de l'homme constituent également des progrès appréciables. Au nombre de ces acquis législatifs, l'adoption du nouveau Code de procédure pénale (loi No 16.893) mérite tout particulièrement d'être signalée.

238. Le Comité se félicite également de l'amendement à la Constitution adopté en janvier 1997, à la suite duquel le système électoral est devenu plus transparent et cadre à présent avec les normes internationales, ainsi que des différentes lois visant à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes et à empêcher la violence familiale, y compris la violence à l'égard des femmes, des enfants et des personnes âgées.

239. Il accueille favorablement les mesures prises pour améliorer la formation des responsables de l'application des lois et des gardiens de prison, ainsi que les accords passés entre le Ministère de l'intérieur et les universités afin d'améliorer la formation de la police.

## 3. Principaux sujets de préoccupation et recommandations du Comité

240. Le Comité exprime de nouveau la profonde inquiétude que lui inspirent la Ley de Caducidad de la Pretensión Punitiva del Estado (loi sur la prescription extinctive applicable à la répression des infractions) et les répercussions de cette loi dans la perspective du respect des dispositions du Pacte. À cet égard, le Comité souligne qu'il incombe aux États parties, en vertu du paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte, de garantir que toute personne dont les droits et libertés ont été violés dispose d'un recours utile et puisse saisir l'autorité compétente, judiciaire, administrative, législative ou autre. Le Comité note avec une profonde préoccupation que, dans un certain nombre de cas, le maintien de la loi sur la prescription revient à écarter la possibilité d'enquêter sur des violations passées des droits de l'homme et, par suite, ne permet pas à l'État partie de s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe d'offrir aux victimes de ces violations des recours utiles. Le Comité considère également que la loi sur la prescription contrevient à l'article 16 du Pacte en ce qui concerne les personnes disparues et à l'article 7 en ce qui concerne les membres de leur famille. C'est pourquoi :

À la lumière des informations fournies par la délégation, le Comité encourage l'État partie à rechercher et

favoriser toute occasion de débattre de cette question afin de dégager une solution qui permette à l'Uruguay de s'acquitter pleinement des obligations découlant du Pacte.

241. Le Comité se déclare à nouveau préoccupé par les dispositions constitutionnelles relatives à la déclaration de l'état d'urgence. En particulier, il constate que les raisons motivant la déclaration de l'état d'urgence ne sont pas assez circonscrites et que l'éventail des droits auquel il peut être dérogé n'est pas conforme à l'article 4 du Pacte. De plus, la Constitution ne mentionne pas de droits auxquels il ne peut être dérogé. C'est pourquoi :

Le Comité rappelle les observations qu'il avait faites au sujet du troisième rapport périodique de l'Uruguay, suivant lesquelles l'État partie devait limiter les dispositions relatives aux possibilités de déclarer l'état d'urgence, et préciser dans la Constitution uruguayenne les droits reconnus par le Pacte auxquels il ne pouvait être dérogé.

242. Le Comité accueille avec intérêt le nouveau Code de procédure pénale qui devrait entrer en vigueur en juillet 1998. Il note toutefois avec préoccupation que les aspects de ce code indiqués ci-après ne sont pas conformes au Pacte :

a) Le Comité constate avec une préoccupation particulière l'article 55 du Code aux termes duquel un suspect peut être mis au secret jusqu'à ce qu'il ait été décidé s'il doit être traduit en justice, et que, pendant cette période, le juge peut limiter le droit du suspect à l'assistance d'un avocat. Le Comité recommande d'aligner cette disposition sur le Pacte;

b) Le Comité constate avec inquiétude que les réglementations relatives à la détention préventive tant en ce qui concerne les suspects (*imputados*) que les accusés ne sont pas conformes à l'article 9 du Pacte. À cet égard, il souligne qu'en vertu du principe de la présomption d'innocence, la détention préventive ne devrait pas être obligatoire. Il est également inquiet des nombreuses possibilités de restriction de la liberté d'un suspect stipulées à l'article 185 du Code, du fait de la définition large de l'«*imputado*» figurant au paragraphe 1) de l'article 51 du Code. Le Comité recommande la révision des procédures de détention et autres restrictions de la liberté des suspects et des accusés afin de permettre la jouissance intégrale des droits prévus par le Pacte, notamment en ce qui concerne le principe de la présomption d'innocence;

c) Le Comité trouve inquiétant qu'aux termes du nouveau code, le juge du fond soit le même que celui qui a dirigé et/ou ordonné les enquêtes et qui en conséquence a inculpé l'accusé. Cela soulève de graves problèmes quant à l'éventuelle impartialité du jugement. Le Comité recommande

que le nouveau Code garantisse une réelle impartialité conformément au Pacte;

d) Le Comité est préoccupé par les articles 89 et 90 du Code qui stipulent que le mariage entre l'auteur d'un viol, voire d'un attentat à la pudeur, ou de toute autre infraction pénale, et sa victime annule ladite infraction ou la sentence prononcée lors du jugement, au profit de l'auteur de l'infraction qui a par la suite épousé la victime, et notamment de tous les autres coauteurs de l'infraction. Le Comité recommande que ces dispositions soient modifiées et alignées sur le Pacte.

243. Même si la nouvelle loi sur la presse (loi No 16.099) est dans l'ensemble positive, le Comité craint qu'elle ne contienne encore des dispositions limitant l'exercice intégral de la liberté d'expression. Ce sont notamment les dispositions relatives aux infractions commises par la presse ou tout autre média, en particulier les articles 19 et 26 de la loi concernant la propagation de fausses informations et la diffamation par les médias. C'est pourquoi :

Pour ce qui est de la liberté d'expression, une plus grande liberté devrait être accordée pour la recherche d'information, comme stipulé au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte. En outre, les sanctions prévues au chapitre IV de la loi sur la presse sont trop générales et peuvent entraver la pleine jouissance de l'article 19 du Pacte. En conséquence, la loi est inadaptée.

244. Tout en constatant les progrès accomplis par l'État partie en ce qui concerne les droits des enfants et notamment le futur Code des mineurs (*Código del Menor*), le Comité craint, compte tenu des informations fournies par la délégation, que le futur code ne pénalise les mineurs de sexe féminin et n'offre une entière protection au nouveau-né, car les mères célibataires mineures peuvent enregistrer leurs enfants à tout âge alors que les pères ne peuvent le faire qu'à partir de 16 ans. À cet égard :

Le Comité prie instamment l'État partie, lors de l'élaboration de ce code, de l'aligner entièrement sur les articles 3 et 24 du Pacte. Il souhaite recevoir le texte du Code dès sa promulgation.

245. Le Comité est inquiet de la déclaration formulée par l'État partie et dans laquelle celui-ci affirme qu'il n'existe pas de groupe minoritaire en Uruguay; il recommande que l'État poursuive ses efforts afin de recenser les groupes minoritaires existant dans le pays et d'adopter toute mesure utile pour garantir le respect des droits visés à l'article 27.

246. Le Comité recommande que l'État partie dépose dès que possible au Parlement le projet de loi sur le médiateur (*Defensor del pueblo*), et que son service soit indépendant du Gouvernement, qu'il ait compétence pour traiter des viola-

tions des droits de l'homme et qu'il soit doté d'un personnel suffisant pour examiner les plaintes pour mauvais traitements.

247. Le Comité s'inquiète des informations transmises par l'État partie en ce qui concerne le suivi des décisions du Comité pour les cas individuels où il a établi l'existence d'une violation du Pacte. En particulier, le Comité juge inacceptable que l'on attende d'une personne ayant fait l'objet d'une violation des droits de l'homme qu'elle intente de nouvelles procédures devant les tribunaux nationaux pour établir la violation, et il considère que la prescription ne devrait pas jouer. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que l'État partie fournisse une voie de recours conformément aux avis formulés par le Comité sur les cas individuels envisagés dans le cadre du Protocole facultatif.

248. Le Comité recommande en outre qu'une plus grande publicité soit donnée au Pacte et au Protocole facultatif pour garantir que les dispositions de ces instruments soient mieux connues des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, ainsi que des responsables de l'application des lois, des membres des professions juridiques et du grand public.

249. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement uruguayen sur les dispositions des directives relatives à la forme et à la teneur des rapports périodiques émanant des États parties, et il demande que les éléments figurant dans son prochain rapport périodique, dû le 21 mars 2003, soient conformes à toutes ces observations finales. Le Comité demande en outre que ces observations finales soient largement diffusées dans le public en général, partout en Uruguay.

250. Le Comité fixe au mois de juin 2003 la date du dépôt du cinquième rapport périodique de l'Uruguay.

## **J. Finlande**

251. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique de la Finlande (CCPR/C/95/Add.6) à ses 1659<sup>e</sup> et 1660<sup>e</sup> séances, le 1<sup>er</sup> avril 1998, et a adopté à sa 1666<sup>e</sup> séance, tenue le 6 avril 1998, les observations ci-après.

### **1. Introduction**

252. Le Comité constate avec satisfaction que le quatrième rapport périodique de la Finlande a été présenté dans les délais et que, conformément à ses directives, les questions à examiner l'ont été de façon approfondie. Le Comité se félicite également des réponses très complètes fournies oralement par la délégation de haut niveau de la Finlande.

### **2. Aspects positifs**

253. Le Comité se félicite des mesures prises par la Finlande, depuis l'examen de son troisième rapport périodique en octobre 1990, pour promouvoir les droits de l'homme. Il convient de souligner notamment la ratification par la Finlande, en 1991, du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte, la réforme, en 1995, de la Constitution finlandaise qui a permis d'y intégrer les dispositions du Pacte et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme et d'élargir l'exercice des droits fondamentaux aux non-citoyens conformément au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte.

254. Le Comité accueille avec satisfaction la récente réforme de la procédure pénale finlandaise qui garantit, notamment, que les détenus sont traduits dans le plus court délai devant les tribunaux, ont le droit d'être jugés rapidement ainsi que de communiquer avec leur famille et leur avocat. Il se félicite également du retrait par la Finlande de sa réserve au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

255. Le Comité apprécie la reconnaissance par la Constitution des peuples sami et rom ainsi que de leurs droits d'avoir en commun et avec d'autres groupes leur propre vie culturelle et d'user de leur propre langue. Le Comité se félicite de la création de comités consultatifs chargés des affaires relatives aux Samis et aux Roms et de défendre les intérêts de ces populations minoritaires, notamment le droit des Samis, depuis 1992, de communiquer avec les autorités dans leur langue maternelle et d'être consultés par l'intermédiaire de leurs représentants sur les questions qui les concernent de près. Il apprécie également que les étudiants roms et samis puissent recevoir un enseignement primaire et secondaire dans leur langue maternelle.

256. Le Comité loue les efforts déployés pour encourager la tolérance raciale, efforts qui se sont traduits par la nomination d'un médiateur parlementaire, d'un chancelier de justice, d'un ombudsman pour les étrangers et par la création du Conseil consultatif chargé des affaires concernant les réfugiés et les migrants ainsi que par la mise en place d'un programme sur les droits de l'homme dans les écoles.

257. Le Comité constate avec satisfaction les récents efforts déployés pour assurer la protection des femmes et des enfants dans les situations de violence familiale grâce à la mise en place de centres de crise et de refuges dans tout le pays, pour poursuivre les auteurs de tels actes, pour faire appliquer la législation promulguée en 1994 qui proscrit le viol entre époux ainsi que les nouvelles mesures de lutte contre la traite des femmes et des enfants.

258. Le Comité accueille favorablement la promulgation de la loi sur les étrangers (1991) et l'instauration des autres mesures législatives qui assouplissent les critères de délivrance des permis de résidence, mettent en place des procédu-



res de révision des décisions d'expulsion, permettent à l'ombudsman pour les étrangers de jouer un rôle dans ces procédures et accordent aux résidents étrangers le droit de vote pour les élections locales.

259. Le Comité approuve les mesures prises par la Finlande pour diffuser des informations sur le Pacte et consulter les organisations non gouvernementales à propos du rapport.

### **3. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

260. Tout en constatant que la récente réforme du Code pénal punit le non-respect de plusieurs droits individuels et libertés fondamentales, notamment ceux que protègent les articles 21 et 22 du Pacte, le Comité craint que le seul droit pénal ne suffise pas pour déterminer les réparations en la matière. Il recommande que les autorités finlandaises continuent en priorité de prendre des mesures positives et de prévoir des procédures civiles permettant de régler les questions d'indemnisation ou autres formes de réparation, notamment en cas de discrimination.

261. Le Comité note que le projet de loi concernant les Samis, en vertu duquel les forêts situées en territoire sami seraient devenues terrains communaux et propriété des villages samis, n'a pas été adopté par le Parlement et que la question des droits fonciers des Samis n'est donc pas réglée.

262. Le Comité note que d'«importantes» conventions des Nations Unies et conventions européennes ont été traduites dans les langues samies et diffusées parmi les Samis, et il recommande que l'on s'efforce de fournir aux minorités sami et rom le texte imprimé de tous les documents disponibles concernant les droits de l'homme, traduits, dans toute la mesure du possible, dans les langues en usage dans ces communautés.

263. Le Comité est conscient des efforts que déploie l'État pour interdire partout la discrimination entre les sexes et réaliser l'égalité, en particulier au travail, mais il demeure préoccupé par la disparité persistante des rémunérations selon le sexe et la relativement faible proportion de femmes occupant des postes élevés dans la fonction publique. Un surcroît d'efforts est nécessaire pour réduire ces différences.

264. Le Comité déplore la discrimination persistante qui s'exerce de facto contre les membres de la minorité rome, en particulier dans le domaine du logement privé, de l'emploi et des services. Il recommande que les organismes gouvernementaux fassent l'objet d'une formation de telle manière qu'ils interviennent activement pour aider à surmonter les comportements racistes et entament des poursuites dans tous les cas où il apparaît que s'exerce une discrimination systématique.

265. Le Comité exprime la préoccupation que lui inspire le fait qu'une personne traduite devant les tribunaux finlandais pour répondre de certains délits peut, après avoir été dûment notifiée, être jugée par contumace, si sa présence n'est pas indispensable, et condamnée à une amende ou à une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois mois sans possibilité de repasser en jugement avant 30 jours. Le Comité estime qu'à moins que l'intéressé ait expressément accepté cette procédure et que le tribunal soit pleinement informé de la situation dans laquelle il se trouve, cette forme de procès pourrait soulever des questions au regard des paragraphes 3 d) et e) de l'article 14 du Pacte. Il suggère par conséquent que cette procédure soit revue.

266. Le Comité est profondément préoccupé par la multiplication des comportements négatifs et par la discrimination croissante qui s'exerce de facto à l'égard des immigrants dans certains secteurs de la population finlandaise, ainsi que par l'augmentation des cas de violences. Reconnaisant que la Finlande est consciente de la situation et qu'elle a pris des mesures pour éviter que le problème ne prenne de l'ampleur, le Comité recommande que d'autres mesures encore soient prises pour lutter contre les comportements discriminatoires et xénophobes et contre les préjugés et pour inciter à la tolérance.

267. Le Comité note que les réserves émises par la Finlande au moment où elle a ratifié le Pacte en ce qui concerne les paragraphes 2 b) et 3 de l'article 10, le paragraphe 7 de l'article 14 et le paragraphe 1 de l'article 20 sont toujours en vigueur et il recommande que l'on envisage le retrait de ces réserves.

268. Le Comité s'inquiète de constater que subsistent des dispositions juridiques autorisant le tribunal pénitentiaire à déterminer le maintien en détention préventive de certains condamnés («dangereux récidivistes») et recommande que l'on envisage sans attendre la mise en application des propositions de réforme de l'emprisonnement pour une durée indéterminée, dont il est question au paragraphe 52 du quatrième rapport périodique de la Finlande.

269. Le Comité note avec préoccupation que les personnes qui s'expriment dans la langue suédoise n'ont pas toujours la possibilité de se servir de cette langue lorsqu'elles doivent s'adresser aux autorités et recommande qu'il soit remédié à cet état de choses.

270. Le Comité est préoccupé par le fait que les demandeurs d'asile et les étrangers en situation irrégulière sont détenus dans les prisons publiques et aux postes de police jusqu'à ce que leur statut ait été éclairci et recommande l'application de la proposition tendant à l'aménagement de locaux de détention distincts.

271. Le Comité réitère les préoccupations, exprimées au moment de l'examen du troisième rapport de la Finlande, que lui inspire le fait que les Témoins de Jéhovah se voient accorder par la législation finlandaise un traitement préférentiel relativement à d'autres groupes d'objecteurs de conscience, et il recommande que l'État partie revoise sa législation afin de la mettre pleinement en conformité avec l'article 26 du Pacte.

272. Le Comité recommande que les louables efforts qui ont déjà été faits afin de faire plus largement connaître du grand public les dispositions du Pacte et de ses protocoles facultatifs se poursuivent et que ses observations finales fassent l'objet de la publicité appropriée.

273. Le Comité fixe au mois de juin 2003 la date du dépôt du cinquième rapport périodique de la Finlande.

## K. Équateur

274. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique de l'Équateur (CCPR/C/84/Add.6) à ses 1673<sup>e</sup> et 1674<sup>e</sup> séances, le 14 juillet 1998 et a adopté à sa 1692<sup>e</sup> séance, tenue le 27 juillet 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

275. Le Comité se félicite de la présentation du quatrième rapport périodique, ainsi que de l'additif à ce rapport, qui contient une mise à jour des renseignements fournis par l'État partie. Il salue la présence d'une délégation composée de personnalités de haut niveau et est satisfait de la franchise du débat, qui lui a permis de se faire une idée plus précise de la situation actuelle des droits de l'homme en Équateur.

276. S'il apprécie l'additif au rapport présenté par l'État partie, le Comité regrette de ne pas avoir pu disposer d'un document de base qui lui aurait permis de mieux comprendre les problèmes qui se posent en Équateur. Il regrette également l'absence de chiffres fiables.

### 2. Aspects positifs

277. Le Comité prend acte de la promulgation, en mai 1997, de la nouvelle Constitution, qui doit entrer en vigueur en août 1998, et se félicite de l'augmentation du nombre des dispositions concernant la protection des droits de l'homme.

278. Le Comité se félicite de l'adoption d'une législation prévoyant réparation pour les victimes de violations des droits de l'homme. Il est satisfait d'apprendre en outre que, dans deux cas particulièrement graves de violations des droits de l'homme, la famille des victimes a été indemnisée par l'État partie.

279. Le Comité se félicite du Plan national pour les droits de l'homme (Plan Nacional de Derechos Humanos), ainsi que de la création du Conseil national de la magistrature (Consejo Nacional de la Magistratura). Il prend note par ailleurs de la nomination d'un nouveau Défenseur du peuple, et se félicite de l'extension des procédures d'*amparo* et d'*habeas corpus* ainsi que de la mise en place du recours en *habeas data*.

280. Le Comité apprend avec satisfaction que l'article 23 de la Constitution interdit de promulguer des lois d'amnistie ou d'accorder la grâce en cas de violation des droits de l'homme. Il se félicite du fait qu'il n'y a pas prescription pour les cas de torture, de disparition forcée et d'exécution extrajudiciaire, et que l'obéissance aux ordres des supérieurs ne peut pas être invoquée comme une circonstance atténuante dans de tels cas. Il se félicite en outre d'apprendre que la compétence des tribunaux militaires est limitée aux membres des forces armées dans l'exercice de leurs fonctions officielles, que ces tribunaux n'ont aucune compétence à l'égard des civils et que les cas de violation des droits de l'homme par des membres des forces armées et des forces de sécurité sont du ressort de tribunaux civils.

281. Le Comité se félicite des renseignements précisant que le Tribunal constitutionnel a déclaré inconstitutionnelles, d'une part, la criminalisation des relations homosexuelles entre adultes consentants et, d'autre part, la loi visant à soustraire à l'application des nouvelles dispositions relatives à la détention des personnes en attente de jugement les personnes inculpées en vertu de la loi sur les stupéfiants et les psychotropes.

282. Le Comité prend connaissance avec satisfaction des renseignements selon lesquels une série de programmes éducatifs ont été mis au point en collaboration avec des institutions internationales de façon à permettre à tous les secteurs de la population, et en particulier aux membres des forces armées, des forces de sécurité et de la police, ainsi qu'aux magistrats et aux avocats, de se familiariser avec les normes internationales relatives à la protection et au respect des droits et de la dignité de l'homme.

### 3. Principaux sujets de préoccupation, suggestions et recommandations du Comité

283. Le Comité s'inquiète des nombreux cas de violence à l'égard des femmes et du très petit nombre de décisions de justice prises à cet égard. Le Comité fait ressortir que tout acte de violence contre la femme, pour lequel une plainte est déposée, doit faire l'objet d'une enquête et d'une action en justice.

284. Le Comité s'inquiète du très grand nombre de suicides de mineures, évoqué dans le rapport, qui semble être lié en

partie à l'interdiction de l'avortement. À cet égard, le Comité déplore que l'État partie n'ait pas abordé les conséquences de ce phénomène pour les adolescentes, en particulier celles qui sont victimes de viol, considérant que celles-ci souffrent des conséquences de tels actes pendant toute leur vie. Ce type de situation, tant au regard de la loi que dans la pratique, est contraire aux articles 3, 6 et 7 du Pacte, ainsi qu'à l'article 24 en ce qui concerne les mineures. Le Comité recommande à l'État partie d'adopter toutes les mesures nécessaires, législatives et autres, pour aider les femmes, en particulier les adolescentes, en cas de grossesse non désirée, à avoir accès à des services de santé et des services éducatifs adaptés.

285. En dépit des renseignements positifs fournis concernant les mesures prises en vue de modifier la procédure pénale, d'instituer l'oralité des débats et d'introduire d'autres moyens de régler les affaires civiles, le Comité reste inquiet devant la lenteur induite de la justice. Le Comité invite l'État partie à accélérer le cours de la justice étant donné l'énorme arriéré des affaires judiciaires en instance.

286. Le Comité est particulièrement inquiet de voir que les prévenus peuvent être maintenus en détention avant jugement pour une durée maximale équivalant à un tiers de la peine qu'ils encourent, quel que soit le risque de leur défaut de comparution et que, selon les chiffres indiqués par l'État partie, près de 70 % de la population des prisons est en attente de jugement. Cette situation est incompatible avec la présomption d'innocence et le droit d'être jugé dans des délais raisonnables ou d'être libéré sous caution prévus aux articles 9 et 14 du Pacte. C'est pourquoi le Comité recommande que la législation concernant la liberté sous caution soit rendue conforme aux dispositions du Pacte et que la détention préventive soit l'exception et non la règle.

287. Le Comité est inquiet de la lenteur de la justice, qui est incompatible avec les prescriptions des articles 9 et 14 du Pacte. Il s'inquiète aussi de la grave pénurie de défenseurs publics pour les personnes démunies à Quito et à Guayaquil, et du fait qu'il n'en existe pas en de nombreux points du pays. Cette situation est d'autant plus grave que, selon la loi équatorienne, l'assistance d'un conseil est obligatoire dans un procès. C'est pourquoi le Comité recommande à l'État partie de se pencher sur la question de la lenteur de la justice et en particulier de respecter les dispositions du Code de procédure pénale (Código de Procedimiento Penal), qui prévoit que la phase initiale du procès doit être achevée dans un délai de 60 jours. Le Comité invite l'État partie à augmenter le nombre de défenseurs publics et à faire en sorte qu'il en existe sur tout le territoire.

288. Le Comité s'inquiète de voir que les dispositions de la loi No 10282 relative à l'état d'urgence, ainsi que celles de l'article 103, paragraphe 6 h) de la Constitution, qui contient

une énumération des articles de la Constitution auxquels il peut être dérogé pendant l'état d'urgence, ne sont pas conformes au Pacte. Le Comité regrette de ne pas avoir eu suffisamment de précisions sur les dispositions auxquelles il peut être dérogé selon la Constitution pendant l'état d'urgence et se demande si elles sont compatibles avec les dispositions du Pacte.

289. Le Comité s'inquiète de voir qu'en dépit du Plan pour l'égalité des chances 1996-2000 (Plan de Igualdades 1996-2000), du fait que les droits des femmes sont garantis par la Constitution et des lois visant à mettre fin à la discrimination, les femmes continuent de recevoir un traitement inéquitable en Équateur par suite, notamment, de la permanence d'attitudes traditionnelles et de lois dépassées. Cet état de choses, ainsi que l'existence de ces lois soulèvent des difficultés au titre des articles 3, 23, 24 et 26 du Pacte. Le Comité recommande à l'État partie de mettre en œuvre sans réserve le Plan pour l'égalité des chances. Il lui recommande également d'abroger les dispositions du Code de procédure pénale qui dénie à la prostituée le droit de témoigner devant les tribunaux. Le Comité prie l'État partie de l'informer, dans son prochain rapport périodique, des mesures prises et des résultats obtenus dans l'application du Plan pour l'égalité des chances.

290. Le Comité s'inquiète aussi de voir qu'en dépit du fait que le travail des mineurs de moins de 14 ans sous les ordres d'un tiers requiert l'autorisation du juge, l'exploitation économique des enfants continue. C'est pourquoi le Comité recommande que le Comité national pour l'élimination progressive du travail des enfants (Comité Nacional para la Eradicación Progresiva del Trabajo Infantil) soit doté des moyens nécessaires pour exercer son mandat, qui est de mettre fin au travail des enfants.

291. Le Comité s'inquiète de voir qu'il arrive fréquemment que les enfants de réfugiés sans papiers, nés en Équateur, ne soient pas enregistrés, les parents redoutant d'être expulsés. Cet état de choses empêche les enfants de demander la nationalité équatorienne que le droit équatorien accorde à tous les enfants nés en Équateur. À cet égard, le Comité recommande à l'État partie d'adopter des mesures de façon à garantir à tous les enfants de réfugiés non enregistrés nés en Équateur le droit d'obtenir une nationalité.

292. Le Comité est inquiet de l'incidence des projets d'extraction pétrolière sur la jouissance des droits des membres des groupes autochtones, tels qu'ils sont consacrés à l'article 27 du Pacte. Il est préoccupé de constater, qu'en dépit de l'adoption de lois autorisant sans réserve l'utilisation collective par les communautés autochtones de leurs terres traditionnelles, des obstacles continuent de s'opposer à la pleine jouissance des droits garantis en vertu de l'article 27 du Pacte. C'est

pourquoi le Comité recommande que de nouvelles mesures soient prises afin de protéger les membres des groupes autochtones des effets néfastes de l'extraction du pétrole et de leur permettre de jouir pleinement de leurs droits en vertu de l'article 27 du Pacte, en particulier en ce qui concerne la préservation de leur identité culturelle et de leurs moyens traditionnels de subsistance.

293. Le Comité se félicite des assurances données par l'État partie, selon lesquelles celui-ci est en train de donner suite aux constatations du Comité concernant les communications Nos 480/1991 et 481/1991. En revanche, le Comité n'a reçu aucune information sur la mise en oeuvre des constatations et les réparations qui auraient pu être accordées aux victimes. Il espère recevoir sous peu les renseignements pertinents.

294. Le Comité invite instamment l'État partie à faire en sorte que le respect des droits de l'homme soit institutionnalisé à tous les échelons du Gouvernement et recommande qu'un enseignement des droits de l'homme soit dispensé dans les écoles à tous les niveaux et que les présentes observations finales soient largement diffusées.

295. Le Comité engage l'État partie à donner la plus large diffusion possible aux présentes observations finales et, en particulier, à les porter à l'attention des agents de l'État, des organisations non gouvernementales et des médias.

296. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement équatorien sur les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 6 des directives concernant la forme et le contenu des rapports périodiques communiqués par les États parties et demande que le prochain rapport périodique de l'Équateur, qui devrait être présenté en juin 2001, contienne des renseignements sur toutes les présentes observations finales.

## **L. Israël**

297. Le Comité a examiné le rapport initial d'Israël (CCPR/C/81/Add.13) de sa 1675<sup>e</sup> à sa 1677<sup>e</sup> séances, les 15 et 16 juillet 1998, et a adopté à sa 1694<sup>e</sup> séance, tenue le 28 juillet 1998, les observations ci-après.

### **1. Introduction**

298. Le Comité se félicite du rapport initial présenté par le Gouvernement israélien et note avec satisfaction qu'il a été établi pour une grande part conformément aux directives du Comité concernant la forme et le contenu des rapports initiaux. Le Comité déplore cependant le retard considérable avec lequel a été soumis le rapport, qu'il a reçu cinq ans après la date à laquelle il aurait dû être présenté.

299. Le Comité note que, tout en fournissant des renseignements circonstanciés sur la législation en vigueur en Israël dans le domaine des droits de l'homme, le rapport ne donne pas suffisamment d'informations sur l'application pratique du Pacte ni sur les facteurs et difficultés qui entravent sa mise en oeuvre effective. Les informations fournies oralement par la délégation au cours de l'examen du rapport ont partiellement remédié à cette insuffisance, ce qui a permis au Comité d'engager un dialogue franc et constructif avec l'État partie. Le Comité est satisfait de constater que le Gouvernement a largement diffusé le rapport aux organisations non gouvernementales avant qu'il ne soit examiné par le Comité.

### **2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte**

300. Le Comité prend note des préoccupations de l'État partie en matière de sécurité, des fréquentes attaques dont la population civile est la cible, des problèmes liés à l'occupation des territoires et du fait que l'État partie est officiellement en guerre avec un certain nombre d'États voisins. Toutefois, il appelle l'attention sur l'article 4 du Pacte, qui n'autorise aucune dérogation à certains droits fondamentaux, même dans le cas d'un danger public exceptionnel.

### **3. Facteurs positifs**

301. Le Comité note avec satisfaction que la société israélienne est une société démocratique, dans laquelle les questions sensibles sont débattues publiquement et où une active communauté non gouvernementale s'est solidement enracinée. Il se félicite que le rapport initial d'Israël ait été largement diffusé parmi les professionnels du système judiciaire qui s'occupent directement de questions ayant trait à la promotion et à la protection des droits de l'homme et parmi les organisations non gouvernementales. Il se réjouit des informations selon lesquelles le réseau interministériel de personnes ayant travaillé de concert à la rédaction du présent rapport serait bientôt institutionnalisé.

302. Le Comité se félicite que le rapport fasse à de nombreuses reprises référence à des décisions de la Cour suprême donnant effet à des droits garantis par le Pacte.

303. Le Comité se félicite de la création récente du Public Defender's Office (Bureau du défenseur public). Il se félicite également des efforts faits pour donner suite aux recommandations de la commission Kremnitzer relatives aux violences policières, ainsi qu'à celles de la commission Goldberg concernant les règles de preuve. Il applaudit aux mesures progressistes qui ont conduit à modifier le Code pénal et à instituer au sein du Ministère de la justice un service d'enquête sur les abus commis par la police, qui est chargé

d'examiner les plaintes pour sévices portées contre des membres des forces de police et de sécurité. Le Comité prend acte du fait que le State Comptroller's Office (Bureau du Contrôleur de l'État) a une fonction de médiateur et souhaiterait avoir de plus amples renseignements sur ses activités, s'agissant notamment des mesures destinées à combattre la discrimination.

304. Le Comité note avec satisfaction que des organes ont été mis en place au sein de divers ministères pour s'occuper des questions relatives à la condition des femmes et se félicite particulièrement des activités de la Commission de la Knesset pour l'avancement de la condition des femmes. Il prend également acte avec satisfaction de la mise en place d'une autorité nationale pour le progrès de l'accèsion des femmes à une large gamme de responsabilités, de la modification de l'Equal Employment Opportunities Law (loi sur l'égalité des chances dans l'emploi) qui fait peser la charge de la preuve sur l'employeur dans les procès civils pour harcèlement sexuel et de l'adoption de l'Equal Pay (Male and Female Employees) Law (loi sur l'égalité de rémunération des salariés de sexe masculin et de sexe féminin).

#### **4. Principaux sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

305. Le Comité note avec regret que, même si les lois fondamentales, les autres lois internes et la jurisprudence des tribunaux assurent la protection légale et la promotion de certains droits établis par le Pacte, le Pacte lui-même n'a pas été incorporé dans le droit israélien et ne peut être invoqué directement devant les tribunaux. Il recommande qu'il soit donné suite sans tarder à de récentes initiatives législatives visant à renforcer la jouissance d'un certain nombre des droits qu'énonce le Pacte, et notamment à des propositions relatives à l'adoption de nouvelles lois fondamentales concernant les garanties de la défense et la liberté d'expression et d'association. Il recommande aussi qu'il soit envisagé de promulguer d'autres lois pour donner effet à des droits non couverts par les lois fondamentales.

306. Le Comité est profondément préoccupé par le fait qu'Israël continue à éluder la responsabilité de la pleine application du Pacte dans les territoires occupés. À cet égard, le Comité relève la durée de la présence d'Israël dans ces territoires, l'attitude ambiguë d'Israël quant à leur statut futur, ainsi que la juridiction de fait qu'y exercent les forces de sécurité israéliennes. En réponse aux arguments présentés par la délégation, le Comité souligne que l'applicabilité des règles du droit humanitaire ne fait pas obstacle en soi à l'application du Pacte ni à la responsabilité que doit assumer l'État, en vertu du paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte, pour les actes accomplis par ses autorités. Le Comité estime donc

que, vu les circonstances, le Pacte doit être considéré comme applicable aux territoires occupés et aux zones du Sud-Liban et de la Bekaa occidentale qui sont sous le contrôle effectif d'Israël. Le Comité prie l'État partie de fournir dans son deuxième rapport périodique toutes informations concernant l'application du Pacte dans les territoires qu'il occupe.

307. Le Comité se déclare vivement préoccupé par le maintien de l'état d'urgence, en vigueur en Israël depuis l'indépendance. Il recommande que le Gouvernement réexamine la nécessité de continuer à proroger l'état d'urgence, en vue d'en limiter autant que possible la portée et le champ d'application territorial, ainsi que les dérogations à divers droits qui lui sont associées. À cet égard, le Comité fait observer que, selon l'article 4 du Pacte, aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18 n'est autorisée et les mesures de dérogation autorisées ne peuvent être prises que dans la stricte mesure où la situation l'exige.

308. Le Comité se déclare gravement préoccupé par les attitudes sociales profondément ancrées, les pratiques et les lois qui sont discriminatoires à l'égard des Israéliens arabes, lesquels, de ce fait, ont un niveau de vie inférieur à celui des Israéliens juifs, infériorité manifeste en ce qui concerne le niveau d'éducation, l'accès aux soins médicaux et l'accès au logement, à la propriété foncière et à l'emploi. Il relève avec préoccupation que, parce qu'ils n'entrent pas dans l'armée, la plupart des Israéliens arabes ne bénéficient pas des facilités financières offertes aux Israéliens qui ont accompli leur service militaire, notamment des bourses et des prêts au logement. Le Comité est également préoccupé par le fait que la langue arabe, quoique langue officielle, ne bénéficie pas dans la pratique de l'égalité de statut et que la minorité arabe semble être victime d'une discrimination importante dans le secteur privé. À cet égard, le Comité encourage l'État partie à prendre sans délai des mesures pour assurer l'égalité aux Arabes et procéder dès que possible à l'élaboration prévue d'un projet de loi sur la discrimination dans le secteur privé et à l'adopter au plus tôt.

309. Le Comité est préoccupé par le fait que les Palestiniens des territoires occupés, qui restent sous le contrôle des forces de sécurité israéliennes, ne jouissent pas des mêmes droits et libertés que les colons juifs de ces territoires, notamment en ce qui concerne l'obtention de permis d'aménagement et de construction et l'accès à la terre et à l'eau. Il est préoccupé également par la politique de confiscation de terres et d'établissements qui est appliquée dans les territoires occupés. Il recommande que des efforts coordonnés et ciblés soient faits pour établir des normes fondamentales qui soient applicables uniformément à toutes les personnes relevant de la compétence d'Israël.

310. Le Comité est également préoccupé par la discrimination à laquelle font face les Bédouins, dont beaucoup ont exprimé le désir de continuer à vivre dans des établissements du Neguev qui ne sont pas reconnus par le Gouvernement israélien et ne sont pas dotés des infrastructures de base et des services indispensables. Le Comité recommande que les membres des communautés bédouines bénéficient de l'égalité de traitement par rapport aux établissements juifs de la même région, qui souvent sont eux aussi dispersés et faiblement peuplés.

311. Le Comité se déclare préoccupé par la situation des femmes, lesquelles malgré les avancées mentionnées au paragraphe 304, continuent de faire l'objet de mesures discriminatoires touchant de nombreux aspects de la vie, notamment pour ce qui est du service militaire et des institutions religieuses, et sont sous-représentées dans la conduite des affaires publiques. Le Comité note qu'il n'existe aucun plan d'action précis en faveur du groupe de femmes les plus défavorisées, à savoir les femmes appartenant à la minorité arabe. Le Comité recommande que des mesures ciblées soient envisagées, visant à accélérer le progrès vers l'égalité, en ce qui concerne en particulier les femmes arabes.

312. Le Comité déplore que les femmes envoyées en Israël pour être livrées à la prostitution, et dont nombre le sont sous des prétextes fallacieux ou par la force, loin d'être protégées en tant que victimes de la traite dont elles font l'objet, sont au contraire passibles d'expulsion du fait de leur présence illégale en Israël. Cette manière d'appréhender le problème empêche en fait ces femmes de se prévaloir d'un recours pour violation des droits qui leur sont reconnus en vertu de l'article 8 du Pacte. Le Comité recommande que des efforts sérieux soient faits pour rechercher et châtier les auteurs de tels actes, mettre en place des programmes de réinsertion à l'intention des victimes et faire en sorte que celles-ci puissent se prévaloir des voies de droit contre lesdits auteurs.

313. S'agissant de l'article 6 du Pacte, le Comité est préoccupé par le nombre de Palestiniens qui ont été tués par les forces de sécurité, ainsi que par le nombre des victimes d'attaques terroristes. Il constate avec inquiétude que les forces de sécurité emploient dans les territoires occupés des balles métalliques recouvertes de caoutchouc pour disperser les manifestations. De nombreux Palestiniens, y compris des enfants, auraient été tués par ce type de balles en caoutchouc. Le Comité demande instamment à l'État partie de veiller scrupuleusement au respect des limitations strictes qui accompagnent l'application du règlement en ce qui concerne l'emploi des armes à feu et des balles en caoutchouc contre des civils non armés. Il demande que le prochain rapport périodique renferme des informations précises sur le nombre de morts, y compris le nombre de personnes tuées par des

balles en caoutchouc, le nombre de plaintes liées à l'emploi de telles balles et le nombre de personnes appartenant aux forces armées et aux forces de sécurité qui ont été châtiées ou qui ont fait l'objet de mesures disciplinaires à ce sujet.

314. Le Comité déplore qu'un projet de loi ait été présenté, qui dénierait aux victimes le droit à être dédommagées en cas d'abus commis par des membres des forces de sécurité contre des Palestiniens résidant dans les territoires occupés. Il demande que des informations détaillées sur ce point soient communiquées dans le prochain rapport périodique de l'État partie.

315. Le Comité note avec une profonde préoccupation que les directives régissant la conduite des interrogatoires des terroristes présumés permettent aux forces de sécurité d'user de «pressions physiques modérées» pour obtenir des informations jugées cruciales pour la protection de la vie. Il note que la partie du rapport de la Commission Landau qui énumère et décrit les méthodes de pressions autorisées demeure secrète. Le Comité prend note du fait que la délégation de l'État partie a admis que les méthodes consistant à passer les menottes aux suspects, à les encapuchonner, à les secouer et à les priver de sommeil ont été et continuent d'être utilisées, seules ou en association, lors des interrogatoires. Il estime que les directives peuvent donner lieu à des abus et que l'emploi des méthodes décrites constitue une violation de l'article 7 du Pacte en toute circonstance. Le Comité souligne que l'article 7 du Pacte interdit la torture et toutes les formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et qu'il ne peut y être dérogé. Le Comité prie instamment l'État partie de cesser de recourir aux méthodes susmentionnées. Si une loi autorisant des méthodes d'interrogatoire est promulguée, elle devrait expressément interdire toutes les formes de traitement prohibées en vertu de l'article 7.

316. Toujours à propos de l'article 7 du Pacte, le Comité note que les prisonniers peuvent être placés en quartier séparé en Israël; c'est une mesure préventive de sécurité qui vise à maintenir l'ordre ou à garantir la sûreté de la personne du détenu. Notant que le placement en quartier séparé implique un isolement important et qu'il peut être prolongé sur de longues périodes, le Comité rappelle son Observation générale 20 (quarante-quatrième session), dans laquelle il a noté que l'emprisonnement cellulaire prolongé d'une personne détenue ou incarcérée peut constituer une violation de l'article 7. Le Comité recommande que des efforts soient faits pour éviter l'isolement prolongé des prisonniers placés en quartier séparé.

317. Le Comité demeure préoccupé par le fait que, bien que leur nombre diminue, les personnes frappées d'une mesure d'internement administratif pour des raisons de sécurité peuvent encore être maintenues en détention sans jugement

pendant de longues périodes et apparemment pendant une période illimitée. Il note aussi avec inquiétude que les Palestiniens détenus dans les territoires occupés sur ordre des autorités militaires israéliennes ne jouissent pas des mêmes droits en matière de contrôle judiciaire que les personnes détenues en Israël en vertu du droit commun. En particulier, le Comité note avec préoccupation que certaines au moins des personnes frappées d'une mesure d'internement administratif pour des raisons touchant à la sécurité de l'État (et notamment certains Libanais) ne menacent pas personnellement la sécurité de l'État, mais qu'elles sont gardées en «otages» de manière à faciliter les négociations avec d'autres parties concernant la libération de soldats israéliens détenus ou la restitution des corps de soldats décédés. Le Comité considère que l'internement administratif tel qu'il est appliqué actuellement est incompatible avec les articles 7 et 16 du Pacte, auxquels il ne peut être dérogé en cas de danger public. Le Comité prend note du fait qu'Israël a dérogé à l'article 9 du Pacte. Il souligne cependant qu'un État partie ne saurait contrevenir à la prescription qui veut que la mise en détention fasse l'objet d'un contrôle judiciaire effectif. Le Comité recommande que la mise en détention réponde strictement aux exigences du Pacte et que le contrôle judiciaire effectif soit rendu obligatoire.

318. Conscient des préoccupations en matière de sécurité qui ont conduit à des restrictions à la liberté de circuler librement, le Comité n'en note pas moins avec regret les entraves à la liberté de circuler librement qui continuent d'exister, qui affectent principalement les Palestiniens qui circulent dans Jérusalem-Est, dans la bande de Gaza et sur la Rive occidentale ou de l'un de ces endroits à l'autre et qui ont de graves conséquences dans pratiquement tous les secteurs de la vie palestinienne. Le Comité considère que cela soulève de graves questions au titre de l'article 12 du Pacte. En ce concerne les personnes de ces zones, le Comité prie instamment Israël de respecter le droit de circuler librement, énoncé à l'article 12, y compris le droit de rentrer dans son propre pays.

319. En ce qui concerne les Palestiniens qui sont résidents à Jérusalem-Est, le Comité est préoccupé de constater que les conditions applicables au maintien du droit à la résidence permanente sont de plus en plus restrictives, que les demandes de regroupement des familles sont rejetées et que les non-Juifs ont des difficultés à obtenir des permis de construire et des logements, la conséquence étant que ceux qui sont forcés d'aller s'installer dans les territoires occupés sont de plus en plus nombreux. Le Comité exprime les profondes préoccupations que lui inspire la directive non publiée du Ministère de l'intérieur, en vertu de laquelle les Palestiniens qui ne peuvent prouver que Jérusalem-Est a été leur «centre de vie»

au cours des sept dernières années peuvent perdre leur droit de vivre dans la ville. Le Comité note que cette politique s'applique rétroactivement tant aux Palestiniens qui vivent à l'étranger qu'à ceux qui vivent sur la Rive occidentale ou dans les faubourgs proches de Jérusalem, mais ni aux Juifs israéliens ni aux Juifs étrangers qui sont des résidents permanents de Jérusalem-Est. Le Comité recommande que les règlements et procédures relatifs au statut de résident permanent soient appliqués sans discrimination.

320. Le Comité déplore la démolition d'habitations arabes comme mesure de sanction. Il déplore aussi la pratique de la démolition, partielle ou totale, des habitations arabes construites «illégalement». Le Comité prend note avec regret des difficultés que rencontrent les familles palestiniennes qui cherchent à obtenir par la voie légale des permis de construire. Il considère que la démolition d'habitations est tout à fait incompatible avec l'obligation qui incombe à l'État partie de garantir, sans discrimination, le droit de chacun à ne pas être l'objet d'immixtions arbitraires dans son domicile (art. 17), le droit de choisir librement sa résidence (art. 12), l'égalité de tous devant la loi et une égale protection de la loi pour tous (art. 26).

321. Le Comité note en outre avec préoccupation que l'Administration israélienne des terres, qui est chargée de gérer 93 % des terres en Israël, ne compte pas d'Arabes parmi ses membres et que si elle a alloué ou transféré des terres pour l'implantation de villes et d'établissements juifs, en revanche peu de localités arabes ont été fondées de cette manière jusqu'à ces dernières années. Le Comité recommande que des mesures soient prises d'urgence pour que soient éliminées la discrimination et les inégalités très importantes qui subsistent en ce qui concerne les terres et le logement.

322. Le Comité constate avec regret que les autorités semblent entraver la réunification familiale dans le cas des mariages entre citoyens israéliens et non-citoyens non-Juifs (n'ayant pas droit par conséquent à bénéficier de la Loi du retour). Les obstacles, parmi lesquels on peut citer de longs délais d'attente pour obtenir l'autorisation d'entrer dans le pays, une période de résidence «test» de plus de cinq ans pour vérifier que le mariage est authentique puis une nouvelle période d'attente pour obtenir la citoyenneté, sont encore plus importants dans le cas des citoyens arabes, en particulier ceux qui épousent des personnes résidant dans les territoires occupés. Le Comité estime que ces obstacles sont incompatibles avec les articles 17 et 23 du Pacte. Il est recommandé au Gouvernement de revoir ses politiques en vue de faciliter la réunification familiale pour tous les citoyens et tous les résidents permanents.

323. Le Comité est préoccupé par le fait que des femmes arabes citoyennes israéliennes se sont, dans certains cas,

trouvées confrontées à l'obligation de renoncer à leur citoyenneté en cas de mariage avec un Palestinien ou de demande de résidence dans les territoires occupés. Il se félicite de la réponse du Gouvernement israélien dans laquelle celui-ci indique que cette politique n'est plus appliquée et recommande que les personnes concernées soient pleinement informées des dispositions juridiques pertinentes et réintégrées dans leur citoyenneté.

324. Le Comité estime préoccupante la préférence accordée à la religion juive en ce qui concerne les fonds alloués aux organismes religieux, au détriment des musulmans, des chrétiens, des druses et autres groupes religieux. Il recommande que les règlements et les critères en matière de financement soient publiés et appliqués à tous les groupes religieux dans des conditions d'égalité.

325. Le Comité estime préoccupant que l'application de la loi religieuse régissant le statut personnel, y compris le mariage et le divorce, et que l'absence de dispositions concernant le mariage civil, privent effectivement certaines personnes du droit de se marier en Israël et produisent des inégalités entre hommes et femmes. Il juge préoccupant également que l'âge minimum du mariage pour les filles, fixé à 17 ans par la loi, puisse être abaissé par les tribunaux religieux et qu'aucun âge minimum ne soit fixé pour les garçons. L'absence de dispositions concernant les enterrements civils est également préoccupante. Le Comité insiste pour que les mesures actuellement envisagées, qui devraient faciliter les mariages et les inhumations civiles pour les personnes qui n'ont pas de religion, soient appliquées au plus vite. Il recommande à l'État partie de tenir compte des critères internationaux en ce qui concerne l'âge de la majorité dans le cadre de l'examen auquel il procède actuellement en ce qui concerne l'âge minimum du mariage pour les personnes des deux sexes.

326. Le Comité recommande au Gouvernement d'envisager de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

327. Le Comité demande au Gouvernement israélien de présenter son deuxième rapport périodique d'ici juin 2000. Il lui demande aussi de faire figurer dans son prochain rapport des renseignements sur la mise en oeuvre du Pacte dans tous les territoires sur lesquels Israël exerce un contrôle effectif durant la période sur laquelle porte le rapport.

328. Le Comité recommande que ses observations finales soient publiées et distribuées aux organismes publics, aux agences de presse ainsi qu'aux organisations non gouvernementales qui oeuvrent dans le domaine des droits de l'homme.

## M. Italie

329. Le Comité a examiné le quatrième rapport périodique de l'Italie (CCPR/C/103/Add.4) à ses 1679<sup>e</sup> et 1680<sup>e</sup> séances, le 17 juillet 1998, et a adopté à sa 1693<sup>e</sup> séance, tenue le 28 juillet 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

330. Le Comité remercie l'État partie de son rapport ainsi que des informations complémentaires fournies par sa délégation sur l'évolution de la situation des droits de l'homme en Italie jusqu'à la date de l'examen du rapport. Il constate que le dialogue entre les membres du Comité et la délégation s'est déroulé de façon satisfaisante pendant l'examen proprement dit; les réponses et les explications apportées par la délégation ont permis au Comité non seulement de se faire une idée des textes et dispositions régissant l'exercice des droits énoncés dans le Pacte, mais aussi de saisir dans quelle mesure le peuple italien peut jouir effectivement de ces droits.

### 2. Aspects positifs

331. Le Comité constate avec satisfaction que l'Italie a ratifié le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte et qu'en 1996 la Cour constitutionnelle a renforcé le droit à la vie en déclarant non constitutionnelle la loi ratifiant un traité d'extradition pour le motif que la loi n'offrait pas de garantie absolue que la personne visée ne serait pas exécutée.

332. Le Comité se félicite des mesures prises pour réduire la peine théorique d'emprisonnement à vie à une peine d'emprisonnement à temps de durée maximum.

333. Le Comité note avec satisfaction que l'appareil judiciaire a commencé à considérer les délits relatifs à la traite des femmes et d'autrui aux fins de prostitution comme des actes pouvant être assimilés à l'esclavage et contraires au droit international et à la législation interne.

334. Le Comité se félicite de la création du Ministère de l'égalité des chances et de l'adoption du plan de 1997 pour mettre en oeuvre les résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

335. Le Comité se félicite des modifications récentes apportées à la législation en ce qui concerne les contrôles auxquels sont soumis les immigrants illégaux, modifications qui améliorent les droits dont ceux-ci disposent en attendant qu'une décision soit prise à leur sujet, augmentent les possibilités de réunification familiale en cas de régularisation et subordonnent les décisions éventuelles d'expulsion à certaines conditions qui s'inspirent de l'article 13 du Pacte.

336. Des textes de lois ont été adoptés pour réglementer la collecte et l'utilisation des données personnelles informati-



sées, et des dispositions ont aussi été prises pour réglementer de façon très stricte les écoutes téléphoniques, mesures qui, de l'avis du Comité, contribuent à la mise en oeuvre de l'article 17 du Pacte.

337. Le Comité se félicite de la création de l'Observatoire national de la liberté religieuse et du fait qu'entre autres activités celui-ci examine les plaintes pour entrave à la liberté religieuse.

338. Le Comité relève avec satisfaction, s'agissant des préoccupations qu'il avait formulées dans ses observations finales sur le troisième rapport périodique de l'Italie, à propos de la concentration excessive des organes d'information entre les mains d'un petit groupe de personnes, que de nouvelles lois réglementant le contrôle de ces médias ont été adoptées pour prendre en compte cette situation.

### **3. Principaux sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

339. Le Comité déplore une fois de plus que l'Italie n'ait encore levé aucune des réserves qu'elle avait faites au Pacte; il recommande qu'elle réexamine toutes ses réserves afin de déterminer si leur maintien s'impose réellement.

340. Le Comité déplore que des obstacles d'ordre structurel et culturel continuent d'empêcher les femmes de bénéficier de chances égales dans les fonctions officielles et la vie politique et dans le monde de l'emploi, et que, bien souvent, elles ne bénéficient pas d'une rémunération égale à celle des hommes pour un travail équivalent. Il recommande que des efforts soient faits d'urgence – campagnes de sensibilisation, mesures d'incitation, adoption de textes de loi – pour réduire ou supprimer ces inégalités. Le Comité aimerait recevoir dans le prochain rapport des informations sur la situation de fait des femmes, statistiques à l'appui.

341. Le Comité demeure préoccupé par l'insuffisance des sanctions à l'encontre des membres de la police et du personnel pénitentiaire qui abusent de leur pouvoir. Il recommande de suivre avec la vigilance requise le résultat des plaintes déposées contre des membres des carabinieri et du personnel pénitentiaire.

342. Le Comité recommande que la durée maximale pendant laquelle une personne, après son arrestation, peut être gardée en détention préventive avant d'être inculpée, qui est actuellement de cinq jours, soit réduite, même dans des circonstances exceptionnelles, et que l'intéressé soit autorisé à prendre contact avec un conseil dès son arrestation.

343. Le Comité s'est de nouveau penché avec attention sur la pratique consistant à maintenir les délinquants, avant et après le jugement, en détention préventive jusqu'à ce que les

recours éventuels aient été épuisés et que la sentence soit irrévocable. Il relève que la durée maximale de cette détention est fixée en fonction du délit dont l'intéressé est accusé et peut aller jusqu'à six ans; cette pratique pourrait constituer une atteinte à la présomption d'innocence (art. 14, par. 2) et au droit d'être jugé dans un délai raisonnable ou libéré (art. 9, par. 3). Aussi, le Comité recommande-t-il : i) de ne pas maintenir de lien entre la nature du délit dont une personne est accusée et la durée de sa détention à partir de l'arrestation jusqu'à la sentence définitive; ii) de limiter les motifs de détention préventive aux cas dans lesquels une telle détention est indispensable pour protéger des intérêts légitimes, par exemple pour garantir la présence de l'accusé au procès.

344. Le Comité relève que les modifications apportées au Code de procédure pénale ont entraîné une certaine réduction du nombre de personnes placées en détention préventive. Il n'en constate pas moins avec préoccupation que le surpeuplement des prisons demeure un problème grave et il recommande de s'attacher d'urgence à remédier à cette situation (art. 10).

345. L'attention du Comité a été appelée sur les mesures prises pour accélérer les procédures tant pénales que civiles, mais il constate avec préoccupation que jusqu'ici ces mesures ne semblent pas avoir donné de résultats. Le Comité recommande donc de prendre de nouvelles mesures pour accroître l'efficacité de l'ensemble du système judiciaire et accélérer le cours de la justice [art. 14, par.3 c)].

346. Le Comité s'alarme de l'augmentation des incidents provoqués par l'intolérance raciale. Il recommande que l'on continue de prendre toutes les dispositions nécessaires, sur le plan des textes de lois et de l'éducation, par exemple, pour éliminer l'intolérance raciale (art. 3 et 26).

347. Le Comité note que des obstacles continuent de retarder l'adoption des textes de lois suivants : incorporation dans le Code pénal du délit de torture au sens où il est défini en droit international (art. 7); dispositions prévoyant les sanctions dont sont passibles, devant les tribunaux pénaux et civils, les auteurs d'actes de violence au sein de la famille (art. 3, 23, et 24); introduction de mesures visant à donner effet à de nouvelles améliorations des droits des personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques et à protéger les droits de la minorité slovène (art. 27).

348. Le Comité prie l'État partie de veiller à ce que son rapport et les observations finales du Comité soient diffusés largement en Italie et d'informer le Comité, dans son cinquième rapport périodique qu'il doit présenter en juin 2002, des mesures prises pour donner effet à ces observations.

## N. Algérie

349. Le Comité a examiné le deuxième rapport périodique de l'Algérie (CCPR/C/101/Add.1) de sa 1681<sup>e</sup> à sa 1684<sup>e</sup> séance, les 20 et 21 juillet 1998, et il a adopté à sa 1696<sup>e</sup> séance, tenue le 29 juillet 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

350. Le Comité félicite l'État partie pour avoir traité les problèmes sur lesquels le Comité avait mis l'accent dans les observations finales (CCPR/C/79/Add.1) adoptées après l'examen du rapport initial de l'Algérie (CCPR/C/62/Add.1) en 1992. Il note que le deuxième rapport périodique de l'Algérie a été présenté avec un retard de plus de deux ans. Tout en reconnaissant que des renseignements supplémentaires ont été fournis dans le rapport et des déclarations ultérieures au sujet des lois et règlements adoptés par le Gouvernement algérien pour donner effet aux dispositions du Pacte, le Comité relève l'insuffisance de données précises sur la crise actuelle en matière de droits de l'homme. Le Comité regrette que la délégation n'ait pas pleinement répondu à nombre de ses questions et se félicite de l'engagement de l'Algérie de présenter des informations supplémentaires par écrit pour répondre aux questions soulevées par les membres du Comité au cours de deux journées de dialogue caractérisé par un sentiment de solidarité du Comité à l'égard des souffrances du peuple algérien.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

351. Les attaques aveugles et généralisées perpétrées contre la population civile qui provoquent d'innombrables pertes de vies humaines ainsi que le climat général de violence accroissent les responsabilités de l'État à l'égard du rétablissement et du maintien des conditions nécessaires à la jouissance et à la protection des droits et libertés fondamentaux en Algérie.

### 3. Facteurs positifs

352. Le Comité se félicite de l'établissement de l'Observatoire national des droits de l'homme ainsi que du Médiateur de la République, qui a compétence pour recevoir les plaintes des particuliers au sujet des violations des droits de l'homme.

353. Le Comité accueille avec satisfaction l'établissement du Comité national pour la protection et la promotion des femmes, ainsi que la participation accrue des femmes à la vie publique.

### 4. Principaux sujets de préoccupation et recommandations du Comité

354. Le Comité est vivement préoccupé par les massacres généralisés d'hommes, de femmes et d'enfants dans un grand nombre de villes et de villages. Il est aussi gravement préoccupé par le fait que des femmes ont été non seulement assassinées mais aussi victimes d'enlèvements, de viols et de graves sévices. Le Comité est également préoccupé devant l'absence de mesures opportunes ou préventives de protection des victimes de la part des autorités de police et du commandement de l'armée dans le secteur concerné, ainsi que devant les allégations persistantes de collusion de membres des forces de sécurité dans la perpétration d'actes de terrorisme. C'est pourquoi :

Le Comité demande instamment à l'État partie d'adopter des mesures efficaces pour :

- a) Empêcher ces attaques et, si elles se produisent quand même, intervenir rapidement pour protéger la population;
- b) Garantir que des enquêtes appropriées soient menées par une instance indépendante en vue d'identifier les coupables et de les traduire en justice; et
- c) Faire en sorte que, dans tous les cas de massacres, une enquête indépendante soit menée sur le comportement des forces de sécurité à tous les échelons, du plus bas jusqu'au plus élevé, et que des sanctions pénales et disciplinaires soient prises à leur rencontre, selon qu'il convient.

355. Le Comité est en outre préoccupé, au vu des réponses de la délégation qui sont loin d'être satisfaisantes, par les innombrables informations reçues faisant état d'exécution arbitraires ou extrajudiciaires, dont certaines auraient eu lieu en détention provisoire et d'autres seraient associées d'une manière ou d'une autre à des groupes terroristes. À cet égard :

L'État partie devrait, de manière urgente, faire en sorte que :

- a) Des mécanismes indépendants soient créés pour examiner toutes les violations du droit à la vie et à la sécurité des personnes;
- b) Les contrevenants soient traduits en justice;
- c) L'accès soit accordé dès que possible au Comité international de la Croix-Rouge et à d'autres observateurs indépendants.

356. Le Comité se déclare préoccupé par le fait que le Gouvernement, à la fois dans son rapport, dans la présentation orale qu'il en a faite et dans ses réponses aux questions posées par le Comité, n'a fourni que de maigres renseignements concernant l'organisation des «groupes de légitime

défense», leur reconnaissance officielle, leur compétence, la supervision à laquelle ils sont soumis et leur formation. De graves questions se posent quant à la légitimité du transfert par l'État à des groupes privés d'un tel pouvoir, étant donné en particulier le pouvoir que l'État lui-même leur concède et le risque très réel que l'exercice de ce pouvoir, conjugué aux risques d'exactions non sanctionnées, fait peser sur la vie et la sécurité des personnes. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que le Gouvernement prenne d'urgence des mesures visant à maintenir au sein de ses forces de police et de ses forces armées la responsabilité du maintien de l'ordre public et de la protection de la vie et de la sécurité de la population et que, dans l'intervalle, il veille à ce que ces groupes de défense soient placés sous le contrôle strict et effectif des organes de l'État responsables et promptement traduits en justice en cas d'exactions.

357. Bien que la délégation algérienne ait nié que certaines autorités recourent à la torture, le Comité est profondément préoccupé par les allégations persistantes de torture systématique. Le Comité déplore le fait que des juges semblent admettre couramment les aveux obtenus sous la contrainte, alors même qu'il existe des preuves médicales attestant que des actes de torture ont été perpétrés, et il demande à l'État partie de prendre toutes mesures pour remédier à cette situation. À cet égard :

Le Comité prie instamment l'État partie de :

- a) Mettre en place un système crédible qui permette de suivre le traitement de tous les détenus afin de s'assurer qu'ils ne sont soumis ni à la torture ni à un traitement cruel, inhumain ou dégradant;
- b) Faire en sorte que toutes les allégations spécifiques fassent l'objet d'une enquête par un organe impartial et que les résultats de cette enquête soient publiés;
- c) Faire en sorte que les fonctionnaires mêlés à des actes de torture soient poursuivis et, s'ils sont reconnus coupables, sévèrement punis.

358. Vu le caractère insatisfaisant des réponses fournies par la délégation et le nombre de plaintes émanant des familles, le Comité exprime les graves préoccupations que lui inspirent le nombre des disparitions et l'incapacité de l'État à réagir de manière appropriée, ou à répondre tout simplement à des violations aussi graves. Les disparitions peuvent mettre en cause le droit à la vie consacré par l'article 6 du Pacte ainsi que, lorsque les personnes disparues sont toujours en vie et détenues au secret, le droit garanti par l'article 16 du Pacte, qui dispose que chacun a droit à la reconnaissance en tous

lieux de sa personnalité juridique. Dans cette situation, ces personnes sont également privées de leur capacité d'exercer tous les autres droits reconnus par le Pacte ainsi que de toute possibilité de recours. Qui plus est, les disparitions constituent une violation de l'article 7 pour ce qui est des familles des disparus. C'est pourquoi :

Le Comité demande instamment à l'État partie d'adopter des mesures pour établir un registre central où seraient enregistrés tous les cas de disparition signalés et toutes les démarches effectuées au jour le jour afin de retrouver les disparus, et pour aider les familles concernées à retrouver les disparus.

Le Comité demande en outre que, dans son prochain rapport périodique, l'État partie donne des renseignements sur le nombre de cas signalés, les enquêtes menées et les résultats obtenus.

359. Le Comité a noté que le décret de 1992 portant état d'urgence pour faire face à «la subversion par le terrorisme» a été abrogé, mais que certaines de ses dispositions ont été incorporées dans la législation pénale ordinaire. Les dispositions en question augmentent le nombre d'infractions passibles de la peine de mort, abaissent à 16 ans l'âge à partir duquel une personne peut être condamnée à cette peine, font passer de 2 à 12 jours la durée pendant laquelle un suspect peut être gardé administrativement au secret et donnent des activités «terroristes» ou «subversives» une définition qui se prête à des abus. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que les modifications apportées à la législation pénale soient alignées rigoureusement sur les articles 6 et 9 du Pacte.

360. L'Observatoire national des droits de l'homme a reconnu dans son rapport annuel pour 1996 qu'il existe des lieux de détention qui échappent au contrôle stipulé par la loi. Ceci renforce les allégations émanant de plusieurs sources concernant la garde à vue de personnes qui ne sont pas inscrites sur des registres et qui ne sont pas déférées aux tribunaux, contrairement à ce qu'exigent à la fois la législation algérienne et l'article 9 du Pacte. C'est pourquoi :

L'État partie doit veiller à ce que :

- a) Nul ne soit arrêté ni détenu «hors du cadre prescrit par la loi»;
- b) Les plaintes concernant ces arrestations ou ces détentions fassent l'objet d'une attention immédiate et que les familles, amis ou avocats des personnes détenues soient en mesure de faire valoir un recours utile, y compris l'examen de la légalité de la détention;
- c) Toutes les personnes arrêtées soient placées dans des lieux de détention officiellement désignés; que

leurs familles soient informées immédiatement; que ces personnes puissent entrer immédiatement en contact avec un avocat; et qu'elles soient promptement inculpées et traduites en justice;

d) La durée de la garde à vue ne dépasse pas la limite fixée par la loi et que les personnes qui font l'objet de cette mesure aient le droit de passer une visite médicale au début et à la fin de la garde à vue.

361. En ce qui concerne la garantie de l'égalité de traitement des femmes quant à la jouissance des droits qui leur sont garantis, le Comité note que la délégation a indiqué que la déclaration interprétative concernant le paragraphe 4 de l'article 23 du Pacte faite par l'Algérie lors de la ratification de celui-ci deviendrait caduque avec le temps. Il note aussi que des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la participation des femmes à la vie publique et à la société civile. Toutefois, le Code de la famille comporte encore de vastes champs d'inégalités qui ne sont pas conformes aux articles 3, 16, 23 et 26 du Pacte, au sujet desquels l'Algérie n'a pas fait de réserves. À cet égard, le Comité note que, selon le Code de la famille, le consentement de la femme à un premier mariage passe généralement par un tuteur et que ce dernier peut lui refuser le droit de choisir son époux. Il note également que le Code de la famille prévoit que le mari est le chef de la famille, autorise la polygamie et interdit à une femme d'épouser un non-musulman, alors que cette restriction ne s'applique pas aux hommes. C'est pourquoi :

Le Comité recommande à l'État partie de mettre sa législation en conformité avec le Pacte de manière à reconnaître aux femmes tous les droits auxquels elles peuvent prétendre en vertu des articles 3, 16, 23 et 26 de celui-ci.

362. Pour ce qui est du pouvoir judiciaire, le Comité craint que l'application de certains décrets exécutifs pris en 1992, qui réglementent la nomination, la promotion et la révocation des juges, ne compromette son indépendance. Il note en outre avec préoccupation que les juges ne deviennent inamovibles qu'après 10 ans de carrière. À cet égard :

Le Comité souhaiterait recevoir des informations complémentaires sur la procédure applicable à la désignation, à l'élection et à la révocation des magistrats. Il recommande que des mesures appropriées soient prises pour assurer une totale indépendance au pouvoir judiciaire.

363. Le Comité prend acte de la déclaration de la délégation selon laquelle le décret sur l'utilisation de l'arabe qui est entré en vigueur le 5 juillet 1998 a pour objet de renforcer le statut que cette langue nationale doit posséder. Il note cependant que l'utilisation obligatoire, immédiate et exclusive de

cette langue dans tous les domaines de la vie publique aboutirait à entraver, pour une grande partie de la population qui utilise le berbère ou le français, la jouissance des droits garantis par les articles 19, 25, 26 et 27 du Pacte. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que la loi soit réexaminée d'urgence de manière qu'elle ne produise plus ces effets négatifs.

364. Le Comité accueille avec satisfaction la suppression dans les imprimeries des «comités de lecture» placés sous le contrôle de l'État et le retrait des directives officielles interdisant la publication d'informations non autorisées touchant les «questions de sécurité». Il note cependant que de nombreuses restrictions subsistent en pratique en ce qui concerne la liberté d'expression, par exemple celles qui touchent la diffusion d'informations portant sur les allégations de corruption, l'examen de ces allégations et la critique des autorités, et celles qui visent la diffusion d'éléments considérés comme une manifestation de sympathie ou d'encouragement à la subversion, toutes restrictions qui portent gravement atteinte au droit des médias d'informer le public et au droit du public d'être informé. Le Comité est aussi profondément préoccupé par les menaces que reçoivent les journalistes, les militants des droits de l'homme et les avocats, et par les assassinats dont ils sont victimes. À cet égard :

Le Comité recommande que la législation actuelle soit réexaminée de manière à protéger pleinement le droit à la liberté de pensée et d'opinion et à la liberté d'expression que garantissent les articles 18 et 19 du Pacte.

365. Le Comité demeure préoccupé par le fait que la restriction imposée par l'État partie, en vertu de la loi 97-09, au droit de constituer des partis politiques empêche en fait des militants politiques d'exercer le droit de s'associer librement avec d'autres ou de voter pour les représentants de leur choix, vu la grande diversité des catégories de groupements interdits (groupements fondés sur la religion, la langue, la race, le sexe, l'appartenance à une région ou à une corporation). Depuis qu'elle est entrée en vigueur, cette loi a été invoquée pour interdire ou empêcher la légalisation de plus de 30 partis. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que les conditions requises par le Pacte en ce qui concerne les restrictions à la liberté d'association soient respectées et que la législation actuellement en vigueur soit modifiée de manière à la rendre conforme aux exigences du Pacte et aux obligations auxquelles l'Algérie a souscrit lorsqu'elle y a adhéré.

366. Le Comité observe qu'en dépit du fait que l'Algérie est devenue partie au Protocole facultatif en 1989, très peu de

communications ont été adressées au Comité, malgré la crise profonde que connaissent les droits de l'homme et les graves violations qui se sont produites ces 10 dernières années. Cette situation donne à penser que la population algérienne ignore peut-être qu'elle a le droit d'adresser des communications au Comité. C'est pourquoi :

Le Comité recommande que des mesures urgentes soient prises par l'Algérie pour que le public, les universités, les juristes et, en particulier, les organisations non gouvernementales qui défendent les droits de l'homme soient informés des droits protégés au titre du Pacte et du fait que les particuliers dont les droits ont été violés peuvent présenter des communications au Comité.

367. Le Comité appelle l'attention du Gouvernement algérien sur les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 6 des Directives concernant la forme et le contenu des rapports périodiques communiqués par les États parties et lui demande de fournir dans son prochain rapport périodique, qu'il doit présenter en juin 2000, des informations qui répondent aux présentes observations finales dans leur intégralité. Le Comité demande en outre que le deuxième rapport périodique de l'Algérie et les présentes observations soient largement diffusés auprès de l'opinion publique partout en Algérie.

## O. Ex-République yougoslave de Macédoine

368. Le Comité a examiné le rapport initial de l'ex-République yougoslave de Macédoine (CCPR/C/74/Add.4) de sa 1685<sup>e</sup> à sa 1687<sup>e</sup> séance, les 22 et 23 juillet 1998, et a adopté à sa 1696<sup>e</sup> séance, tenue le 29 juillet 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

369. Le Comité remercie l'État partie de son rapport initial approfondi pour lequel il a largement tenu compte des directives établies par le Comité. Toutefois, il relève que les informations fournies dans le rapport concernent essentiellement les aspects législatifs et institutionnels et ne contiennent pas suffisamment de données sur la mise en oeuvre concrète du Pacte.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

370. Le Comité prend note de la déclaration de la délégation selon laquelle la principale difficulté rencontrée pour traduire les dispositions du Pacte dans les faits tient à la complexité et à la lenteur du processus nécessaire pour passer d'un

environnement politique et social façonné pendant des décennies par la notion de droits collectifs au respect des droits des individus. Il note également que ce même conditionnement empêche les particuliers de contester les actions de l'État en saisissant les tribunaux et autres organes créés à cet effet, et en se réclamant des dispositions du Protocole facultatif. La poursuite des tensions ethniques, en particulier en ce qui concerne la minorité albanaise, demeure également une grande source de préoccupation.

### 3. Aspects positifs

371. Le Comité constate avec satisfaction que le Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine s'efforce d'assurer à la population du pays la protection prescrite par le Pacte, dans une période caractérisée par le bouleversement des systèmes politique et économique et la refonte des institutions de l'État. Il note que cette protection a été encore renforcée par la ratification des deux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte.

372. Le Comité note avec satisfaction qu'en vertu de l'article 118 de la Constitution, le Pacte est un élément de l'ordre juridique interne qui n'est pas susceptible de modification par la législation nationale et que ses dispositions peuvent être invoquées directement devant les tribunaux.

373. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie s'est engagé à procéder à la réforme du système judiciaire et du système pénitentiaire.

374. Le Comité considère que l'adoption de la loi sur l'Ombudsman, en février 1997, et la nomination ultérieure de l'Ombudsman par le Parlement constituent un élément important dans la mise en place d'un système efficace de protection institutionnelle des droits énoncés dans le Pacte.

375. Le Comité félicite l'État partie d'avoir adopté différents textes de loi visant à donner effet aux dispositions du Pacte relatives à la lutte contre la discrimination (art.2, 20, 26 et 27) : la loi sur l'information, la loi sur les télécommunications et la loi sur la radiotélévision, qui interdisent l'emploi des médias pour l'incitation à la haine ou à l'intolérance nationale, raciale ou religieuse, la loi sur les partis politiques qui interdit la création de partis dont le but est d'inciter à la haine ou à l'intolérance nationale, raciale ou religieuse, la loi sur les organisations sociales et les associations de citoyens qui interdit elle aussi les activités qui violent les droits de l'homme ou incitent à la haine ou à l'intolérance nationale, raciale ou religieuse, ainsi que la Déclaration de 1997 de l'Assemblée sur la promotion des relations interethniques.

376. Le Comité loue aussi l'État partie pour sa coopération avec des organisations non gouvernementales et des fondations telles que le Centre pour la coopération internationale

de la Macédoine, l'Open Society Institute et des organisations féminines. Il se félicite d'autre part de la diffusion donnée au Pacte et au Protocole facultatif en langue macédonienne et dans les langues des minorités ethniques.

#### **4. Principaux sujets de préoccupation et recommandations du Comité**

377. Le Comité se déclare gravement préoccupé par les violences dans lesquelles la police a été impliquée à Gostivar le 7 juillet 1997 et qui ont fait trois morts et des centaines de blessés. Il s'inquiète aussi des informations selon lesquelles toutes les garanties d'un procès équitable n'auraient pas été respectées lorsque les autorités locales étaient en cause. Le Comité recommande que ces incidents donnent lieu à une enquête approfondie menée par un organe indépendant, que des sanctions pénales ou disciplinaires appropriées soient prises contre les responsables et que le nécessaire soit fait pour que de tels incidents ne se reproduisent plus nulle part dans le pays.

378. Le Comité est préoccupé par les cas qui ont été signalés d'abus d'autorité commis par la police, notamment les cas d'arrestation et de détention illégales, d'usage excessif de la force – en particulier de membres de groupes minoritaires – et de sévices infligés aux personnes arrêtées pendant leur garde à vue. Le Comité recommande que des sanctions disciplinaires ou pénales appropriées soient prises contre les responsables et que, par ailleurs, le Gouvernement renforce la formation donnée à la police dans le domaine des droits de l'homme et mette en place des mécanismes permanents de formation continue, avec la participation d'organismes internationaux et d'experts spécialisés en la matière.

379. Le Comité note aussi avec préoccupation que la législation restrictive qui a été héritée du régime précédent dans divers domaines, notamment en ce qui concerne l'importation de matériels imprimés étrangers, demeure en vigueur. L'existence de telles lois et le fait qu'elles soient appliquées dans la pratique sont susceptibles de constituer des violations des dispositions du Pacte et, d'une manière plus générale, risquent de rendre incertain le degré d'incorporation de cet instrument au droit interne. Le Comité recommande à l'État partie de faire en sorte que toutes les personnes relevant de sa juridiction jouissent du droit de rechercher et de répandre des informations qu'énonce l'article 19 du Pacte et d'abroger toute législation contraire à ce droit.

380. Le Comité considère que le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes est loin d'être appliqué dans la pratique, notamment dans l'emploi et l'éducation, en dépit des progrès réalisés dans certains domaines tels que le système judiciaire. Il prend note des activités du service de promotion de l'égalité entre les sexes, ainsi que d'autres

initiatives gouvernementales tendant à surmonter des traditions et des stéréotypes profondément enracinés, et recommande de prendre sans tarder de nouvelles mesures propres à assurer une égalité véritable.

381. Tout en notant que le viol marital est considéré depuis 1996 comme un crime, le Comité regrette que, selon les informations reçues, la violence domestique soit largement répandue. Il recommande qu'une action concertée soit menée par les pouvoirs publics pour diminuer l'incidence de cette violence et renforcer les recours dont disposent les femmes qui en sont victimes.

382. Le Comité est préoccupé par le maintien de la pratique qui consiste à contraindre les citoyens à assister à des «causeries informatives», en dépit d'une décision rendue par la Cour constitutionnelle et de la nouvelle loi de procédure pénale qui a été édictée, selon lesquelles la police ne peut exercer pareille contrainte sans un mandat judiciaire. De telles pratiques et le fait de ne pas donner pleinement effet à la nouvelle loi sont incompatibles avec les dispositions de l'article 9 du Pacte.

383. Le Comité note que, depuis 1990, la présence des minorités dans les institutions politiques, administratives, culturelles et autres s'est accrue mais est préoccupé de constater qu'elle reste très inférieure à l'importance de ces minorités dans la population. Le Comité encourage l'État partie à renforcer ses programmes visant à accroître la représentation de la minorité albanaise et des autres minorités ethniques dans la vie publique, notamment dans la fonction publique, l'armée et la police. Le cas de la population rom est particulière préoccupant. Le Comité recommande en outre à l'État partie de continuer à encourager la participation des minorités à la conception, à l'organisation et au fonctionnement du système éducatif, en particulier au niveau de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, et d'assurer la formation d'enseignants des langues minoritaires dans les établissements publics.

384. Le Comité recommande à l'État partie de donner une large diffusion au texte de son rapport initial, ainsi qu'aux présentes observations finales. Il le prie en outre de faire figurer dans son deuxième rapport périodique, à présenter en juin 2000, des éléments d'information répondant à ces observations.

#### **P. République-Unie de Tanzanie**

385. Le Comité a examiné le troisième rapport périodique de la République-Unie de Tanzanie (CCPR/C/83/Add.2) à ses 1689<sup>e</sup> et 1690<sup>e</sup> séances, le 24 juillet 1998, et a adopté à

sa 1697<sup>e</sup> séance, tenue le 30 juillet 1998, les observations ci-après.

### 1. Introduction

386. Le Comité se félicite du troisième rapport périodique présenté par le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et note que certains renseignements complémentaires ont été fournis par la délégation; il regrette néanmoins que le rapport n'ait pas été établi en pleine conformité avec les directives du Comité, que la délégation n'ait répondu qu'en partie à la liste des points à traiter établie par le Comité et n'ait pas été en mesure d'apporter des réponses complètes aux questions posées oralement par les membres du Comité.

### 2. Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre du Pacte

387. Depuis l'examen du dernier rapport périodique, il s'est produit en République-Unie de Tanzanie un afflux massif de réfugiés venant de pays voisins et de Somalie. Le nombre de ces réfugiés a été tel que le recensement individuel a été impossible, sauf dans un petit nombre de cas; la majorité de ces personnes ont en conséquence été placées dans des camps où les conditions de vie sont précaires et où l'État, faute de ressources, ne peut pas exercer de contrôle efficace, ou ont été livrées à elles-mêmes pour survivre parmi la population locale.

### 3. Facteurs positifs

388. Le rétablissement du pluralisme politique, par le moyen de réformes constitutionnelles, a permis à l'ensemble de la population de participer à tous les aspects de la conduite des affaires publiques (art. 25).

389. Les tribunaux ont manifesté leur volonté d'examiner les actes du Gouvernement et de ses institutions pour vérifier qu'ils sont conformes à la Constitution, comme le prouve l'injonction intérimaire suspendant la décision d'interdiction de l'organisation Baraza la Wanawake wa Tanzania (BAWATA), une importante organisation féminine.

390. Un grand nombre de restrictions à la liberté d'expression ont été assouplies sur le territoire principal tanzanien, pour ce qui est de la presse, de la radio et de la télévision (art. 19).

391. Le Comité note avec satisfaction que le nombre d'enfants employés dans l'industrie des pierres précieuses a été sensiblement réduit, mais il formule une recommandation à cet égard (voir par. 409 ci-après).

392. Le Comité se félicite de la proposition visant à créer une cour constitutionnelle chargée de veiller, notamment, au plein respect des droits de l'homme.

### 4. Sujets de préoccupation et recommandations du Comité

393. La Commission Nyalali a présenté son rapport en 1992. Bien que ses principales propositions constitutionnelles aient été mises en oeuvre, de nombreuses lois et ordonnances que la Commission a recommandé d'abroger ou de modifier sont toujours en vigueur. La Commission a recommandé l'abrogation de la loi de 1986 sur les pouvoirs d'exception (art. 4), de certaines dispositions de la loi de 1983 sur l'utilisation des ressources humaines qui favorisaient le travail forcé dans des projets communautaires (art. 8), des dispositions de la loi de 1962 sur la détention avant jugement qui autorisaient le Président à ordonner la détention de certaines personnes (au secret pendant une durée déterminée) sans jugement (art. 9) et des dispositions de l'Ordonnance de 1928 sur la sorcellerie qui prévoyaient des peines dans ce domaine (art. 7 et 10). La Commission a également recommandé que les dispositions de l'Ordonnance de 1954 sur les associations ayant trait à l'inscription des associations soient modifiées et prévoient l'existence d'un chef du service de l'enregistrement, dont les décisions seraient susceptibles d'appel (art. 18 et 22). Le Comité regrette qu'aucune de ces propositions n'ait été suivie d'effet et considère que la Commission a souligné à juste titre que toutes ces dispositions, contraires aux droits de l'homme, sont également consacrées dans le Pacte; les propositions de la Commission vont dans le sens d'un certain nombre des recommandations faites par le Comité à l'issue de l'examen du deuxième rapport périodique et reflètent un grand nombre des préoccupations actuelles du Comité. En conséquence, le Comité recommande que la priorité soit accordée à la mise en oeuvre des réformes proposées.

394. Le Comité apprend avec satisfaction que les tribunaux commencent à renvoyer au Pacte dans leurs décisions, mais il recommande que le Pacte soit formellement reconnu et applicable en droit interne (art. 2).

395. Le Comité se félicite des récents changements apportés à la loi afin de pénaliser le viol entre époux séparés et la pratique de la mutilation sexuelle des femmes et se félicite que les tribunaux puissent examiner les affaires de sévices sexuels à huis clos; toutefois, il craint que les coutumes traditionnelles empêchent le dépôt de plaintes dans ce domaine et que le viol au sein du couple ne soit pas reconnu comme un délit pénal. Le Comité recommande que des informations soient diffusées sur les recours existants et que l'État partie prenne des mesures pour venir en aide aux

femmes qui ont droit de se prévaloir de ces recours (art. 3 et 26).

396. Le Comité est préoccupé par l'application des lois sur la personne qui sont discriminatoires à l'égard des femmes, en ce qui concerne, notamment, le mariage, le divorce, la propriété foncière et l'héritage. Il s'inquiète également du fait qu'en raison des comportements traditionnels, les femmes sont dissuadées d'exercer pleinement leurs droits à l'éducation et qu'en conséquence, elles n'acquièrent pas toujours les qualifications nécessaires pour atteindre les plus hauts niveaux de performance dans tous les aspects de l'activité, par exemple dans la carrière judiciaire, et elles sont sous-représentées dans les milieux politiques. Le Comité recommande à l'État partie d'abroger ces lois et de mettre un terme à ces pratiques discriminatoires, de prendre des mesures pour accroître le nombre d'établissements scolaires pour filles, d'exercer des pressions sur la société en faveur de la scolarisation des filles et de fournir un soutien aux jeunes femmes qui souhaitent poursuivre leurs études supérieures (art. 3, 25 et 26).

397. Le Comité constate avec préoccupation que :

a) La loi sur le mariage est discriminatoire à l'égard des femmes pour ce qui est de l'âge minimum du mariage;

b) L'article 138 6) du Code pénal autorise toute personne d'origine africaine ou asiatique à épouser une jeune fille de moins de 12 ans, ou à en autoriser le mariage, à condition qu'il n'y ait pas intention de consommer le mariage avant que la jeune fille n'ait atteint cet âge. Le Comité recommande que ces dispositions discriminatoires soient supprimées de la législation (art. 3 et 26).

398. Le Comité demande instamment à l'État partie de faire connaître les détails des condamnations à mort qui ont été prononcées sur le territoire principal et à Zanzibar; ces peines n'ont été exécutées récemment en aucun point du pays et le Comité recommande que la peine de mort soit abolie (art. 6).

399. Le Comité déplore l'existence de la loi en vigueur à Zanzibar qui autorise l'emprisonnement de la mère et du père au cas où une femme non mariée deviendrait enceinte. De l'avis du Comité, de telles dispositions menacent le droit à la vie (art. 6) (par le recours à l'avortement illégal) et les droits de l'enfant (art. 23 et 24) s'il est né dans de telles conditions. Il recommande l'abrogation de cette loi à Zanzibar et, notant à cet égard que l'avortement illégal est une cause majeure de mortalité maternelle, il recommande qu'une étude nationale soit effectuée sur les restrictions imposées à l'avortement (art. 3, 6 et 26).

400. Le Comité prend note avec satisfaction des recommandations de la Commission Nyalali concernant l'abolition du

châtiment corporel comme peine imposée par les tribunaux; une telle peine devrait être également interdite pour les infractions à la réglementation pénitentiaire et les enfants ne devraient plus subir de châtiment corporel dans les établissements scolaires (art. 7).

401. Malgré les problèmes que pose le grand nombre de réfugiés qui entrent dans le pays et qui s'y installent, le Comité demande instamment qu'aucun réfugié ne soit renvoyé dans un autre État à moins qu'on ait la certitude qu'une fois dans cet État, il n'y sera pas exécuté ou soumis à la torture ou à d'autres formes de traitement inhumain (art. 6, 7 et 13).

402. Le Comité regrette que les membres de la police ne soient formés ni aux droits de l'homme ni à l'utilisation appropriée de matériel antiémeute tel que les «balles en plastique». Il prend note des actes de la police ayant conduit à des homicides et est préoccupé de façon générale par le fait que les enquêtes sur les plaintes déposées contre la police sont effectuées par la police elle-même. Il recommande qu'une formation complète soit dispensée aux membres des forces de police et qu'un mécanisme indépendant soit créé pour enquêter sur les plaintes déposées (art. 7 et 9).

403. Le Comité est préoccupé par les informations concernant les groupes armés («msungu-sungu») qui agissent comme des milices et qui risquent de commettre des violations des droits de l'homme. Il note avec satisfaction que la Commission Nyalali a recommandé qu'aucune milice ne soit autorisée à intervenir sans autorisation spécifique prévue par la loi et recommande qu'en tout état de cause, les milices qui existeraient soient convenablement formées et que leurs activités soient pleinement contrôlées par les tribunaux (art. 7 et 9).

404. Le Comité note qu'il est reconnu que les conditions de détention se sont détériorées; les établissements pénitentiaires seraient surpeuplés, les femmes détenues seraient victimes de viol et d'autres sévices sexuels et les règles minima ne seraient pas respectées. Le Comité recommande que des ressources soient fournies pour remédier à cette situation, que les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire reçoivent une formation aux droits de l'homme, et que des femmes soient recrutées en nombre suffisant parmi ces fonctionnaires pour veiller à ce que seules celles-ci soient responsables des détenues. Il insiste également pour que les tribunaux puissent plus généralement imposer des peines autres que des peines d'emprisonnement et pour que l'appareil judiciaire soit encouragé à opter pour ce type de décision, selon les cas, lors du prononcé des peines (art. 10).

405. Le Comité demande instamment la suppression de l'emprisonnement pour dette et la réalisation d'une étude sur les divers moyens qui s'offrent pour faire appliquer les



décisions prises en cas de dette, tels qu'il en existe actuellement dans d'autres pays (art. 11).

406. Le Comité déplore que l'abondant contentieux électoral dont la Haute Cour est actuellement saisie ait à tel point engorgé le système que d'autres procédures, y compris des procès pour homicide, ont été indûment retardées. Il constate avec préoccupation que près de deux ans et demi après une élection, la décision concernant le droit d'une personne de siéger au Parlement n'a toujours pas été prise. Il s'inquiète également du fait que les conférences de mise en état (visant à accélérer la procédure) organisées par les tribunaux eux-mêmes n'aient apporté aucune solution. Il recommande que des mesures appropriées soient prises pour régler les affaires toujours en suspens et qu'une procédure accélérée soit mise en place pour régler les conflits électoraux (art. 14 et 25).

407. Le Comité demande à l'État partie de protéger la liberté de comportement sexuel des adultes et de rendre la législation nationale conforme à l'article 17 du Pacte.

408. Le Comité note avec préoccupation le degré élevé de violence familiale. Il recommande que des modifications soient apportées à la législation afin que des recours au civil et au pénal puissent être exercés contre les personnes responsables de tels actes (art. 23).

409. Le Comité reste préoccupé par l'emploi d'enfants dans les activités industrielles et agricoles. Il engage l'État partie à prendre d'autres mesures pour lutter contre la persistance de cette violation des droits des enfants (art. 24).

410. Le Comité recommande la création d'un organe indépendant chargé de contrôler le respect des droits de l'homme et de diffuser des informations à ce sujet, par le biais soit de l'élargissement des pouvoirs de l'actuelle mission permanente d'enquête, soit de la mise en place d'un autre mécanisme.

411. Plusieurs questions préoccupantes pour le Comité, dont la délégation a pris note, sont restées sans réponse et le Comité espère que des informations complètes et récentes seront fournies dans le quatrième rapport périodique.

412. Le Comité recommande que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie soumette son quatrième rapport périodique en juin 2002. Il demande au Gouvernement d'assurer une large diffusion des présentes observations finales parmi la population, en swahili ainsi que dans d'autres langues. Il recommande en outre que de larges informations soient données sur le droit des particuliers d'invoquer le Protocole facultatif et sur les moyens de s'en prévaloir.

## **VI. Observations générales du Comité au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte**

413. À la suite de la notification du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, en date du 27 août 1997, ayant pour objet de dénoncer le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Comité a examiné la question de savoir si la dénonciation était possible en vertu du Pacte. À sa 1631<sup>e</sup> séance, tenue le 29 octobre 1997, le Comité a adopté l'observation générale No 26 (61) (CCPR/C/21/Rev.1/Add.8) sur les questions touchant la continuité des obligations souscrites en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (annexe VII)<sup>1</sup>.

414. À la soixante-deuxième session, M. Eckart Klein a soumis au Comité un projet d'observation générale sur l'article 12. Un débat général a été consacré à ce projet en séance plénière. Le groupe de travail de la soixante-troisième session a examiné et modifié le projet révisé et l'a soumis au Comité plénier. Le Comité a poursuivi le débat et approuvé une partie du texte à sa 1678<sup>e</sup> séance, le 16 juillet 1998. Il reprendra l'examen du projet à sa soixante-quatrième session.

415. Un groupe de travail a été créé à la soixante et unième session pour examiner la lettre datée du 25 juin 1997, émanant de M. Louis Joinet, Président-Rapporteur du Groupe de travail de l'administration de la justice de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, dans laquelle le Comité était prié d'envisager d'apporter un amendement à ses observations générales sur l'article 4. À sa soixante-deuxième session, le Comité a pris note des observations figurant dans la lettre de M. Joinet et a décidé qu'il tiendrait compte de ces observations lorsqu'il amenderait son observation générale 5 (13) sur l'article 4 du Pacte. Il tiendrait compte également des questions visées dans la résolution 1997/21 de la Commission des droits de l'homme sur les règles humanitaires minimales, mentionnée au paragraphe 18 ci-dessus.

416. À la soixante-deuxième session, Mme Cecilia Medina Quiroga a présenté au Comité un projet d'observation générale sur l'article 3 du Pacte, révisant et remplaçant l'observation générale 4 (3).

417. D'autres observations générales que le Comité est convenu de formuler traiteront des articles 2, 21 et 22.

## Note

- <sup>1</sup> Le 29 octobre 1997, le Président a adressé à l'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée une lettre soulignant que le Comité des droits de l'homme était le seul organe créé par le Pacte qui soit compétent pour examiner des questions relatives aux rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 40 du Pacte. Une copie de l'observation générale était jointe à la lettre, dans laquelle le Comité exprimait l'espoir que le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée reconsidérerait sa position et continuerait à coopérer avec le Comité conformément aux dispositions du Pacte.

## VII. Examen des communications reçues conformément aux dispositions du Protocole facultatif

418. Les particuliers qui prétendent être victimes d'une violation de l'un quelconque des droits qui leur sont reconnus par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et qui ont épuisé tous les recours internes disponibles peuvent présenter des communications écrites au Comité des droits de l'homme pour qu'il les examine, conformément au Protocole facultatif. Les communications ne peuvent être examinées que si elles concernent un État partie au Pacte qui a accepté la compétence du Comité en devenant partie au Protocole facultatif. Sur les 140 États qui ont ratifié le Pacte, qui y ont adhéré ou qui y sont devenus parties par voie de succession, 92 ont accepté la compétence du Comité pour examiner des plaintes de particuliers en devenant parties au Protocole facultatif (voir annexe I, sect. B).

419. L'examen des communications prévu dans le Protocole facultatif revêt un caractère confidentiel et s'effectue à huis clos (article 5, paragraphe 3, du Protocole facultatif). Selon l'article 96 du Règlement intérieur, tous les documents de travail publiés à l'intention du Comité sont confidentiels, sauf si le Comité en décide autrement. Toutefois, l'auteur d'une communication et l'État partie intéressé ont le droit de rendre publiques toutes déclarations, observations ou informations ayant trait à la procédure, à moins que le Comité n'ait prié les parties d'en respecter le caractère confidentiel. Les décisions finales du Comité (constatations, décisions d'irrecevabilité, décisions quant au fond et décisions de cesser l'examen d'une communication) sont rendues publiques; le (les) nom(s) de l'auteur (des auteurs) est (sont) divulgué(s), à moins que le Comité n'en décide autrement.

### A. État des travaux

420. Le Comité exerce les compétences que lui attribue le Protocole facultatif depuis sa deuxième session, en 1977. Depuis lors, 823 communications concernant 56 États parties ont été enregistrées aux fins d'examen; 58 d'entre elles lui ont été soumises pendant la période visée dans le présent rapport (2 août 1977-31 juillet 1998).

421. L'état des 823 communications enregistrées aux fins d'examen par le Comité des droits de l'homme est, à ce jour, le suivant :

a) Examen terminé par adoption de constatations conformément au paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif : 293, dont 223 pour lesquelles il a été conclu à des violations du Pacte;

b) Communications déclarées irrecevables : 245;

c) Communications classées ou retirées : 124;

d) Communications dont l'examen n'est pas terminé : 161, dont 46 ont été déclarées recevables.

422. En outre, le secrétariat du Comité a dans ses dossiers des centaines de communications dont les auteurs ont été avertis qu'elles ne pourraient être enregistrées aux fins d'examen par le Comité que s'ils fournissaient des renseignements complémentaires. Les auteurs d'un nombre considérable d'autres communications ont été informés que leur cas ne serait pas soumis au Comité car les communications n'entrent manifestement pas dans le champ d'application du Pacte, ou bien paraissent futiles. Les autres affaires qui ne sont pas encore enregistrées, sont indiquées plus loin, à la section B.

423. De sa soixante et unième à sa soixante-troisième session, le Comité a achevé l'examen de 30 affaires et adopté des constatations à leur sujet. Il s'agit des affaires portant les numéros 532/1993 (*Thomas c. Jamaïque*), 554/1993 (*Lavende c. Trinité-et-Tobago*), 555/1993 (*Bickaroo c. Trinité-et-Tobago*), 564/1993 (*Leslie c. Jamaïque*), 569/1993 (*Matthews c. Trinité-et-Tobago*), 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*), 585/1994 (*Jones c. Jamaïque*), 591/1994 (*Chung c. Jamaïque*), 609/1995 (*Williams c. Jamaïque*), 615/1995 (*Young c. Jamaïque*), 617/1995 (*Finn c. Jamaïque*), 619/1995 (*Deidrick c. Jamaïque*), 623/1995 (*Domukhovskiy c. Géorgie*), 624/1995 (*Tskilauri c. Géorgie*), 626/1995 (*Young c. Jamaïque*), 650/1995 (*Perel c. Lettonie*), 651/1995 (*Snijders c. Pays-Bas*), 672/1995 (*Smart c. Trinité-et-Tobago*), 676/1996 (*Yasseen et Thomas c. Guyana*), 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*), 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*), 706/1996 (*T. c. Australie*), 732/1997 (*Whyte c. Jamaïque*), 733/1997 (*A. Perkins c. Jamaïque*), 734/1997 (*McLeod c. Jamaïque*), 749/1997 (*McTaggart c. Jamaïque*),

750/1997 (*Daley c. Jamaïque*) et 813/1998 (*Chadee et consorts c. Trinité-et-Tobago*). Le texte des constatations concernant ces 30 affaires figure à l'annexe XI.

424. Le Comité a d'autre part achevé l'examen de trois communications qu'il a déclarées irrecevables. Il s'agit des communications No 611/1995 (*H. Morrison c. Jamaïque*), 640/1995 (*McIntosh c. Jamaïque*) et 735/1997 (*Kalaba c. Hongrie*). Le texte de ces décisions figure à l'annexe XII.

425. Durant la période considérée, 15 communications ont été déclarées recevables pour examen quant au fond. Le Comité ne rend pas publiques les décisions par lesquelles il déclare des communications recevables. Des décisions de procédure ont été adoptées dans un certain nombre d'affaires en suspens (en vertu de l'article 4 du Protocole facultatif ou des articles 86 et 91 du règlement intérieur du Comité). Dans d'autres affaires en suspens, le secrétariat a été prié de prendre certaines mesures.

426. Le Comité a décidé de classer l'examen de neuf communications; il s'agit des communications Nos 551/1993 (*Espinoza c. Équateur*), 620/1995 (*Fernandes c. Canada*), 622/1995 (*Bertillo c. Canada*), 629/1995 (*Shali c. France*), 652/1995 (*Richardson c. Canada*), 703/1996 (*Ross c. Guyana*), 715/1996 (*Olaskoaga c. France*), 738/1997 (*Garcia c. Canada*) et 745/1997 (*Nunes c. Jamaïque*)<sup>1</sup>.

427. En vertu du nouveau règlement intérieur, entré en vigueur le 1er août 1997, le Comité se prononcera en règle générale à la fois sur la recevabilité et sur le fond des communications afin d'accélérer l'examen des communications reçues au titre du Protocole facultatif. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles que le Comité invitera un État partie à ne faire porter ses observations que sur la recevabilité. Un État partie à qui a été adressée une demande d'information sur la recevabilité et le fond d'une communication peut dans les deux mois qui suivent demander que la communication soit rejetée pour irrecevabilité. Une telle requête cependant ne dispensera pas l'État partie de l'obligation de soumettre des renseignements sur le fond dans le délai présent, à moins que le Comité, son groupe de travail ou le Rapporteur spécial qui aura été désigné, ne décide de reporter la date limite pour la présentation des renseignements sur le fond jusqu'à ce que le Comité se soit prononcé sur la question de la recevabilité. Durant la période considérée, le Comité a décidé dans une affaire d'examiner d'abord la recevabilité de la communication. Les communications reçues avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement intérieur seront considérées conformément à l'ancien règlement intérieur selon lequel l'examen de la recevabilité se fait dans un premier temps.

## **B. Augmentation du nombre d'affaires soumises au Comité en vertu du Protocole facultatif**

428. Comme le Comité l'a déjà relevé dans ses rapports précédents, le nombre croissant d'États parties au Protocole facultatif et le fait que le public est davantage au courant de ses procédures ont entraîné une augmentation du nombre d'affaires qui lui sont soumises. Le tableau ci-dessous rend compte des travaux accomplis par le Comité en ce qui concerne les communications au cours des cinq dernières années, jusqu'au 31 décembre 1997. On constatera que le nombre des affaires en suspens a augmenté depuis l'année 1994 (où la session de juillet avait été prolongée).

429. Comme l'indique le tableau ci-dessous, le nombre d'affaires enregistrées officiellement au titre du Protocole facultatif ne donne pas une idée exacte de l'augmentation du nombre des communications. Ce chiffre serait beaucoup plus élevé si de nombreuses communications n'étaient pas restées en attente d'enregistrement pendant des mois, parfois même pendant un an. Outre le retard dans l'enregistrement des nouvelles affaires, mises à part celles qui sont jugées urgentes, le volume de la correspondance portant sur des questions autres que les communications à enregistrer, à laquelle il n'a pas été possible de répondre, ne fait qu'augmenter. Une bonne partie de cette correspondance remonte à 1997.

### **Communications traitées de 1993 à 1997**

<i>Année (jusqu'au 31 décembre)</i>	<i>(1) Nouvelles affaires enregistrées</i>	<i>(2) Affaires terminées<sup>a</sup> 1er janvier- 1er décembre</i>	<i>(3) Affaires en suspens au 31 décembre (4 + 5)</i>	<i>(4) Affaires prérecevables</i>	<i>(5) Affaires recevables</i>
1997	60	56	157	113	44
1996	56	35	153	111	42
1995	68	44	132	91	41
1994 <sup>b</sup>	37	63	108	75	33
1993	46	45	134	97	37

<sup>a</sup> Nombre total de toutes les affaires où une décision a été prise (par adoption de constatations, décisions d'irrecevabilité et décisions de classement).

<sup>b</sup> Une semaine supplémentaire a été consacrée aux communications pendant la session de juillet en raison des retards accumulés dans le traitement des affaires.

430. La principale raison de ces retards vient de ce que, alors que le nombre réel des communications a augmenté, le nombre des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs s'occupant des communications reçues au titre du Protocole facultatif a diminué au cours de chacune des trois dernières années. La complexité de certaines plaintes et l'obligation pour les fonctionnaires de préparer un nombre suffisant d'affaires à soumettre à l'examen du Comité à chacune de ses sessions font qu'il n'a pas été possible avec les maigres ressources dont on dispose d'éponger le retard accumulé au niveau de l'enregistrement des affaires et de la correspondance. Une nouvelle réduction au cours de l'année écoulée du nombre d'administrateurs affectés aux travaux du Comité au titre du Protocole facultatif a eu pour effet d'empêcher le Comité d'assurer le suivi habituel des 223 affaires au sujet desquelles il a conclu à des violations du Pacte.

431. Les mesures prises par le Comité pour accélérer les travaux concernant les communications, qui sont décrites dans des rapports précédents, n'ont guère de chances de permettre au Comité de rattraper tous les retards évoqués tant que le Secrétariat ne sera pas doté d'un nombre suffisant d'administrateurs pour s'occuper des affaires au titre des dispositions du Protocole facultatif. Le Comité relève à cet égard que des communications de plus en plus nombreuses sont soumises dans des langues qui ne sont pas des langues de travail du Secrétariat et se dit préoccupé de voir que l'absence de fonctionnaires ayant une bonne connaissance de ces langues a retardé l'examen desdites communications. La situation est particulièrement préoccupante en ce qui concerne les communications présentées en russe.

432. Bien que très conscient de la crise financière affectant l'Organisation, le Comité insiste néanmoins pour que les moyens nécessaires lui soient garantis, conformément à l'article 36 du Pacte, afin de lui permettre de s'acquitter efficacement de toutes les fonctions qui lui sont confiées, au nombre desquelles l'examen des communications, et souligne

qu'il est nécessaire en particulier qu'il soit doté d'un personnel ayant une expérience des divers systèmes juridiques et connaissant la langue des États parties au Protocole facultatif.

## C. Nouvelles méthodes d'examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif

### 1. Rapporteur spécial pour les nouvelles communications

433. À sa trente-cinquième session, le Comité a décidé de désigner un rapporteur spécial chargé de traiter les communications nouvelles au fur et à mesure qu'elles seraient reçues, soit entre les sessions du Comité. À sa cinquante-troisième session (1995), le Comité a nommé M. Fausto Pocar Rapporteur spécial. Pendant la période couverte par le présent rapport, le rapporteur spécial a transmis 57 nouvelles communications aux États parties intéressés conformément à l'article 91 du Règlement intérieur du Comité, en leur demandant de soumettre des renseignements ou des observations sur la question de la recevabilité et sur le fond. Dans certains cas, le Rapporteur spécial a formulé des demandes de mesures provisoires de protection en application de l'article 86 du Règlement intérieur du Comité. La compétence du Rapporteur spécial pour adopter, et le cas échéant pour retirer, des demandes de mesures provisoires en application de l'article 86 du Règlement intérieur est décrite dans le précédent rapport annuel (A/52/40, par. 467).

### 2. Compétence du Groupe de travail des communications

434. À sa trente-sixième session, le Comité a décidé d'autoriser le Groupe de travail des communications à adopter des décisions visant à déclarer des communications recevables lorsque ses cinq membres y étaient favorables. En l'absence

d'un tel accord, le Groupe de travail renverrait la question au Comité. Il pouvait également en référer au Comité s'il estimait préférable que le Comité lui-même prenne la décision concernant la recevabilité. Bien qu'il ne puisse pas adopter de décision visant à déclarer des communications irrecevables, il pouvait cependant faire des recommandations au Comité dans ce sens. Conformément à cette procédure, le Groupe de travail des communications, qui s'est réuni avant les soixante et unième, soixante-deuxième et soixante-troisième sessions du Comité, a déclaré 13 communications recevables.

435. À sa cinquante-cinquième session, le Comité a décidé que chaque communication serait confiée à un membre du Comité qui en serait le rapporteur au Groupe de travail et en séance plénière. Le rôle du rapporteur est décrit dans le précédent rapport annuel (A/52/40, par. 469).

## D. Opinions individuelles

436. Dans les travaux qu'il accomplit en vertu du Protocole facultatif, le Comité s'efforce d'adopter ses décisions par consensus. Cependant, en application du paragraphe 4 de l'article 94 du Règlement intérieur du Comité, les membres peuvent joindre leur opinion individuelle aux constatations du Comité. Conformément au paragraphe 3 de l'article 92, les membres peuvent d'autre part joindre leur opinion individuelle aux décisions du Comité déclarant une communication irrecevable.

437. Pendant les sessions faisant l'objet du présent rapport, des opinions individuelles ont été jointes aux constatations du Comité dans les affaires portant les numéros 532/1993 (*Thomas c. Jamaïque*), 554/1993 (*Lavende c. Trinité-et-Tobago*), 555/1993 (*Bickaroo c. Trinité-et-Tobago*), 615/1995 (*Young c. Jamaïque*), 635/1995 (*E. Morrison c. Jamaïque*), 732/1997 (*Whyte c. Jamaïque*), 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*), 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*), 706/1996 (*T. c. Australie*), 734/1997 (*McLeod c. Jamaïque*), 749/1997 (*McTaggart c. Jamaïque*) et 813/1998 (*Chadee et consorts c. Trinité-et-Tobago*). Une opinion individuelle a également été jointe à la décision du Comité déclarant la communication No 640/1995 (*McIntosh c. Jamaïque*) irrecevable.

## E. Questions examinées par le Comité

438. Pour un aperçu des travaux que le Comité a accomplis en vertu du Protocole facultatif de sa deuxième session (1977) à sa soixantième session (1997), le lecteur est prié de se référer aux rapports annuels du Comité pour les années 1984

à 1997, qui contiennent notamment des résumés des questions de procédure et de fond examinées par le Comité et des décisions prises à leur égard. Le texte complet des constatations adoptées par le Comité et des décisions par lesquelles il a déclaré certaines communications irrecevables en vertu du Protocole facultatif est régulièrement reproduit en annexe aux rapports annuels du Comité à l'Assemblée générale. Le Comité regrette que le volume II de son rapport annuel contenant ces annexes n'ait pas été publié lors des trois dernières années et exprime son inquiétude à ce sujet (voir également chap. I).

439. Deux volumes contenant une sélection de décisions du Comité des droits de l'homme prises en vertu du Protocole facultatif, de la deuxième à la seizième session (1977-1982) et de la dix-septième à la trente-deuxième session (1982-1988), ont été publiés (CCPR/C/OP/1 et 2).

440. On trouvera ci-après un résumé des faits nouveaux concernant les questions examinées pendant la période visée dans le présent rapport.

### 1. Questions de procédure

#### a) *Communications sans fondement* (article 2 du Protocole facultatif)

441. L'article 2 du Protocole facultatif dispose que «tout particulier qui prétend être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte et qui a épuisé tous les recours internes disponibles peut présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine».

442. Certes, les auteurs ne sont pas tenus, au stade de l'examen de la recevabilité, de prouver la violation dont ils se prétendent victimes, mais ils doivent fournir suffisamment de preuves à l'appui de leur allégation pour que l'affaire paraisse de prime abord fondée. Une «prétention» n'est donc pas simplement une allégation, mais une allégation étayée par certains éléments de preuve. Ainsi, dans les cas où le Comité estime que l'auteur n'a pas suffisamment étayé ses allégations pour en justifier la recevabilité, il lui arrive de considérer la communication irrecevable en vertu de l'alinéa b de l'article 90 de son règlement intérieur et de déclarer que l'auteur «n'est pas fondé à se prévaloir de l'article 2 du Protocole facultatif».

443. Les communications déclarées irrecevables, entre autres parce qu'elles n'étaient pas suffisamment étayées ou qu'elles ne permettaient pas de faire valoir un droit, concernaient les affaires portant les numéros 611/1995 (*H. Morrison c. Jamaïque*) et 640/1995 (*McIntosh c. Jamaïque*).

b) *Communications incompatibles  
avec les dispositions du Pacte  
(article 3 du Protocole facultatif)*

444. Les communications doivent soulever une question concernant l'application du Pacte. Dans l'activité qu'il exerce en vertu du Protocole facultatif, le Comité a dû à plusieurs reprises faire observer qu'il n'était pas une instance de dernier recours ayant pour but de réexaminer ou d'annuler des décisions des tribunaux nationaux et qu'il ne pouvait pas être utilisé pour faire valoir une plainte fondée sur la législation interne. Les communications fondées sur une interprétation manifestement erronée du Pacte ou qui présentent des faits qui ne soulèvent pas de questions au titre des articles du Pacte invoqués par l'auteur sont déclarées irrecevables au titre de l'article 3 du Protocole facultatif au motif d'incompatibilité avec les dispositions du Pacte.

445. Une communication déclarée irrecevable entre autres pour incompatibilité avec les dispositions du Pacte est la communication No 640/1995 (*McIntosh c. Jamaïque*).

c) *La règle de l'épuisement des recours internes  
(paragraphe 2 b) de l'article 5  
du Protocole facultatif)*

446. Aux termes du paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité ne doit examiner aucune communication sans s'être assuré que son auteur a épuisé tous les recours internes disponibles. Cependant, le Comité a déjà établi que cette règle ne s'appliquait que dans la mesure où ces recours étaient efficaces et disponibles. L'État partie est tenu de donner «des renseignements détaillés sur les recours dont, selon lui, l'auteur aurait pu se prévaloir en l'espèce» et de prouver «qu'il y avait raisonnablement lieu de s'attendre à ce que ces recours soient efficaces» [affaire No 4/1977 (*Torres Ramírez c. Uruguay*)]. Le même article du Pacte dispose que le Comité peut examiner une communication s'il est établi que les procédures de recours excèdent des délais raisonnables. Dans certains cas, un État partie peut renoncer à se prévaloir devant le Comité de la règle de l'épuisement des recours internes.

447. Pendant la période visée par le présent rapport, la communication No 735/1997 (*Kalaba c. Hongrie*) a été déclarée irrecevable pour non-exercice des recours internes disponibles et utiles.

d) *Mesures provisoires prévues à l'article 86*

448. Selon l'article 86 de son Règlement intérieur, après avoir examiné une communication et avant d'adopter ses constatations, le Comité peut demander à un État partie de prendre des mesures provisoires pour éviter qu'un préjudice

irréparable ne soit causé à la victime des violations alléguées. Le Comité a appliqué cet article en plusieurs occasions, principalement dans les cas, dont il avait été saisi directement par les intéressés ou en leur nom, concernant des personnes qui avaient été condamnées à mort et attendaient d'être exécutées et qui affirmaient n'avoir pas été jugées équitablement. Vu le caractère d'urgence de ces communications, le Comité a prié les États parties intéressés de surseoir à l'exécution de ces sentences pendant qu'il poursuivait l'examen de ces affaires. Des sursis à l'exécution ont été spécialement accordés dans ces cas. L'article 86 a également été appliqué dans d'autres circonstances, par exemple en cas d'expulsion ou d'extradition imminente qui peuvent comporter un risque véritable de violation des droits protégés par le Pacte ou exposer l'auteur à un tel risque. Pour l'argumentation du Comité sur la question de savoir s'il y a lieu d'adresser une demande conformément à l'article 86, voir les constatations adoptées par le Comité dans la communication No 558/1993 (*Canepa c. Canada*) (A/52/40). Au nombre des affaires dans lesquelles une demande a été adressée en vertu de l'article 86, on peut citer les affaires portant les numéros 676/1996 (*Yasseen et Thomas c. Guyana*), 706/1996 (*T. c. Australie*) et 813/1998 (*Chadee et consorts c. Trinité-et-Tobago*).

## 2. Questions de fond

### a) *Droit à la vie (article 6 du Pacte)*

449. Le paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte dispose qu'une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves conformément à la législation en vigueur qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du Pacte. Ainsi, un lien est établi entre la condamnation à la peine capitale et le respect par les autorités de l'État des garanties prévues par le Pacte. En conséquence, dans les affaires où le Comité a estimé que l'État partie avait violé l'article 14 du Pacte – à savoir que l'auteur n'avait pas bénéficié d'un procès équitable ni de la possibilité de faire appel – il a considéré que la condamnation à mort constituait également une violation de l'article 6. La condamnation définitive à la peine de mort ayant été prononcée au terme d'un procès qui ne respectait pas pleinement les garanties énoncées à l'article 14 du Pacte, le Comité a estimé que le droit protégé par l'article 6 avait été violé dans les affaires Nos 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*), 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*), 734/1997 (*McLeod c. Jamaïque*) et 750/1997 (*Daley c. Jamaïque*).

450. Dans l'affaire No 706/1996 (*T. c. Australie*), le Comité devait déterminer si, en étant expulsé d'Australie en Malaisie après avoir purgé une peine de prison en Australie pour importation illégale de 240 grammes d'héroïne, l'auteur courait réellement le risque que soient violés les droits que

lui reconnaît le Pacte. L'auteur avait prétendu qu'il risquait la peine de mort en Malaisie si l'Australie l'y expulsait. D'après les informations dont il était saisi, le Comité a conclu que l'expulsion de l'auteur n'entraînerait pas de violation de l'article 6. Deux membres du Comité ont joint à cette conclusion une opinion dissidente, faisant état d'une violation de l'article 6.

451. Aux termes du paragraphe 5 de l'article 6, une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans. Dans l'affaire No 733/1997 (*Perkins c. Jamaïque*), l'auteur avait prétendu qu'il avait moins de 18 ans quand le crime pour lequel il était condamné à mort a été commis. Ayant fait observer qu'il incombait à l'État partie de procéder à enquête en cas de doute sur l'état de mineur de l'accusé d'un crime punissable de la peine de mort, le Comité a conclu que les faits dont il était saisi ne prouvaient pas que l'auteur était mineur au moment où le crime a été commis.

*b) Droit de ne pas être soumis à la torture  
ni à des peines ou traitements cruels, inhumains  
ou dégradants (article 7 du Pacte)*

452. L'article 7 du Pacte dispose que nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

453. Dans l'affaire No 577/1994 (*Polay Comos c. Pérou*), M. Polay, dirigeant du Movimiento Revolucionario Túpac Amaru, avait été exhibé devant la presse, enfermé dans une cage. Le Comité a estimé qu'il avait été victime d'un traitement dégradant au sens de l'article 7 du Pacte. M. Polay avait été aussi tenu au secret pendant un an après sa condamnation, sans avoir le droit de recevoir des visites ou du courrier. Le Comité a conclu qu'il s'agissait d'un traitement inhumain au sens de l'article 7. Il a aussi constaté que l'allégation, non contestée, selon laquelle M. Polay avait été gardé au secret dans une cellule de 2 m x 2 m, sans lumière naturelle sauf pendant 10 minutes par jour, constituait une violation de l'article 7 du Pacte.

454. Dans les affaires 623, 624, 626 et 627/1995 (*Domukovsky et consorts c. Géorgie*), les quatre auteurs s'étaient plaints d'avoir été victimes de mauvais traitements et d'actes de torture et avaient fourni des détails précis à l'appui de leurs allégations. Le Comité a noté que :

«L'État avait nié les faits de torture et déclaré que l'enquête judiciaire avait établi que les allégations étaient dénuées de fondement. Il a toutefois omis d'indiquer comment le tribunal avait enquêté sur les allégations, et il n'a pas non plus fourni de copies des rapports médicaux pertinents. En particulier, il n'a pas

répondu à l'allégation de M. Tsiklauri et s'est borné à faire état d'une enquête qui aurait établi que l'intéressé avait sauté d'un véhicule en marche et s'était arrosé de thé brûlant. Aucune copie du rapport d'enquête n'a été remise au Comité, et M. Tsiklauri a contesté le résultat de cette enquête que, selon lui, des policiers avaient menée sans jamais l'entendre. Dans ces conditions, le Comité estime que les faits dont il est saisi montrent que les auteurs ont été soumis à la torture et à un traitement cruel et inhumain en violation de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'article 10 du Pacte» (annexe XI, sect. M., par. 18.6).

455. Dans l'affaire No 591/1994 (*Chung c. Jamaïque*), l'auteur de la communication avait expliqué en détail qu'il avait été roué de coups dans le quartier des condamnés à mort et avait écrit à l'Ombudsman. L'État partie avait rejeté l'allégation, sans indiquer comment l'enquête avait été menée. Le Comité a rappelé qu'un État partie a l'obligation d'enquêter sérieusement sur les allégations de violation du Pacte formulées en application de la procédure prévue au titre du Protocole facultatif, et d'adresser au Comité sans délai excessif les résultats détaillés de l'enquête. En l'absence de réponse circonstanciée de la part de l'État partie, le Comité a conclu à une violation de l'article 7.

456. Le Comité a abouti à une conclusion analogue dans les affaires Nos 564/1993 (*Leslie c. Jamaïque*), 615/1995 (*Young c. Jamaïque*), 617/1995 (*Finn c. Jamaïque*), 635/1995 (*E. Morrisson c. Jamaïque*), 749/1997 (*McTaggart c. Jamaïque*) et 750/1997 (*Daley c. Jamaïque*). Dans les affaires Nos 619/1995 (*Deidrick c. Jamaïque*), 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*) et 732/1997 (*Whyte c. Jamaïque*), le Comité a estimé que les auteurs avaient été gardés dans des conditions de détention qui constituaient une violation de l'article 7.

457. Dans sa jurisprudence relative aux plaintes selon lesquelles la détention prolongée dans le quartier des condamnés à mort constitue un traitement cruel, inhumain et dégradant, le Comité a toujours estimé que les faits et les circonstances de chaque cas doivent être examinés afin de déterminer si une question est soulevée au titre de l'article 7 et qu'en l'absence d'autres circonstances plus impérieuses, les procédures judiciaires prolongées ne constituent pas en soi un traitement de cette nature. À la suite des constatations qu'il a adoptées à sa cinquante-sixième session à propos de l'affaire No 588/1994 (*Errol Johnson c. Jamaïque*), le Comité a examiné une fois de plus les conséquences qu'il y aurait à considérer, dans les affaires Nos 554/1993 (*Lavende c. Trinité-et-Tobago*) et 55/1993 (*Bickaroo c. Trinité-et-Tobago*) que la durée de la détention dans le quartier des condamnés à mort constitue en soi une violation des articles

7 et 10 et il a conclu dans ces affaires que la durée de la détention dans le quartier des condamnés à mort ne constituait pas une violation de l'article 7. Cinq membres du Comité ont joint à cette conclusion une opinion individuelle dissidente. Une conclusion analogue a été formulée dans les affaires Nos 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*), 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*) et 750/1997 (*Daley c. Jamaïque*).

458. Dans l'affaire No 609/1995 (*Williams c. Jamaïque*), le Comité a rappelé la jurisprudence qui est évoquée au paragraphe précédent, mais a estimé qu'il y avait eu violation de l'article 7 en raison des circonstances particulières du cas d'espèce, les faits dont le Comité était saisi prouvant que l'état psychique de M. Williams s'était sérieusement dégradé pendant sa détention dans le quartier des condamnés à mort et qu'il n'avait pas reçu les soins médicaux nécessaires.

459. Dans l'affaire No 706/1996 (*T. c. Australie*), le Comité a jugé que l'expulsion de l'auteur d'Australie en Malaisie ne constituerait pas une violation par l'État partie de ses obligations au titre de l'article 7, car les renseignements dont il était saisi ne permettaient pas d'établir que cette expulsion aurait pour conséquence prévisible et inéluctable d'exposer l'auteur à un traitement constituant une violation de cet article.

c) *Liberté et sécurité de la personne*  
(article 9 du Pacte)

460. Le paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte garantit à chacun le droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Il dispose que nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires et que nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévue par la loi.

461. Dans les affaires Nos 623/1995 (*Domukovsky c. Géorgie*) et 626/1995 (*Gelbakhiani c. Géorgie*), les auteurs ont déclaré qu'ils avaient été arrêtés illégalement par des forces spéciales géorgiennes alors qu'ils résidaient sur le territoire de l'Azerbaïdjan, pays voisin. Bien que l'État partie ait fait valoir que l'arrestation avait été opérée en application d'un accord passé avec les autorités de ce pays, il n'avait fourni aucun renseignement précis sur cet accord, alors que les auteurs avaient produit une lettre du Ministère azerbaïdjanais des affaires intérieures indiquant qu'à sa connaissance, ils n'avaient fait l'objet d'aucun mandat d'arrêt. Dans ces conditions, le Comité a estimé que l'allégation devait être dûment prise en considération et a conclu que l'arrestation constituait une violation du paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte.

462. Le paragraphe 2 de l'article 9 dispose que tout individu arrêté devra être informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans les

plus courts délais, de toute accusation portée contre lui. Dans l'affaire No 624/1995 (*Tsiklauri c. Géorgie*), l'auteur avait été arrêté sans mandat, et ce n'est qu'après un an de détention qu'un mandat lui a été présenté. L'État partie a rejeté l'allégation, mais n'a fourni aucun renseignement précis sur le moment où ce mandat a été servi à l'auteur. Le Comité a donc conclu à une violation du paragraphe 2 de l'article 9.

463. Le Comité a abouti à la même conclusion dans l'affaire No 635/1995 (*E. Morrisson c. Jamaïque*).

464. Le paragraphe 3 de l'article 9 prévoit notamment que tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. Le Comité a constaté des violations de cette disposition dans les affaires Nos 585/1994 (*Jones c. Jamaïque*), 635/1995 (*E. Morrisson c. Jamaïque*), 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*) et 750/1997 (*Daley c. Jamaïque*).

465. Le paragraphe 3 de l'article 9 prévoit aussi que tout individu arrêté du chef d'une infraction pénale devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. Le Comité a constaté une violation de cette disposition dans les affaires Nos 617/1995 (*Finn c. Jamaïque*) (deux ans et cinq mois de détention provisoire), 162/1995 (*Smart c. Trinité-et-Tobago*) (plus de deux ans de détention provisoire), 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*) (27 mois de détention provisoire), 732/1997 (*Whyte c. Jamaïque*) (trois ans de détention provisoire) et 733/1997 (*Perkins c. Jamaïque*) (un an et neuf mois de détention provisoire).

d) *Traitement en prison (article 10 du Pacte)*

466. Le paragraphe 1 de l'article 10 dispose que toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. Le Comité a estimé que les conditions de détention constituaient une violation de cette disposition dans les affaires Nos 564/1993 (*Leslie c. Jamaïque*), 569/1993 (*Matthews c. Trinité-et-Tobago*), 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*), 585/1994 (*Jones c. Jamaïque*), 591/1994 (*Chung c. Jamaïque*), 609/1995 (*Williams c. Jamaïque*), 617/1995 (*Finn c. Jamaïque*), 619/1995 (*Deidrick c. Jamaïque*), 623/1995 (*Domukovskyc. Géorgie*), 624/1995 (*Tsiklauri c. Géorgie*), 626/1995 (*Gelbakhiani c. Géorgie*), 627/1995 (*Dokvadze c. Géorgie*), 635/1995 (*E. Morrisson c. Jamaïque*), 676/1996 (*Yasseen et Thomas c. le Guyana*), 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*), 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*), 732/1997 (*Whyte c. Jamaïque*), 733/1997 (*Perkins c. Jamaïque*), 734/1997 (*McLeod c. Jamaïque*), 749/1997 (*McTaggart c. Jamaïque*) et 750/1997 (*Daley c. Jamaïque*).



e) *Garanties d'un procès équitable (article 14 du Pacte)*

467. Le paragraphe 1 de l'article 14 garantit l'égalité devant les tribunaux et le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi. Dans l'affaire No 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*), M. Polay avait été jugé par un tribunal spécial composé de juges anonymes dans une prison éloignée. Le Comité a considéré que :

«En pareille situation, les défenseurs ne savent pas qui sont leurs juges, ce qui constitue une entrave inacceptable à la préparation de leur défense et à la communication avec leurs avocats. De plus, ce système ne garantit pas un aspect essentiel d'un jugement équitable au sens de l'article 14 du Pacte, à savoir que le tribunal doit être indépendant et impartial, et vu comme tel. Dans un système où les procès se déroulent devant des "juges anonymes", ni l'indépendance ni l'impartialité des juges ne sont garanties, car le tribunal qui est une instance ad hoc peut se composer de membres actifs des forces armées» (annexe XI, sect. F, par. 8.8).

Le Comité a conclu à une violation du paragraphe 1 de l'article 14.

468. Dans les affaires Nos 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*) et 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*), le Comité a rappelé que la procédure devant la Cour constitutionnelle devait répondre aux règles garantissant un jugement équitable énoncé au paragraphe 1 de l'article 14. Dans les affaires à l'examen, les auteurs avaient été condamnés à mort et n'avaient pas disposé d'assistance judiciaire pour introduire une requête constitutionnelle en révision de leurs procès qui auraient été entachés d'irrégularités. Dans ces conditions, le Comité a estimé que la règle de la garantie d'un procès équitable devait concorder avec le principe énoncé au paragraphe 3 d) de l'article 14 a conclu à la violation de l'article 14. Quatre membres du Comité ont joint des opinions dissidentes à cette conclusion.

469. Pendant la période couverte par le rapport, le Comité s'est demandé, dans les affaires Nos 591/1994 (*Chung c. Jamaïque*), 749/1997 (*McTaggart c. Jamaïque*) et 813/1998 (*Chadee et consorts c. Trinité-et-Tobago*), si la cause des accusés avait été entendue équitablement ou s'il y avait eu violation de la règle de présomption d'innocence (garantie par le paragraphe 2 de l'article 14) en raison de la publicité qui avait été faite avant les procès et des manifestations d'hostilité de la part du public. Dans les trois affaires, le Comité a conclu que les circonstances dans lesquelles le procès s'était déroulé ne constituaient pas de violation des paragraphes 1 et 2 de l'article 14 du Pacte.

470. Le Comité a conclu à une violation de la règle de présomption d'innocence dans l'affaire No 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*) (voir par. 467 plus haut).

471. Le paragraphe 3 b) de l'article 14 stipule que toute personne accusée d'une infraction pénale a droit à disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix. Pendant la période à l'examen, le Comité a conclu à des violations de cette disposition dans les affaires Nos 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*) et 676/1996 (*Yasseen c. le Guyana*).

472. Le paragraphe 3 c) de l'article 14 donne à tout accusé le droit d'être jugé sans retard excessif. Des violations de cette disposition ont été constatées dans les affaires Nos 532/1993 (*Thomas c. Jamaïque*) (où il s'était écoulé 31 mois entre l'arrestation et la condamnation, auxquels se sont ajoutées trois années avant le jugement en appel), 564/1993 (*Leslie c. Jamaïque*) (29 mois entre l'arrestation et le procès), 617/1995 (*Finn c. Jamaïque*) (deux ans et cinq mois entre l'arrestation et le procès), 635/1995 (*E. Morrisson c. Jamaïque*) (deux ans et demi entre l'inculpation et le procès), 672/1995 (*Smart c. Trinité-et-Tobago*) (deux ans entre l'arrestation et le procès), 676/1996 (*Yasseen et Thomas c. le Guyana*) (deux ans entre la décision de la Cour d'appel de rouvrir le procès et le prononcé du nouveau jugement), 704/1996 (*Shaw c. Jamaïque*) et 705/1996 (*D. Taylor c. Jamaïque*) (27 mois entre l'arrestation et le procès), 732/1997 (*Whyte c. Jamaïque*) (trois ans entre l'arrestation et le procès), 750/1997 (*Daley c. Jamaïque*) (deux ans et sept mois entre la condamnation et l'examen de recours).

473. Le paragraphe 3 d) de l'article 14 dispose que toute personne a droit à être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur qui doit lui être attribué d'office, sans frais, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige. Dans l'affaire No 585/1994 (*Jones c. Jamaïque*), le défenseur de l'accusé avait admis en appel que le recours de son client n'était pas fondé. Le Comité a considéré que, conformément au paragraphe 3 d) de l'article 14, la cour était tenue de faire en sorte que le défenseur plaide la cause de son client d'une manière qui ne soit pas incompatible avec les intérêts de la justice. Dans une affaire de condamnation à mort, lorsque le défenseur déclare que le recours n'est pas fondé, la cour devrait s'assurer que l'accusé a bien été consulté et informé. Si tel n'est pas le cas, elle doit veiller à ce que l'accusé soit informé de la situation et ait la possibilité de faire appel à un autre défenseur. Dans ces conditions, le Comité a conclu à une violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 (voir annexe XI, sect. G, par. 9.5).

474. Dans les affaires Nos 623, 624, 626 et 627/1995 (*Domukovsky et consorts c. Géorgie*), il n'a pas été contesté que les auteurs ont été empêchés d'assister à leur procès

pendant de longues périodes et que M. Domukovsky est resté sans représentant pendant un certain temps alors que M. Tsiklauri et M. Gelbakhiani étaient représentés par des défenseurs dont ils avaient refusé les services, n'ayant pas été autorisés à se défendre eux-mêmes ni à être représentés par des conseils de leur choix. Le Comité a affirmé que :

«Lors d'un procès qui peut aboutir à une condamnation à mort, ce qui était le cas pour chacun des auteurs, le droit à la défense est inaliénable et doit être respecté dans toutes les instances, sans exception. Ce droit comporte le droit de l'accusé d'être jugé en sa présence, d'être défendu par un conseil de son choix et de ne pas être obligé d'accepter les services d'un avocat désigné d'office. En l'espèce, l'État partie n'a pas prouvé qu'il avait pris toutes les mesures raisonnables pour assurer la présence continue des auteurs au procès, malgré leur comportement prétendument perturbateur. L'État partie n'a pas non plus veillé à ce que chacun des auteurs soit à tous moments défendu par un conseil de son choix» (annexe XI, sect. M, par. 18.9).

En conséquence, le Comité a conclu que les faits révélaient une violation du paragraphe 3 d) de l'article 14, en ce qui concerne chacun des auteurs.

475. Le Comité a également conclu à une violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 dans les affaires Nos 532/1993 (*Thomas c. Jamaïque*) et 554/1993 (*Lavende c. Trinité-et-Tobago*) (où les auteurs se sont vu dénier le droit à une assistance judiciaire pour obtenir l'autorisation de saisir le Conseil privé), 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*) (où le procès s'est déroulé devant des juges anonymes), 676/1996 (*Yasseen et Thomas c. le Guyana*) (où les auteurs n'étaient pas représentés pendant les quatre premiers jours du procès).

476. Le paragraphe 5 de l'article 14 dispose que toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi. Le Comité a conclu à une violation de cette disposition dans les affaires Nos 623, 624, 626 et 627/1995 (*Domukovsky et consorts c. Géorgie*), car, d'après les renseignements produits, les auteurs n'ont pas pu faire appel de la déclaration de culpabilité ni de la condamnation prononcées à leur encontre, la loi ne prévoyant qu'un contrôle judiciaire qui a eu lieu sans qu'ils soient entendus et n'a porté que sur des points de droit.

g) *Le droit à l'égalité devant la loi et l'interdiction de la discrimination (art. 26)*

477. Dans l'affaire No 651/1995 (*Snijders et consorts c. les Pays-Bas*), les auteurs, des célibataires qui avaient souffert

de maladies de longue durée, se sont déclarés victimes de discrimination du fait qu'ils avaient dû prendre en charge une partie, calculée en fonction de leur revenu, du coût de leur séjour dans une maison de santé, le plafond de leur contribution au coût étant le même que celui de la contribution demandée aux couples dont les deux conjoints se trouvent dans la même situation. Le Comité a estimé que le paiement d'une contribution liée au revenu n'était pas discriminatoire et que, les auteurs n'avaient pas prouvé qu'ils étaient victimes de discrimination puisque aucun d'eux n'avait payé le montant maximum de la contribution.

## F. Réparations demandées par le Comité dans ses constatations

478. Lorsque le Comité a conclu dans ses «constatations» conformément au paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif, qu'il y a violation d'une disposition du Pacte, il demande à l'État partie de prendre les mesures appropriées pour y remédier (par exemple, commutation de peine, libération ou réparation suffisante des violations subies). Lorsqu'il recommande des réparations, le Comité fait observer en outre :

«Considérant qu'en devenant partie au Protocole facultatif, l'État partie a reconnu que le Comité a compétence pour déterminer s'il y a eu ou non violation du Pacte et que, conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa compétence les droits reconnus dans le Pacte, et à veiller à ce qu'ils disposent d'un recours utile en cas de violation de ces droits et à ce que bonne suite soit donnée à ce recours, le Comité souhaiterait recevoir de l'État partie, dans un délai de 90 jours, des renseignements sur les mesures qu'il aura prises pour donner suite à ses constatations» (voir, par exemple, les constatations du Comité dans les affaires Nos 532/1993 (*Thomas c. Jamaïque*), 555/1993 (*Lavende c. Trinité-et-Tobago*), 569/1993 (*Matthews c. Trinité-et-Tobago*), 577/1994 (*Polay Campos c. Pérou*), 585/1994 (*Jones c. Jamaïque*), 609/1995 (*Williams c. Jamaïque*), 615/1995 (*Young c. Jamaïque*), 623/1995 (*Domukhovsky c. Géorgie*), 624/1995 (*Tsikhlauri c. Géorgie*), 626/1995 (*Gelbakhiani c. Géorgie*), 627/1995 (*Dokvadze c. Géorgie*), 672/1995 (*Smart c. Trinité-et-Tobago*), 676/1996 (*Yasseen et Thomas c. le Guyana*)).

479. Le Comité vérifie que les États répondent à ces demandes d'informations au moyen de sa procédure de suivi (voir le chapitre VIII du présent rapport).

## Notes

<sup>1</sup> À sa 1625<sup>e</sup> séance, le 24 octobre 1997 (soixante et unième session), le Comité a décidé de suspendre l'examen de la communication 703/1996 (*Rockcliffe Ross c. le Guyana*). La communication, datée du 2 juin 1996 et reçue au secrétariat le 3 juin 1996, concernait l'exécution de l'auteur qui devait avoir lieu le 4 juin 1996 à 8 heures du matin, heure locale (14 heures, heure de Genève). Malgré une demande de sursis à exécution autorisée par le Président du Comité et communiquée par tous les moyens disponibles aux autorités guyaniennes, y compris une télécopie à la présidence, un appel téléphonique au directeur de la prison d'État de Georgetown où l'auteur était détenu et la dictée du texte de la demande à l'adjoint du Directeur, l'auteur a été pendu le 4 juin 1996, au matin. Dans une réponse à une lettre du Président que le Comité avait autorisé à écrire pour exprimer sa consternation devant l'exécution de l'auteur, l'État partie a fait savoir que les autorités compétentes n'avaient pas été informées de la demande du Comité à temps pour arrêter l'exécution. Comme la communication dont le Comité était saisi initialement n'était pas suffisante pour donner suite et comme l'avocat de l'auteur n'avait pas répondu à la demande que le Comité lui avait adressée pour savoir s'il avait l'intention de poursuivre, le Comité a décidé de mettre fin à l'examen de l'affaire et de rendre sa décision publique dans son prochain rapport annuel.

## VIII.

### Activités de suivi au titre du Protocole facultatif

480. De sa septième session, en 1979, à sa soixante-troisième session, en juillet 1998, le Comité des droits de l'homme a adopté 293 constatations sur des communications reçues et examinées au titre du Protocole facultatif et a conclu à des violations du Pacte dans 223 cas.

481. À sa trente-neuvième session, en juillet 1990, le Comité a adopté une procédure pour assurer le suivi de ses constatations après application du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif et a créé la fonction de rapporteur spécial pour le suivi des constatations<sup>1</sup>. Depuis la cinquante-neuvième session, les fonctions de rapporteur spécial chargé du suivi des constatations sont exercées par M. Prafullachandra Natwarlal Bhagwati.

482. L'article 95 du règlement intérieur du Comité définit le mandat du Rapporteur spécial.

483. Le Rapporteur spécial envoie aux États parties des demandes d'informations sur le suivi des constatations depuis

le début de 1991. Des informations ont été demandées sur la suite donnée à toutes constatations dans lesquelles le Comité a conclu à une violation du Pacte. Au début de la soixante-troisième session du Comité, des renseignements avaient été communiqués en ce qui concerne 133 constatations; aucune réponse n'avait été reçue en ce qui concerne 70 constatations; pour 13 d'entre elles, le délai de réception des informations n'était pas encore échu. Dans de nombreux cas, le Secrétariat a aussi été informé par des auteurs de communications qu'il n'avait pas été donné suite aux constatations du Comité. À l'inverse, il est arrivé dans quelques rares cas que l'auteur d'une communication informe le Comité que l'État partie avait donné suite à ses recommandations et que ce ne soit pas l'État partie lui-même qui le lui fasse savoir.

484. Le classement par catégories des réponses sur la suite donnée aux constatations manque nécessairement de précision. Au début de la soixante-troisième session, environ 30 % des réponses reçues pouvaient être considérées comme satisfaisantes en ce sens qu'elles montraient que l'État partie était prêt à donner suite aux constatations du Comité ou à accorder réparation au plaignant. De nombreuses réponses indiquaient simplement que la victime n'ayant pas présenté de demande de réparation dans les délais réglementaires, aucune indemnisation ne lui avait été versée. D'autres réponses ne pouvaient pas être considérées comme satisfaisantes car, soit elles ne traitaient pas du tout des recommandations du Comité, soit elles n'en abordaient qu'un aspect.

485. Quant aux autres réponses, l'État partie soit contestait ouvertement les constatations du Comité en invoquant des raisons de fait ou de droit, soit donnait des informations très tardives sur le fond de l'affaire, soit promettait d'ouvrir une enquête sur la question examinée par le Comité, soit encore indiquait qu'il ne donnerait pas suite, pour une raison ou pour une autre, aux recommandations du Comité.

486. Le précédent rapport du Comité (A/52/40) contenait une ventilation par pays des réponses reçues ou attendues à la date du 30 juin 1997. La liste qui suit énumère les nouveaux cas à propos desquels des renseignements ont été demandés aux États. (N'y sont pas incluses les constatations pour lesquelles le délai de réception des informations de suivi n'a pas encore expiré). La liste indique également les cas où les réponses sont attendues. Le plus souvent la situation n'a pas changé depuis le rapport précédent. Cela tient à ce que les ressources mises à la disposition du Comité ont été considérablement réduites pendant l'année en cours, ce qui a empêché le démarrage d'un programme de suivi systématique et complet.

Argentine	Une décision concluant à des violations: voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 455.
Australie	Deux constatations concluant à des violations : 488/1992 – <i>Toonen</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; pour la réponse sur la suite donnée, voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 456; les lois en cause ont été abrogées depuis; 560/1993 – A [rapport de 1997 (A/52/40)]; réponse sur la suite donnée, datée du 16 décembre 1997 (voir par. 491 ci-après).
Autriche	Une décision concluant à des violations : voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 524.
Bolivie	Deux constatations concluant à des violations : voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 524.
Cameroun	Une décision concluant à des violations : 458/1991 – <i>Mukong</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; la réponse de l'État partie sur la suite donnée est

	toujours attendue; voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 524 et 532.
Canada	Six constatations concluant à des violations : 24/1978 – <i>Lovelace</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 1) <sup>2</sup> ; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2, annexe I) <sup>3</sup> ; 27/1978 – <i>Pinkney</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 1); aucune réponse de l'État partie sur la suite donnée à cette constatation; 167/1984 – <i>Ominayak</i> [Rapport de 1990 (A/45/40)]; réponse de l'État partie en date du 25 novembre 1991, non publiée; 359/1989 et 385/1989 – <i>Davidson et McIntyre</i> [rapport de 1993 (A/48/40)]; réponse de l'État partie en date du 2 décembre 1993, non publiée; 469/1991 – <i>Ng</i> [Rapport de 1994 (A/49/40)]; réponse de l'État partie en date du 3 octobre 1994, non publiée.
Colombie	Neuf constatations concluant à des violations : pour les huit premières constatations, voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 439 à 441 et rapport de 1997 (A/52/40), par. 533 à 535; 612/1995 – <i>Arhuacos</i> (rapport de 1997); pas de réponse sur la suite donnée.
Équateur	Cinq constatations concluant à des violations : 238/1997 – <i>Bolanos</i> [rapport de 1989 (A/44/40)]; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir le rapport de 1990 (A/45/40), vol. II, annexe XII, B; 277/1988 – <i>Teran Jijon</i> [rapport de 1992 (A/47/40)]; réponse sur la suite donnée en date du 11 juin 1992, non publiée; 319/1988 – <i>Canon Garcia</i> (rapport de 1992); aucune réponse sur la suite donnée n'a été reçue; 480/1991 – <i>Fuenzalida</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]; 481/1991 – <i>Ortega</i> (rapport de 1996); pour ces deux derniers cas, réponse de l'État partie sur la suite donnée en date du 9 janvier 1998 (voir par. 497 ci-après). Des consultations sur le suivi ont eu lieu avec la Mission permanente de l'Équateur pendant la soixante et unième session (voir par. 493 ci-après).
Espagne	Deux constatations concluant à des violations : 493/1992 – <i>G. J. Griffin</i> [rapport de 1995 (A/50/40)]; la réponse de l'État partie sur la suite donnée, datée du 30 juin 1995 et non publiée, conteste les conclusions du Comité; 526/1993 – <i>Hill</i> [rapport de 1997 (A/52/40)]; réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 9 octobre 1997 (voir par. 499 ci-après).
Finlande	Quatre constatations concluant à des violations : 265/1987 – <i>Vuolanne</i> [rapport de 1989 (A/44/40)]; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir rapport de 1989, par. 657 et annexe XII; 291/1988 – <i>Torres</i> [rapport de 1990 (A/45/40)]; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir le rapport de 1990, vol. II, annexe XII; 387/1989 – <i>Karttunen</i> [rapport de 1993 (A/48/40)]; aucune réponse n'a été reçue concernant la suite donnée à cette constatation; 412/1990 – <i>Kivenmaa</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; réponse préliminaire de l'État partie sur la suite donnée, en date du 13 septembre 1994, non publiée.
France	Deux constatations concluant à des violations : 196/1985 – <i>Gueye et consort</i> [rapport de 1989 (A/44/40)]; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 459; 549/1993 – <i>Hopu</i> [rapport de 1997 (A/52/40)]; réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 29 janvier 1998 (voir par. 495 ci-

	après).
Guinée équatoriale	Deux constatations concluant à des violations : 414/1990 – <i>Primo Essono</i> et 468/1991 – <i>Oló Bahamonde</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]. Les réponses de l'État partie sur la suite donnée à ces deux affaires sont toujours attendues en dépit des consultations de suivi tenues avec la Mission permanente de la Guinée équatoriale pendant les cinquante-sixième et cinquante-neuvième sessions (voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 442 à 444, et rapport de 1997 (A/52/40), par. 539).
Hongrie	Deux constatations concluant à des violations : pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 540.
Jamaïque	Cinquante-sept constatations concluant à des violations : il y a eu : 9 réponses détaillées sur la suite donnée, indiquant toutes que l'État partie n'appliquera pas les recommandations du Comité; 26 réponses «standard» sur la suite donnée, indiquant simplement qu'il y a eu commutation de la peine capitale infligée à l'auteur de la plainte, à la suite de la requalification de l'infraction ou du jugement rendu par le Conseil privé le 2 novembre 1993 dans l'affaire Pratt et Morgan; 22 demandes d'information sont restées sans réponse. Des consultations sur le suivi ont eu lieu avec les représentants de l'État partie auprès de l'ONU pendant les cinquante-troisième, cinquante-cinquième, cinquante-sixième et soixantième sessions. Avant la cinquante-quatrième session du Comité, le Rapporteur spécial pour le suivi des consultations a mené une mission d'enquête à la Jamaïque (voir rapport de 1995 (A/50/40), par. 557 à 562).
Jamahiriya arabe libyenne	Une décision concluant à des violations : 440/1990 – <i>El Megreisi</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; la réponse de l'État partie sur la suite donnée est toujours attendue. L'auteur a informé le Comité que son frère avait été libéré en mars 1995. Indemnisation non encore versée.
Madagascar	Quatre constatations concluant à des violations : 49/1979 – <i>Marais</i> , 115/1982 – <i>Wight</i> , 132/1982 – <i>Monja Jaona</i> et 155/1983 – <i>Eric Hammel</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2) <sup>3</sup> . Dans ces quatre cas, la réponse de l'État partie sur la suite donnée est toujours attendue; les auteurs des deux premières communications ont informé le Comité qu'ils avaient été libérés. Des consultations sur le suivi ont eu lieu avec la Mission permanente de Madagascar à la cinquante-neuvième session (voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 543).
Maurice	Une décision concluant à des violations : 35/1978 – <i>Aumeeruddy-Cziffra</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 1) <sup>2</sup> ; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2 <sup>3</sup> , p. 237).
Nicaragua	Une décision concluant à des violations : 328/1988 – <i>Zelaya Blanco</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; la réponse de l'État partie sur la suite donnée est toujours attendue, malgré le rappel qui lui a été adressé en juin 1995 et les consultations de suivi tenues avec la Mission permanente du Nicaragua à la cinquante-neuvième session (voir rapport de 1997 (A/50/40), par. 524 et 544).
Panama	Deux constatations concluant à des violations : 289/1988 – <i>Dieter Wolf</i> [rapport de 1992 (A/47/40)]; 473/1991 – <i>Barroso</i> [rapport de 1995

	(A/50/40)]. Réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 22 septembre 1997 (voir par. 496 et 497 ci-après).
Pays-Bas	Quatre constatations concluant à des violations : 172/1984 – <i>Broeks</i> [rapport de 1987 (A/42/40)]; réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 23 février 1995, non publiée; 182/1984 – <i>Zwaan de Vries</i> (rapport de 1987); la réponse de l'État partie sur la suite donnée n'a pas été publiée; 305/1988 – <i>van Alphen</i> [rapport de 1990 (A/45/40)]; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 15 mai 1991, voir rapport de 1991 (A/46/40, par. 707 et 708; 453/1991 – <i>Coeriel et Aurick</i> [rapport de 1995 (A/50/40)]; réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 28 mars 1995, non publiée.
Pérou	Six constatations concluant à des violations : pour quatre de ces constatations, voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 524, 545 et 546; 540/1993 – <i>Celis Laureano</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]; la réponse de l'État partie sur la suite donnée est toujours attendue; 577/1994 – <i>Polay</i> (annexe XI, sect. F); réponses de l'État partie sur la suite donnée, en date des 14 avril et 2 juin 1998 (voir par. 501 ci-après).
République centrafricaine	Une décision concluant à des violations : voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 457.
République de Corée	Une décision concluant à des violations : 518/1992 – <i>Sohn</i> [rapport de 1995 (A/50/40)]; la réponse de l'État partie sur la suite donnée est toujours attendue (voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 449 et 450; rapport de 1997 (A/52/40), par. 547 et 548).
République démocratique du Congo (ex-Zaire)	Dix constatations concluant à des violations : 16/1997 – <i>Mbengue</i> , 90/1981 – <i>Luyeye</i> , 124/1982 – <i>Muteba</i> , 138/1983 – <i>Mpandanjila et consorts</i> , 157/1983 – <i>Mpaka Nsusu</i> ; et 194/1985 – <i>Miango</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2) <sup>3</sup> ; 241/1987 et 242/1987 – <i>Birindwa et Tshisekedi</i> [rapport de 1990 (A/45/40)]; 366/1989 – <i>Kanana</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; 542/1993 – <i>Tshishimbi</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]. Aucune réponse n'a été reçue de l'État partie sur la suite donnée à ces constatations malgré les deux rappels qui lui ont été adressés.
République dominicaine	Trois constatations concluant à des violations : 188/1994 – <i>Portorreal</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2) <sup>3</sup> ; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir rapport de 1990 (A/45/40), vol. II, annexe XII; 193/1985 – <i>Giry</i> (rapport de 1990); 449/1991 – <i>Mójica</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; dans ces deux derniers cas, la réponse de l'État partie sur la suite donnée a été reçue, mais elle est incomplète en ce qui concerne l'affaire No 193/1985. Des consultations sur le suivi ont eu lieu avec la Mission permanente de la République dominicaine pendant les cinquante-septième et cinquante-neuvième sessions (voir rapport de 1997 (A/52/40), par. 538).
République tchèque	Deux constatations concluant à des violations : 516/1992 – <i>Simunek et consorts</i> [rapport de 1995 (A/50/40)]; 586/1994 – <i>Adam</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]. Pour les réponses de l'État partie sur la suite donnée, voir rapport de 1996, par. 458. L'un des auteurs (communication No 516/1992) a confirmé que les recommandations du Comité étaient appliquées, les autres se plaignent de ne pas avoir obtenu la restitution

de leurs biens ou de ne pas avoir été indemnisés. Des consultations sur le suivi ont eu lieu pendant la soixante et unième session (voir par. 492, ci-après).

Sénégal	Une décision concluant à des violations : 386/1989 – <i>Famara Koné</i> [rapport de 1995 (A/50/40)]; pour la réponse de l'État partie sur la suite donnée, voir rapport de 1996 (A/51/40), par. 461. Dans une lettre datée du 29 avril 1997, l'auteur confirme qu'une indemnité lui a été proposée, mais qu'il l'a refusée, la jugeant insuffisante. À la soixante et unième session, l'État partie a informé le Comité que l'indemnité offerte avait été augmentée; voir compte rendu analytique du 21 octobre 1997 (CCPR/C/SR.1619).
Suriname	Huit constatations concluant à des violations : 146/1983 et 148 à 154/1983 – <i>Baboeram et consorts</i> (voir <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2) <sup>3</sup> ; des consultations ont eu lieu à la cinquante-neuvième session [voir rapport de 1996 (A/51/40) et rapport de 1997 (A/52/40)]; réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 2 septembre 1997 (voir par. 500 et 501 ci-après).
Togo	Deux constatations concluant à des violations : 422 à 424/1990 – <i>Adu-ayom et consorts</i> et 505/1992 – <i>K. Ackla</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]. La réponse de l'État partie sur la suite donnée à ces deux constatations est toujours attendue.
Trinité-et-Tobago	Huit constatations concluant à des violations : 232/1987 et 512/1992 – <i>Daniel Pinto</i> [rapport de 1990 (A/45/40) et rapport de 1996 (A/51/40)]; 362/1989 – <i>Soogrim</i> [rapport de 1993 (A/48/40)]; 447/1991 – <i>Leroy Shalto</i> [rapport de 1995 (A/50/40)]; 434/1990 – <i>Lal Seerattan</i> et 523/1992 – <i>Clyde Neptune</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]; 533/1993 – <i>Elahie</i> et 555/1003 – <i>LaVende</i> (voir annexe XI, sect. B). L'État partie a envoyé des réponses sur la suite donnée aux affaires Pinto, Shalto (non publiée), Neptune et Seerattan. Les réponses sur la suite donnée aux affaires Soogrim, Elahie et LaVende sont toujours attendues. Des consultations sur le suivi ont eu lieu à la soixante et unième session (voir par. 505 à 509 ci-après; voir également rapport de 1996 (A/51/40), par. 429, 452 et 453; rapport de 1997 (A/52/40), par. 550, 551 et 552).
Uruguay	Quarante-cinq constatations concluant à des violations : 43 réponses sur la suite donnée, datées du 17 octobre 1991, ont été reçues mais ne sont pas publiées. Des réponses sur la suite donnée aux deux affaires suivantes sont toujours attendues : 159/1983 – <i>Cariboni</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2) <sup>3</sup> ; 322/1988 – <i>Rodriguez</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; voir également rapport de 1996 (A/51/40), par. 454.
Venezuela	Une décision concluant à des violations : 156/1983 – <i>Solorzano</i> ( <i>Sélection de décisions</i> , vol. 2) <sup>3</sup> ; réponse de l'État partie sur la suite donnée, en date du 21 octobre 1991, non publiée.
Zambie	Trois constatations concluant à des violations : 314/1988 – <i>Bwalya</i> et 326/1988 – <i>Kalenga</i> [rapport de 1994 (A/49/40)]; 390/1990 – <i>Lubuto</i> [rapport de 1996 (A/51/40)]; une réponse de l'État partie, datée du 3 avril 1995 et non publiée, a été reçue concernant la suite donnée aux



deux premières constatations; la réponse sur la suite donnée à l'affaire No 390/1990 est toujours attendue.

487. Pour avoir des renseignements supplémentaires sur la situation en ce qui concerne toutes les constatations dont le suivi fait encore l'objet de demandes de renseignements ou doit donner lieu à des consultations, il convient de se reporter au rapport intérimaire établi pour la soixante-deuxième session du Comité (CCPR/C/62/R.1, en date du 28 février 1998). On trouvera aux paragraphes 430 à 433 du rapport du Comité pour 1996 et aux paragraphes 518 à 557 du rapport du Comité pour 1997 un aperçu général de l'expérience acquise par le Comité en ce qui concerne la procédure de suivi.

**Aperçu général des réponses reçues  
et des consultations menées  
par le Rapporteur spécial au sujet du suivi  
des constatations pendant la période à l'examen**

488. Pendant la période à l'examen, le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations a tenu des consultations avec les représentants de trois États parties au Pacte et au Protocole facultatif. Il a rencontré des représentants de la République tchèque et de l'Équateur pendant la soixante et unième session. Il a rencontré à la même session des représentants de Trinité-et-Tobago et était alors accompagné de la Présidente du Comité, Mme Christine Chanet, ainsi que du Rapporteur spécial pour les nouvelles communications.

489. Le Comité remercie les délégations des États parties de s'être prêtées à ces consultations. Il se félicite des réponses qui ont été reçues pendant la période à l'examen et accueille avec satisfaction toutes les mesures que les gouvernements ont prises ou envisagent de prendre pour donner satisfaction aux victimes de violations du Pacte. Il encourage tous les États parties qui ont adressé au Rapporteur spécial des réponses préliminaires sur leurs activités de suivi à mener à bien leurs enquêtes aussi rapidement que possible et à informer le Rapporteur spécial des résultats obtenus.

490. On trouvera ci-après un résumé des résultats des consultations menées par le Rapporteur spécial ainsi qu'un aperçu des réponses reçues pendant la période considérée.

491. **Australie.** Dans sa note du 16 décembre 1997, l'Australie a fourni des renseignements sur la suite donnée à l'affaire No 560/1993 (*A c. Australie*), adoptée le 3 avril 1997. L'État partie indique que, tout comme le Comité, il considère qu'une détention prolongée ou indéfinie n'est pas souhaitable, mais il n'accepte pas la constatation du Comité, à savoir que la détention de A était arbitraire ou que le Gouvernement n'avait pas apporté une justification suffisante.

En conséquence, il rejette la recommandation du Comité quant au versement d'une indemnité. En outre, l'État partie ne partage pas l'interprétation de l'article 9, paragraphe 4, donnée par le Comité et conteste que le terme «légalité» veuille dire «légalité au regard du droit international» ou «non arbitraire»; selon l'État partie, la «légalité» ne se réfère qu'au droit interne.

492. **République tchèque.** Le 27 octobre 1997, le Rapporteur spécial a rencontré le Représentant permanent de la République tchèque auprès de l'Office des Nations Unies à Genève au sujet des constatations du Comité sur les affaires Nos 516/1992 (*Simunek et consort*) et 566/1994 (*Adam*). Le représentant de l'État partie a indiqué que, si le fondement juridique était identique dans les deux cas, les faits étaient différents, ce qui expliquait pourquoi ces deux affaires étaient traitées dans des tribunaux différents. Il a précisé que, dans le domaine de la restitution des biens, les procédures judiciaires prenaient du temps pour la simple raison que le nombre des recours était très élevé. Il a assuré le Rapporteur spécial que le retard n'était nullement délibéré et que la cause en était la difficulté d'établir les titres de propriété, en particulier dans le cas de M. Adam. À cet égard, le représentant a déclaré que M. Adam n'avait pas introduit en justice une demande de restitution. En ce qui concerne la condition de citoyenneté, jugée discriminatoire par le Comité, il s'agit d'une exigence que la Cour constitutionnelle n'aura pas l'occasion d'examiner prochainement car aucun recours tendant à faire vérifier sa validité n'a été formellement déposé. En conclusion, le représentant a précisé que l'État partie n'était pas en désaccord avec la constatation du Comité mais a souligné qu'il incombait à Mme Simunek et à M. Adam de saisir les tribunaux tchèques de leur demande d'indemnisation et de restitution dans les délais prévus par la loi.

493. **Équateur.** Le 30 octobre 1997, le Rapporteur spécial a rencontré le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pour discuter de l'inobservation par l'État partie des recommandations formulées par le Comité dans ses constatations sur l'affaire No 480/1991 (*Fuenzalida*), et pour demander qu'une réponse soit apportée aux constatations du Comité relatives à l'affaire No 481/1991 (*Ortega*). En ce qui concerne l'indemnisation recommandée par le Comité, le Rapporteur spécial a expliqué que le principe de la séparation ne pouvait être contesté par l'État partie, mais qu'il appartenait à ce dernier de fixer le niveau de l'indemnité. S'il n'existait aucune base juridique pour le versement d'une indemnité, l'État partie devrait verser une indemnité à titre gracieux. Le représentant a

promis de faire part à son gouvernement des inquiétudes du Rapporteur.

494. L'État partie a donné des renseignements sur les deux affaires dans une note du 9 janvier 1998 que l'on peut considérer comme une communication tardive sur le fond. Elle ne dit rien des mesures éventuellement prises par l'État partie pour mettre en oeuvre les recommandations du Comité.

495. **France.** Dans une note du 29 janvier 1998, la France a fourni des renseignements sur la suite donnée aux constatations du Comité relatives à l'affaire No 549/1993 (*Hopu*). L'État partie donne des informations sur les mesures juridiques récemment adoptées pour la protection des sites culturels et indique, exemples à l'appui, qu'elles ont été appliquées avec succès. S'agissant du site mis en cause dans l'affaire *Hopu*, l'État partie dit qu'un rapport archéologique de juillet 1996 a circonscrit le site avec précision et que, après une étude scientifique, il a été décidé de modifier le plan de construction initial pour protéger les tombes proches de la mer. On a bâti un mur de soutènement pour les préserver.

496. **Panama.** Par note du 22 septembre 1997, le Panama a fourni les renseignements sur les constatations du Comité relatives aux affaires Nos 289/1988 (*Wolf*) et 473/1991 (*Del Cid*). En ce qui concerne l'affaire *Wolf*, l'État partie expose la situation de fait; il rappelle qu'à l'époque, la procédure pénale était entièrement écrite mais qu'en 1990 elle a été modifiée par la loi pour réincorporer une procédure orale, des audiences publiques et la garantie d'être défendu pour ceux qui n'ont pas les moyens de rémunérer un avocat. Pour ce qui est de la recommandation du Comité tendant à ce qu'une indemnisation soit accordée, l'État partie note que la loi exige la fixation du montant et des précisions sur les préjudices causés. Les observations de l'État partie n'indiquent pas clairement si M. Wolf devrait agir en justice pour obtenir cette indemnisation.

497. S'agissant de l'affaire *Del Cid*, l'État partie dit qu'il accepte les conséquences juridiques découlant du fait qu'il a ratifié le Pacte et le Protocole facultatif mais rappelle que des pressions financières s'exercent sur le système de justice criminelle en raison de la dette extérieure de l'État, laquelle empêche la mise en place d'un plus grand nombre de tribunaux alors même que l'accroissement de la criminalité entraîne un surpeuplement des prisons. Selon l'État partie et compte tenu de la situation de fait, les trois années qui se sont écoulées avant que M. Del Cid ne passe en jugement sont justifiées. L'État partie note que M. Del Cid était assisté d'avocats spécialisés pendant son procès et que c'est à eux qu'il incombe d'engager des recours pour réclamer l'indemnisation recommandée par le Comité. À cet égard, l'État partie se réfère aux articles 1033 et 1034 du Code judiciaire, à

l'article 178 de la loi No 65 du 24 décembre 1996 sur les ordonnances judiciaires accordant réparation.

498. **Pérou.** Dans ses notes datées du 14 avril et du 2 juin 1998, le Pérou a donné des renseignements sur les constatations du Comité relatives à l'affaire No 577/1994 (*Polay Campos*). L'État partie conteste les constatations du Comité concluant à des violations. En ce qui concerne la recommandation du Comité tendant à ce que M. Polay Campos soit rejugé conformément aux dispositions du Pacte exigeant un procès équitable, l'État partie indique qu'une condamnation peut être modifiée s'il est fait usage d'une voie de recours extraordinaire, le recours en révision prévu à l'article 361 du Code de procédure criminelle. Une demande en révision doit être présentée à la Cour suprême, accompagnée des documents justificatifs, par l'accusé ou par ses ayants droit. La Cour suprême a le pouvoir d'annuler la peine qui a été imposée et d'ordonner un nouveau jugement.

499. **Espagne.** Dans sa note du 9 octobre 1997, l'Espagne a fourni des renseignements concernant les constatations du Comité dans l'affaire No 526/1993 (*Hill*). L'État partie précise que les demandeurs ont droit à un recours effectif, qu'il s'agisse d'un recours administratif, judiciaire, constitutionnel (*amparo*) ou même d'un recours international (en vertu de la Convention européenne). Il renvoie à ce sujet aux articles 24, paragraphe 1, 106, paragraphe 2, et 121 de la Constitution concernant l'indemnisation des préjudices causés par la violation des droits de l'individu.

500. **Suriname.** Dans sa note du 27 août 1997, le Suriname réaffirme qu'il est résolu à respecter les droits fondamentaux de l'homme et que le meilleur moyen d'y parvenir est d'appliquer un ensemble intégré de mesures tenant compte de ces droits sous tous leurs aspects. L'État partie reconnaît qu'il faut accorder une réparation appropriée aux familles des victimes de violations des droits de l'homme. À l'heure actuelle, l'État partie s'efforce de trouver d'urgence des solutions pour faire face aux circonstances économiques et sociales pénibles qui règnent dans le pays et il envisage d'ouvrir à l'échelon national un débat sur tous les aspects des droits de l'homme, à la fois politiques et économiques. L'État partie fera part au Comité des résultats de ces débats dès qu'ils seront disponibles.

501. La réponse ne mentionne rien quant aux mesures concrètes éventuellement prises pour tenir compte des constatations du Comité sur les communications Nos 146 et 148-154/1983 (*Baboeram et consorts*).

502. **Trinité-et-Tobago.** Le 21 octobre, la Présidente, Mme Chanet, le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations, M. Bhagwati et le Rapporteur spécial pour les nouvelles communications, M. Pocar, ont rencontré le

Représentant permanent de Trinité-et-Tobago auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pour discuter de la suite donnée aux constatations. Le Représentant a indiqué que le Secrétariat ne semblait pas avoir reçu une réponse récente relative à la communication No 447/1991 (*Shalto*) informant le Comité que le demandeur avait bénéficié de la grâce présidentielle et avait été mis en liberté. Copie de cette réponse a été transmise. À l'issue de cette rencontre, il a été décidé qu'une demande officielle relative à l'envoi d'une mission à Trinité-et-Tobago par le Comité serait adressée aux représentants de l'État partie.

503. Dans une note datée du 15 octobre 1997, l'État partie a fourni des renseignements au sujet de l'affaire No 512/1992 (*Pinto*). Il a informé le Comité que le Comité consultatif des remises de peine n'avait pas recommandé la libération de M. Pinto car, selon un rapport du travailleur social qui s'occupait de lui, son comportement paraissait militer contre une telle remise en liberté. Le Commissaire aux prisons a recommandé de reprendre l'examen du dossier de M. Pinto le 3 novembre 2000.

504. Dans sa note du 27 novembre 1997, l'État partie a donné des renseignements au sujet de l'affaire No 434/1992 (*Seerattan*). Il explique que le dossier de M. Seerattan a été renvoyé au Ministre de la sûreté nationale qui est chargé de conseiller le Président sur les remises de peine. Le Ministre a consulté le Comité consultatif des remises de peine qui était saisi, entre autres, de la recommandation du Comité des droits de l'homme, d'une évaluation psychologique et de rapports établis par le Commissaire aux prisons et l'Agent de probation en chef. Après examen, le Ministre n'a pas cru devoir recommander au Président d'accorder une remise de peine à ce moment-là. Selon le règlement pénitentiaire, la condamnation de M. Seerattan à l'emprisonnement à vie sera réexaminée en janvier 1998.

505. Dans sa note du 14 janvier 1998, l'État partie a fourni des renseignements sur la suite donnée aux constatations du Comité relatives à l'affaire No 523/1992 (*Neptune*). L'État partie explique que, le Comité ayant recommandé de libérer M. Neptune avant qu'il ait fini de purger sa peine, son dossier a été renvoyé au Ministre de la sûreté nationale. Le Ministre consultera le Comité consultatif des remises de peine qui sera saisi, entre autres, de la recommandation du Comité des droits de l'homme, d'une évaluation psychologique de M. Neptune et de rapports établis par le Commissaire aux prisons et l'Agent de probation en chef. En ce qui concerne l'amélioration des conditions de détention, l'État partie estime que la description qu'en a donnée M. Neptune est exagérée. Selon l'État partie, le Commissaire aux prisons a fait une enquête sur les plaintes dont le Comité s'était fait l'écho et a constaté que les normes voulues étaient respectées.

506. En ce qui concerne les mesures à prendre pour que des violations des articles 9, paragraphe 3, 10, paragraphe 1, et 14, paragraphes 3 c) et 5 ne se reproduisent plus à l'avenir, l'État partie donne au Comité l'assurance qu'il procédera à des réformes législatives et procédurales lorsque cela sera nécessaire pour lui permettre de respecter les obligations imposées par le Pacte. À cet égard, l'État partie précise qu'il a déjà affecté des ressources supplémentaires au corps judiciaire pour l'aider à éliminer les retards au stade de l'instruction. Douze nouveaux postes ont été créés dans la magistrature et quatre autres juges assesseurs ont été nommés à la Haute Cour. Il a été créé un service pour la gestion des affaires dont l'objectif est de faire en sorte que les délais soient strictement respectés dans les cas où la liberté sous caution n'est pas accordée et où l'accusé est mis en détention en attendant d'être jugé. Des réformes législatives ont également été introduites et l'adoption d'une législation nouvelle est envisagée. En ce qui concerne le retard avec lequel sont jugés les appels, l'État partie explique que, à la suite du jugement rendu par le Conseil privé dans l'affaire *Pratt and Morgan*, trois nouveaux conseillers ont été nommés à la cour d'appel. On a mis sur pied un service de comptes rendus assistés par ordinateur pour faciliter et accélérer la préparation de la documentation des tribunaux de façon que les recours puissent être jugés rapidement. L'adoption de ces mesures a permis d'éliminer l'arriéré. Pour ce qui est des conditions de détention, l'État partie explique que l'on a pris des dispositions pour remédier au surpeuplement des prisons en accordant des remises de peine et en libérant les détenus condamnés à de longues peines. On a construit une nouvelle prison de sécurité maximale qui peut recevoir environ 2 100 détenus.

507. Le Comité a décidé que, vu les réponses reçues, de nouvelles consultations sur les suites données aux constatations auraient lieu avec l'Australie, l'Espagne, le Panama, le Suriname et Trinité-et-Tobago.

#### **Publicité donnée aux activités de suivi**

508. Pendant sa cinquantième session, en mars 1994, le Comité a adopté formellement un certain nombre de décisions sur les mesures à prendre pour assurer l'efficacité et la publicité de la procédure de suivi. Ces décisions qui sont exposées en détail aux paragraphes 435, 436 et 437 du rapport de 1996 du Comité (A/51/40) prévoient l'adoption de mesures destinées à faire connaître les activités de suivi et à indiquer au public quels sont les États parties qui coopèrent et ceux qui ne coopèrent pas avec le Rapporteur spécial.

#### **Inquiétude en ce qui concerne les suites données aux constatations**

509. Le Comité confirme qu'il gardera constamment à l'étude le fonctionnement de la procédure de suivi.

510. Le Comité déplore à nouveau que, contrairement aux recommandations qu'il avait formulées dans ses rapports de 1995, 1996 et 1997, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme n'ait toujours pas prévu dans son budget des crédits pour financer au moins une mission d'enquête en matière de suivi par an. Le Comité considère également que, malgré ses demandes répétées, les ressources en personnel dont il dispose pour s'acquitter de son mandat en matière de suivi restent insuffisantes, ce qui empêche le bon déroulement des activités de suivi, y compris les missions. À cet égard, le Comité s'inquiète vivement de ce que, faute de personnel, aucune consultation sur les suites données aux constatations n'ait pu être organisée pendant les soixante-deuxième et soixante-troisième sessions. C'est pourquoi le Comité n'est pas à même de fournir dans le présent rapport une liste complète des États qui n'ont pas coopéré à la procédure de suivi. Les États énumérés dans le précédent rapport et dont les réponses sont toujours attendues sont les suivants : Cameroun, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Madagascar, Nicaragua, République démocratique du Congo, Togo, Uruguay et Zambie.

## Notes

<sup>1</sup> Le mandat figure dans le rapport du Comité à l'Assemblée générale pour 1990. Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 40 (A/45/40)*, annexe XI.

<sup>2</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Comité des droits de l'homme, *Sélection de décisions prises en vertu du Protocole facultatif* (CCPR/C/OP/1) (publication des Nations Unies, numéro de vente : 84.XIV.2), vol. 1.

<sup>3</sup> Ibid. (CCPR/C/OP/2) (publication des Nations Unies, numéro de vente : 89.XIV.1), vol. 2.

## Annexe I

### États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux protocoles facultatifs qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41 du Pacte à la date du 31 juillet 1998

État partie	Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession	Date d'entrée en vigueur
<b>A. Pacte international relatif aux droits civils et politiques (138)</b>		
Afghanistan	24 janvier 1983 <sup>a</sup>	24 avril 1983

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Albanie	4 octobre 1991 <sup>a</sup>	4 janvier 1992
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Allemagne	17 décembre 1973	23 mars 1976
Angola	10 janvier 1992 <sup>a</sup>	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménie <sup>b</sup>	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	13 août 1980	13 novembre 1980
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan <sup>b</sup>	13 août 1992 <sup>a</sup>	13 novembre 1992
Barbade	5 janvier 1973 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Bélarus	12 novembre 1973	23 mars 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Belize	10 juin 1996 <sup>a</sup>	10 septembre 1996
Bénin	12 mars 1992 <sup>a</sup>	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 <sup>a</sup>	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er septembre 1993 <sup>c</sup>	6 mars 1992
Brésil	24 janvier 1992 <sup>a</sup>	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	23 mars 1976
Burundi	9 mai 1990 <sup>a</sup>	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 <sup>a</sup>	26 août 1992
Cameroun	27 juin 1984 <sup>a</sup>	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 <sup>a</sup>	19 août 1976
Cap-Vert	6 août 1993 <sup>a</sup>	6 novembre 1993
Chili	10 février 1972	23 mars 1976
Chypre	2 avril 1969	23 mars 1976
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 <sup>a</sup>	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 <sup>a</sup>	26 juin 1992
Croatie	12 octobre 1992 <sup>c</sup>	8 octobre 1991
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Dominique	17 juin 1993 <sup>a</sup>	17 septembre 1993
Égypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980
Équateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie <sup>b</sup>	21 octobre 1991 <sup>a</sup>	21 janvier 1992
États-Unis d'Amérique	8 juin 1992	8 septembre 1992
Éthiopie	11 juin 1993 <sup>a</sup>	11 septembre 1993
Ex-République yougoslave de Macédoine <sup>b</sup>	18 janvier 1994 <sup>c</sup>	17 septembre 1991
Fédération de Russie	16 octobre 1973	23 mars 1976
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	4 novembre 1980 <sup>a</sup>	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 <sup>a</sup>	21 avril 1983
Gambie	22 mars 1979 <sup>a</sup>	22 juin 1979
Géorgie <sup>b</sup>	3 mai 1994 <sup>a</sup>	3 août 1994
Grèce	5 mai 1997 <sup>a</sup>	5 août 1997
Grenade	6 septembre 1991 <sup>a</sup>	6 décembre 1991
Guatemala	6 mai 1992 <sup>a</sup>	5 août 1992
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 <sup>a</sup>	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	15 mai 1977
Haïti	6 février 1991 <sup>a</sup>	6 mai 1991

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Honduras	25 août 1997	25 novembre 1997
Hongrie	17 janvier 1974	23 mars 1976
Inde	10 avril 1979 <sup>a</sup>	10 juillet 1979
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	23 mars 1976
Iraq	25 janvier 1971	23 mars 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991 <sup>a</sup>	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1970 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Japon	21 juin 1979	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	23 mars 1976
Kazakhstan <sup>d</sup>		
Kenya	1er mai 1972 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Kirghizistan <sup>b</sup>	7 octobre 1994 <sup>a</sup>	7 janvier 1995
Koweït	21 mai 1996 <sup>a</sup>	21 août 1996
Lesotho	9 septembre 1992 <sup>a</sup>	9 décembre 1992
Lettonie <sup>b</sup>	14 avril 1992 <sup>a</sup>	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Lituanie <sup>b</sup>	20 novembre 1991 <sup>a</sup>	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	22 décembre 1993 <sup>a</sup>	22 mars 1994
Mali	16 juillet 1974 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 <sup>a</sup>	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Mexique	23 mars 1981 <sup>a</sup>	23 juin 1981
Monaco	28 août 1997	28 novembre 1997
Mongolie	18 novembre 1974	23 mars 1976
Mozambique	21 juillet 1993 <sup>a</sup>	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 <sup>a</sup>	28 février 1995
Népal	14 mai 1991	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 <sup>a</sup>	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 <sup>a</sup>	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 <sup>a</sup>	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979
Ouganda	21 juin 1995 <sup>a</sup>	21 septembre 1995
Ouzbékistan <sup>b</sup>	28 septembre 1995	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1997
Paraguay	10 juin 1992 <sup>a</sup>	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	23 octobre 1986	23 janvier 1987
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	15 juin 1978	15 septembre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 <sup>a</sup>	23 mars 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 <sup>a</sup>	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 <sup>a</sup>	10 juillet 1990
République démocratique du Congo	1er novembre 1976 <sup>a</sup>	1er février 1977
République de Moldova <sup>b</sup>	26 janvier 1993 <sup>a</sup>	26 avril 1993
République dominicaine	4 janvier 1978 <sup>a</sup>	4 avril 1978

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
République tchèque	22 février 1993 <sup>c</sup>	1er janvier 1993
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 <sup>a</sup>	14 décembre 1981
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 <sup>a</sup>	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	23 mars 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>c</sup>	20 mai 1976	20 août 1976
Rwanda	16 avril 1975 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Saint-Marin	18 octobre 1985 <sup>a</sup>	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 <sup>a</sup>	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 <sup>a</sup>	5 août 1992
Sierra Leone	23 août 1996 <sup>a</sup>	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993 <sup>c</sup>	1er janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 <sup>c</sup>	25 juin 1991
Somalie	24 janvier 1990 <sup>a</sup>	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 <sup>a</sup>	18 juin 1986
Sri Lanka	11 juin 1980 <sup>a</sup>	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suisse	18 juin 1992 <sup>a</sup>	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 <sup>a</sup>	28 mars 1977
Tadjikistan <sup>d</sup>		
Tchad	9 juin 1995 <sup>a</sup>	9 septembre 1995
Thaïlande	29 octobre 1996 <sup>a</sup>	29 janvier 1997
Togo	24 mai 1984 <sup>a</sup>	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	21 décembre 1978 <sup>a</sup>	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	23 mars 1976
Turkménistan <sup>b</sup>	1er mai 1997 <sup>a</sup>	1er août 1997
Ukraine	12 novembre 1973	23 mars 1976
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 <sup>a</sup>	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 <sup>a</sup>	9 mai 1987
Yougoslavie	2 juin 1971	23 mars 1976
Zambie	10 avril 1984 <sup>a</sup>	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 <sup>a</sup>	13 août 1991

Outre les États parties énumérés ci-dessus, le Pacte continue de s'appliquer à la Région administrative spéciale de Hong Kong<sup>c</sup>

#### **B. Premier Protocole facultatif (93)**

Algérie	12 septembre 1989 <sup>a</sup>	12 décembre 1990
Allemagne	25 août 1993	25 novembre 1993
Angola	10 janvier 1992 <sup>a</sup>	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986 <sup>a</sup>	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	25 septembre 1991 <sup>a</sup>	25 décembre 1991
Autriche	10 décembre 1987	10 mars 1988
Barbade	5 janvier 1973 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Bélarus	30 septembre 1992 <sup>a</sup>	30 décembre 1992
Belgique	17 mai 1994 <sup>a</sup>	17 août 1994
Bénin	12 mars 1992 <sup>a</sup>	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 <sup>a</sup>	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er mars 1995	1er juin 1995
Bulgarie	26 mars 1992 <sup>a</sup>	26 juin 1992

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Cameroun	27 juin 1984 <sup>a</sup>	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 <sup>a</sup>	19 août 1976
Chili	28 mai 1992 <sup>a</sup>	28 août 1992
Chypre	15 avril 1992	15 juillet 1992
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 <sup>a</sup>	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	5 mars 1997	5 juin 1997
Croatie	12 octobre 1995	12 janvier 1996
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
El Salvador	6 juin 1995	6 septembre 1995
Équateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	25 janvier 1985 <sup>a</sup>	25 avril 1985
Estonie	21 octobre 1991 <sup>a</sup>	21 janvier 1992
Ex-République yougoslave de Macédoine	12 décembre 1994 <sup>a</sup>	12 mars 1995
Fédération de Russie	1er octobre 1991 <sup>a</sup>	1er janvier 1992
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	17 février 1984 <sup>a</sup>	17 mai 1984
Gambie	9 juin 1988 <sup>a</sup>	9 septembre 1988
Géorgie	3 mai 1994 <sup>a</sup>	3 août 1994
Grèce	5 mai 1997 <sup>a</sup>	5 août 1997
Guinée	17 juin 1993	17 septembre 1993
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 <sup>a</sup>	25 décembre 1987
Guyana	10 mai 1993 <sup>a</sup>	10 août 1993
Hongrie	7 septembre 1988 <sup>a</sup>	7 décembre 1988
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979 <sup>a</sup>	22 novembre 1979
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	16 mai 1989 <sup>a</sup>	16 août 1989
Jamaïque <sup>f</sup>	3 octobre 1975	23 mars 1976
Kirghizistan	7 octobre 1994 <sup>a</sup>	7 janvier 1995
Lettonie	22 juin 1994 <sup>a</sup>	22 septembre 1994
Lituanie	20 novembre 1991 <sup>a</sup>	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983 <sup>a</sup>	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	11 juin 1996	11 septembre 1996
Malte	13 septembre 1990 <sup>a</sup>	13 décembre 1990
Maurice	12 décembre 1973 <sup>a</sup>	23 mars 1976
Mongolie	16 avril 1991 <sup>a</sup>	16 juillet 1991
Namibie	28 novembre 1994 <sup>a</sup>	28 février 1995
Népal	14 mai 1991 <sup>a</sup>	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 <sup>a</sup>	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 <sup>a</sup>	7 juin 1986
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	26 mai 1989 <sup>a</sup>	26 août 1989
Ouganda	14 novembre 1995	14 février 1996
Ouzbékistan	28 septembre 1995	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 janvier 1995 <sup>a</sup>	10 avril 1995
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	3 octobre 1980	3 janvier 1981
Philippines	22 août 1989 <sup>a</sup>	22 novembre 1989
Pologne	7 novembre 1991 <sup>a</sup>	7 février 1992



<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Portugal	3 mai 1983	3 août 1983
République centrafricaine	8 mai 1981 <sup>a</sup>	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 <sup>a</sup>	10 juillet 1990
République démocratique du Congo	1er novembre 1976 <sup>a</sup>	1er février 1977
République dominicaine	4 janvier 1978 <sup>a</sup>	4 avril 1978
République tchèque	22 février 1993 <sup>c</sup>	1er janvier 1993
Roumanie	20 juillet 1993 <sup>a</sup>	20 octobre 1993
Saint-Marin	18 octobre 1985 <sup>a</sup>	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 <sup>a</sup>	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 <sup>a</sup>	5 août 1992
Sierra Leone	23 août 1996 <sup>a</sup>	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993	1er janvier 1993
Slovénie	16 juillet 1993 <sup>a</sup>	16 octobre 1993
Somalie	24 janvier 1990 <sup>a</sup>	24 avril 1990
Sri Lanka <sup>a</sup>	3 octobre 1997	3 janvier 1998
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suriname	28 décembre 1976 <sup>a</sup>	28 mars 1977
Tchad	9 juin 1995	9 septembre 1995
Togo	30 mars 1988 <sup>a</sup>	30 juin 1988
Trinité-et-Tobago	14 novembre 1980 <sup>a</sup>	14 février 1981
Turkménistan <sup>b</sup>	1er mai 1997 <sup>a</sup>	1er août 1997
Ukraine	25 juillet 1991 <sup>a</sup>	25 octobre 1991
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Zambie	10 avril 1984 <sup>a</sup>	10 juillet 1984

**C. Deuxième Protocole facultatif relatif à l'abolition de la peine de mort (33)**

Allemagne	18 août 1992	18 novembre 1992
Australie	2 octobre 1990 <sup>a</sup>	11 juillet 1991
Autriche	2 mars 1993	2 juin 1993
Colombie	5 août 1997	5 novembre 1997
Costa Rica	5 juin 1998	5 septembre 1998
Croatie	12 octobre 1995	12 janvier 1996
Danemark	24 février 1994	24 mai 1994
Équateur	23 février 1993 <sup>a</sup>	23 mai 1993
Espagne	11 avril 1991	11 juillet 1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	26 janvier 1995 <sup>a</sup>	26 avril 1995
Finlande	4 avril 1991	11 juillet 1991
Grèce	5 mai 1997 <sup>a</sup>	5 août 1997
Hongrie	24 février 1994 <sup>a</sup>	24 mai 1994
Irlande	18 juin 1993 <sup>a</sup>	18 septembre 1993
Islande	2 avril 1991	11 juillet 1991
Italie	14 février 1995	14 mai 1995
Luxembourg	12 février 1992	12 mai 1992
Malte	29 décembre 1994	29 mars 1995
Mozambique	21 juillet 1993 <sup>a</sup>	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 <sup>a</sup>	28 février 1995
Népal	4 mars 1998	4 juin 1998
Norvège	5 septembre 1991	5 décembre 1991
Nouvelle-Zélande	22 février 1990	11 juillet 1991
Panama	21 janvier 1993 <sup>a</sup>	21 avril 1993
Pays-Bas	26 mars 1991	11 juillet 1991

<i>État partie</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou de succession</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Portugal	17 octobre 1990	11 juillet 1991
Roumanie	27 février 1991	11 juillet 1991
Seychelles	15 décembre 1994 <sup>a</sup>	15 mars 1995
Slovénie	10 mars 1994	10 juin 1994
Suède	11 mai 1990	11 juillet 1991
Suisse	16 juin 1994 <sup>a</sup>	16 septembre 1994
Uruguay	21 janvier 1993	21 avril 1993
Venezuela	22 février 1993	22 mai 1993

#### **D. Déclaration prévue à l'article 41 du Pacte (45)**

	<i>Valable</i>	
	<i>Du</i>	<i>Au</i>
Algérie	12 septembre 1989	Durée indéfinie
Allemagne	28 mars 1979	27 mars 1996
Argentine	8 août 1986	Durée indéfinie
Australie	28 janvier 1993	Durée indéfinie
Autriche	10 septembre 1978	Durée indéfinie
Bélarus	30 septembre 1992	Durée indéfinie
Belgique	5 mars 1987	Durée indéfinie
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	Durée indéfinie
Bulgarie	12 mai 1993	Durée indéfinie
Canada	29 octobre 1979	Durée indéfinie
Chili	11 mars 1990	Durée indéfinie
Congo	7 juillet 1989	Durée indéfinie
Croatie	12 octobre 1995	12 octobre 1996
Danemark	23 mars 1976	Durée indéfinie
Équateur	24 août 1984	Durée indéfinie
Espagne	25 janvier 1985	25 janvier 1993
États-Unis d'Amérique	8 septembre 1992	Durée indéfinie
Fédération de Russie	1er octobre 1991	Durée indéfinie
Finlande	19 août 1975	Durée indéfinie
Gambie	9 juin 1988	Durée indéfinie
Guyana	10 mai 1993	Durée indéfinie
Hongrie	7 septembre 1988	Durée indéfinie
Irlande	8 décembre 1989	Durée indéfinie
Islande	22 août 1979	Durée indéfinie
Italie	15 septembre 1978	Durée indéfinie
Luxembourg	18 août 1983	Durée indéfinie
Malte	13 septembre 1990	Durée indéfinie
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	Durée indéfinie
Norvège	23 mars 1976	Durée indéfinie
Pays-Bas	11 décembre 1978	Durée indéfinie
Pérou	9 avril 1984	Durée indéfinie
Philippines	23 octobre 1986	Durée indéfinie
Pologne	25 septembre 1990	Durée indéfinie
République de Corée	10 avril 1990	Durée indéfinie

	<i>Valable</i>	
	<i>Du</i>	<i>Au</i>
République tchèque	1er janvier 1993	Durée indéfinie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	Durée indéfinie
Sénégal	5 janvier 1981	Durée indéfinie
Slovaquie	1er janvier 1993	Durée indéfinie
Slovénie	6 juillet 1992	Durée indéfinie
Sri Lanka	11 juin 1980	Durée indéfinie
Suède	23 mars 1976	Durée indéfinie
Suisse	18 septembre 1992	18 septembre 1997
Tunisie	24 juin 1993	Durée indéfinie
Ukraine	28 juillet 1992	Durée indéfinie
Zimbabwe	20 août 1991	Durée indéfinie

<sup>a</sup> Adhésion.

<sup>b</sup> De l'avis du Comité, la date de l'entrée en vigueur est celle à laquelle l'État est devenu indépendant.

<sup>c</sup> Succession.

<sup>d</sup> Il n'a pas été reçu de déclaration de succession, mais les personnes se trouvant sur le territoire de l'État qui faisait partie d'un ancien État partie à la Convention continuent d'avoir droit aux garanties prévues dans le Pacte, conformément à la jurisprudence constante du Comité (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 40* (A/49/40), vol. I, par. 48 et 49).

<sup>e</sup> On trouvera au chapitre V, sect. B, du rapport annuel pour 1996-1997 (A/51/40), par. 78 à 85) des précisions sur l'application du Pacte à Hong Kong.

<sup>f</sup> La Jamaïque a dénoncé le Protocole additionnel le 23 octobre 1997, avec effet au 23 janvier 1998.

<sup>g</sup> Trinité-et-Tobago a dénoncé le Protocole additionnel le 26 mai 1998, et y a accédé de nouveau le même jour, sous réserves, avec effet au 26 août 1998.

## Annexe II

### Membres et Bureau du Comité des droits de l'homme, 1997-1998

#### A. Membres

M. Nisuke Ando*	Japon
M. Prafullachandra Natwarlal Bhagwati*	Inde
M. Thomas Buergenthal*	États-Unis d'Amérique
Mme Christine Chanet*	France
Lord Colville**	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Omran El Shafei*	Égypte
Mme Elisabeth Evatt**	Australie
Mme Pilar Gaitan De Pombo**	Colombie
M. Eckart Klein*	Allemagne
M. David Kretzmer*	Israël
M. Rajsoomer Lallah**	Maurice
Mme Cecilia Medina Quiroga*	Chili
M. Fausto Pocar**	Italie
M. Julio Prado Vallejo*	Équateur
M. Martin Scheinin**	Finlande
M. Danilo Türk** <sup>a</sup>	Slovénie
M. Maxwell Yalden**	Canada
M. Abdallah Zakhia**	Liban

\* Membres dont le mandat prend fin le 31 décembre 1998.

\*\* Membres dont le mandat prend fin le 31 décembre 2000.

<sup>a</sup> A démissionné du Comité avec effet au 6 juillet 1998. Il est prévu de pourvoir le poste devenu vacant lors de l'élection qui sera organisée à la dix-huitième réunion des Étatsd parties, le 10 septembre 1998.

## **B. Bureau**

Le Bureau du Comité, élu pour deux ans à la 1560e séance (cinquante-neuvième session), tenue le 24 mars 1997, est composé comme suit :

*Présidente* : Mme Christine Chanet

*Vice-Présidents* : M. Prafullachandra Natwarlal Bhagwati  
M. Omran El Shafei  
Mme Cecilia Medina Quiroga

*Rapporteur* : Mme Elizabeth Evatt

## Annexe III

### **Directives du Comité des droits de l'homme à l'intention de ses membres concernant l'exercice de leurs fonctions**

1. Il est capital que les membres du Comité soient indépendants. Le principe de l'indépendance suppose que les membres ne peuvent pas être relevés de leurs fonctions en cours de mandat ni soumis à aucune instruction ni influence de quelque ordre que ce soit, ni à des pressions de l'État dont ils sont ressortissants ou de ses institutions dans l'accomplissement de leurs fonctions. Les articles 28 et 38 insistent sur cette indépendance des membres qui n'ont donc pas de comptes à rendre à l'État dont ils sont ressortissants; ils ne sont comptables de leurs actes qu'au Comité et agissent en leur âme et conscience.

2. Dans leurs travaux au titre du Pacte et du Protocole facultatif, les membres du Comité doivent manifester les plus hautes qualités d'impartialité et d'intégrité et appliquer les normes du Pacte de manière égale à tous les États et à tous les particuliers, sans crainte ni préjugés favorables et sans discrimination d'aucune sorte. Ils doivent non seulement être impartiaux mais aussi apparaître comme tels.

3. Les membres devraient éviter toute action en rapport avec les travaux du Comité susceptible d'entraîner ou d'être considérée comme entraînant un traitement inégal entre les États. Ils devraient en particulier éviter toute action susceptible de donner l'impression que l'État dont ils sont ressortissants reçoit un traitement plus favorable que celui réservé à d'autres États. Étant donné que seul un petit nombre d'États peuvent avoir un ressortissant siégeant au Comité, il est important que l'élection d'un de leurs ressortissants ne se traduise pas, ni ne soit considéré comme se traduisant par un traitement plus favorable ou moins favorable pour les États intéressés.

### **Application de ces principes**

#### **1. Participation à l'examen du rapport du pays dont un membre est ressortissant**

4. Le Comité a pour pratique qu'un membre ne participe pas à l'examen des rapports présentés par son pays en posant des questions ou en formulant des observations, ou de toute autre manière. Il/elle peut être présent(e) au cours du dialogue et doit, en sa qualité de membre, recevoir tous les documents pertinents.

5. Les autres pratiques à respecter par les membres sont les suivantes :

- a) Un membre ne devrait pas participer de quelque façon que ce soit à la discussion ou à l'élaboration des observations finales adressées à son pays;
- b) Un membre ne devrait pas participer aux consultations entre le Comité et les organisations non gouvernementales ou les institutions spécialisées qui portent sur le rapport de son pays.

#### **2. Participation à l'examen des communications**

6. La participation des membres à l'examen des communications obéit en partie à l'article 84 du Règlement intérieur. Cet article ne couvre pas cependant toutes les situations dans lesquelles un État pourrait être considéré comme avantagé ou désavantagé du fait que l'un de ses ressortissants a été élu au Comité. Le principe de l'impartialité exigerait qu'un membre ne prenne part en aucune façon, officiellement ou officieusement, à l'examen de

communications émanant de son pays, que ce soit au stade de la recevabilité ou à celui de l'examen quant au fond. Un membre ne devrait pas non plus communiquer d'informations à ce sujet étant donné qu'il pourrait en résulter une inégalité entre les États et aussi, éventuellement, une violation de la justice naturelle dans la mesure où le Comité pourrait se prononcer sur la base d'informations dont les parties ne disposent pas ou qui ne leur ont pas été révélées, eu égard notamment au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif.

### **3. Relations avec les organisations non gouvernementales**

7. Si un membre du Comité est membre d'une organisation non gouvernementale nationale, il/elle devrait s'astreindre à la neutralité et ne jouer aucun rôle actif dans la préparation d'informations ou leur soumission au Comité.

8. Il est souhaitable qu'un membre du Comité s'abstienne de siéger au Conseil directeur ou au Comité directeur d'une organisation non gouvernementale internationale qui soumet régulièrement des rapports et des informations au Comité, de manière à éviter l'apparence de tout conflit entre ses diverses fonctions.

### **4. Relations avec les gouvernements**

9. L'apparence d'impartialité des membres du Comité ne devrait pas se ressentir des liens qu'ils entretiennent avec le gouvernement de leur pays. Ils devraient s'abstenir d'exercer toute fonction ou activité qui pourrait sembler ne pas être parfaitement conciliable avec les obligations d'un expert indépendant en vertu du Pacte. Les membres devraient s'abstenir de participer à tout organe politique des Nations Unies ou de toute autre organisation intergouvernementale qui s'occupe des droits de l'homme. Ils devraient aussi s'abstenir de jouer le rôle d'expert, de consultant ou de conseil auprès de tout gouvernement dans une affaire dont le Comité pourrait être saisi.

### **5. Autres responsabilités touchant les droits de l'homme**

10. a) Un membre du Comité peut exercer les fonctions de rapporteur ou d'expert indépendant ou de membre d'un groupe de travail indépendant, ces fonctions n'étant pas incompatibles avec ses obligations en tant qu'expert indépendant en vertu du Pacte;

b) Un membre du Comité qui est Rapporteur spécial pour un pays dont le rapport doit être présenté au Comité ne devrait pas participer au dialogue avec cet État. Les rapporteurs chargés d'une question thématique ne devraient pas cependant s'abstenir systématiquement de participer à ce dialogue, à moins que cette qualité ne puisse créer un conflit;

c) Lorsque les membres du Comité participent à d'autres activités d'organisations intergouvernementales qui concernent les droits de l'homme, par exemple des cours et des séminaires de formation, ils devraient clairement indiquer que les vues qu'ils expriment sont les leurs, et non celles du Comité.

## Annexe IV

**Rapports et renseignements supplémentaires  
soumis par les États parties  
en application de l'article 40 du Pacte  
pendant la période à l'examen<sup>a</sup>**

<i>État partie</i>	<i>Type de rapport</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Afghanistan	Deuxième	23 avril 1989	23 mars 1992 <sup>b</sup>
	Troisième	23 avril 1994	Non encore reçu
Albanie	Initial/spécial <sup>c</sup>	3 janvier 1993	Non encore reçu
Algérie	Troisième	1er juin 2000	Non encore attendu
Allemagne	Cinquième <sup>d</sup>	3 août 2000	Non encore attendu
Angola	Initial <sup>d</sup>	31 janvier 1994	Non encore reçu
Argentine	Troisième	11 juillet 1997	20 juillet 1998
Arménie	Initial	22 septembre 1994	14 juillet 1997
Australie	Troisième	12 novembre 1991	Non encore reçu
Autriche	Troisième	9 avril 1993	22 avril 1997
Azerbaïdjan	Deuxième	12 novembre 1998	Non encore attendu
Barbade	Troisième	11 avril 1991	Non encore reçu
Bélarus	Cinquième <sup>e</sup>	7 novembre 2001	Non encore attendu
Belgique	Troisième	20 juillet 1994	21 août 1996
Belize	Initial	9 septembre 1997	Non encore reçu
Bénin	Initial <sup>f</sup>	11 juin 1993	Non encore reçu
Bolivie	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1999	Non encore attendu
Bosnie-Herzégovine	Initial	5 mars 1995	Non encore reçu
Bulgarie	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1994	Non encore reçu
Burundi	Deuxième	8 août 1996	Non encore reçu
Cambodge	Initial	25 août 1993	24 novembre 1997
Cameroun	Troisième	26 septembre 1995	6 mars 1997
Canada	Quatrième	8 avril 1995	4 avril 1997
Cap-Vert	Initial	5 novembre 1994	Non encore reçu
Chili	Quatrième	28 avril 1994	6 octobre 1997
Chypre	Quatrième <sup>d</sup>	18 août 2002	Non encore attendu
Colombie	Cinquième	2 août 2000	Non encore attendu
Congo	Deuxième	4 janvier 1990	9 juillet 1996
Costa Rica	Quatrième	2 août 1995	6 janvier 1998
Côte d'Ivoire	Initial <sup>g</sup>	25 juin 1993	Non encore reçu
Croatie	Initial	7 octobre 1992	Non encore reçu
Danemark	Quatrième <sup>d</sup>	31 décembre 1998	Non encore attendu
Dominique	Initial	16 septembre 1994	Non encore reçu
El Salvador	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1995	Non encore reçu
Égypte	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1994	Non encore reçu
Équateur	Cinquième <sup>d</sup>	1er juin 2001	Non encore attendu
Espagne	Cinquième	28 avril 1999	Non encore attendu
Estonie	Deuxième	20 janvier 1998	Non encore reçu
États-Unis d'Amérique	Deuxième	7 septembre 1998	Non encore attendu



<i>État partie</i>	<i>Type de rapport</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Éthiopie	Initial	10 septembre 1994	Non encore reçu
Ex-République yougoslave de Macédoine	Deuxième <sup>d</sup>	1er juin 2001	Non encore attendu
Fédération de Russie	Cinquième	4 novembre 1998	Non encore attendu
Finlande	Cinquième <sup>d</sup>	18 août 2003	Non encore attendu
France	Quatrième <sup>d</sup>	31 décembre 2000	Non encore attendu
Gabon	Deuxième <sup>d</sup>	31 octobre 1998	6 février 1998
Gambie	Deuxième	21 juin 1985	Non encore reçu
Géorgie	Deuxième	2 août 2000	Non encore attendu
Grèce	Initial	4 août 1998	Non encore attendu
Grenade	Initial <sup>h</sup>	5 décembre 1992	Non encore reçu
Guatemala	Deuxième	4 août 1998	Non encore attendu
Guinée	Troisième	31 décembre 1994	Non encore reçu
Guinée équatoriale	Initial	24 décembre 1988	Non encore reçu
Guyana	Deuxième	10 avril 1987	Non encore reçu
Haïti	Initial <sup>i</sup>	31 décembre 1996	Non encore reçu
Honduras	Initial	24 novembre 1998	Non encore attendu
Hongrie	Quatrième	2 août 1995	Non encore reçu
Inde	Quatrième <sup>d</sup>	31 décembre 2001	Non encore attendu
Iran (République islamique d')	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1994	Non encore reçu
Iraq	Cinquième	4 avril 2000	Non encore attendu
Irlande	Deuxième	7 mars 1996	Non encore reçu
Islande	Troisième	31 décembre 1994	23 mars 1995
Israël	Deuxième <sup>d</sup>	1er juin 2000	Non encore attendu
Italie	Cinquième <sup>d</sup>	1er juin 2003	Non encore attendu
Jamahiriya arabe libyenne	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1995	29 novembre 1995
Jamaïque	Troisième <sup>d</sup>	7 novembre 2001	Non encore attendu
Japon	Quatrième	31 octobre 1996	16 juin 1997
Jordanie	Quatrième	22 janvier 1997	Non encore reçu
Kazakhstan <sup>j</sup>			
Kenya	Deuxième	11 avril 1986	Non encore reçu
Kirghizistan	Initial	6 janvier 1996	5 mai 1998
Koweït	Initial	20 août 1997	18 mai 1998
Lesotho	Initial	8 décembre 1993	8 avril 1998
Lettonie	Deuxième	14 juillet 1998	Non encore reçu
Liban	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1999	Non encore attendu
Lituanie	Deuxième <sup>d</sup>	7 novembre 2001	Non encore attendu
Luxembourg	Troisième	17 novembre 1994	Non encore reçu
Madagascar	Troisième <sup>d</sup>	31 juillet 1992	Non encore reçu
Malawi	Initial	21 mars 1995	Non encore reçu
Mali	Deuxième	11 avril 1986	Non encore reçu
Malte	Deuxième	12 décembre 1996	Non encore reçu
Maroc	Quatrième	31 octobre 1996	27 janvier 1997
Maurice	Quatrième <sup>d</sup>	30 juin 1998	Non encore reçu
Mexique	Quatrième	22 juin 1997	30 juin 1997
Monaco	Initial	27 novembre 1998	Non encore attendu

<i>État partie</i>	<i>Type de rapport</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Mongolie	Quatrième	4 avril 1995	20 mars 1998
Mozambique	Initial	20 octobre 1994	Non encore reçu
Namibie	Initial	27 février 1996	Non encore reçu
Népal	Deuxième	13 août 1997	Non encore reçu
Nicaragua	Troisième	11 juin 1991	Non encore reçu
Niger	Deuxième <sup>d</sup>	31 mars 1994	Non encore reçu
Nigéria	Deuxième	28 octobre 1999	Non encore attendu
Norvège	Quatrième	1er avril 1997	4 février 1997
Nouvelle-Zélande	Quatrième	31 décembre 1996	Non encore reçu
Ouganda	Initial	20 septembre 1996	Non encore reçu
Ouzbékistan	Initial	27 décembre 1996	Non encore reçu
Panama	Troisième <sup>d</sup>	31 mars 1992	Non encore reçu
Paraguay	Deuxième	9 septembre 1998	Non encore attendu
Pays-Bas	Troisième <sup>k</sup>	31 octobre 1991	Non encore reçu
Pérou	Quatrième	9 avril 1998	3 juillet 1998
Philippines	Deuxième	22 janvier 1993	Non encore reçu
Pologne	Quatrième	27 octobre 1994	7 mai 1996
Portugal	Troisième	1er août 1991	Non encore reçu
	Quatrième (Macau) <sup>d</sup>	30 juin 1998	Non encore reçu
République arabe syrienne	Deuxième <sup>d</sup>	9 avril 1989	Non encore reçu
République centrafricaine	Deuxième <sup>d</sup>	9 avril 1989	Non encore reçu
République de Corée	Deuxième	9 juillet 1996	2 octobre 1997
République démocratique du Congo	Troisième <sup>d</sup>	31 juillet 1991	Non encore reçu
République de Moldova	Initial	25 avril 1994	Non encore reçu
République dominicaine	Quatrième	3 avril 1994	Non encore reçu
République populaire démocratique de Corée	Deuxième	13 décembre 1987	Non encore reçu
République tchèque	Initial	31 décembre 1993	Non encore reçu
République-Unie de Tanzanie	Quatrième <sup>d</sup>	1er juin 2001	Non encore attendu
Roumanie	Quatrième	31 décembre 1994	26 avril 1996
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Quatrième (Jersey, Guernesey et île de Man)	18 août 1994	12 février 1997

<i>État partie</i>	<i>Type de rapport</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>
Rwanda	Troisième	10 avril 1992	Non encore reçu
	Spécial <sup>l</sup>	31 janvier 1995	Non encore reçu
	Quatrième	10 avril 1997	Non encore reçu
Saint-Marin	Deuxième	17 janvier 1992	Non encore reçu
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Deuxième <sup>d</sup>	31 octobre 1991	Non encore reçu
Sénégal	Cinquième	4 avril 2000	Non encore attendu
Seychelles	Initial <sup>m</sup>	4 août 1993	Non encore reçu
Sierra Leone	Initial	22 novembre 1997	Non encore reçu
Slovaquie	Deuxième <sup>d</sup>	31 décembre 2001	Non encore attendu
Slovénie	Deuxième	24 juin 1997	Non encore reçu
Somalie	Initial	23 avril 1991	Non encore reçu
Soudan	Troisième <sup>d</sup>	7 novembre 2001	Non encore attendu
Sri Lanka	Quatrième	10 septembre 1996	Non encore reçu
Suède	Cinquième	27 octobre 1999	Non encore attendu
Suisse	Deuxième	17 septembre 1998	Non encore attendu
Suriname	Deuxième	2 août 1985	Non encore reçu
Tadjikistan <sup>f</sup>			
Thaïlande	Initial	28 janvier 1998	Non encore reçu
Tchad	Initial	8 juin 1996	Non encore reçu
Togo	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1995	Non encore reçu
Trinité-et-Tobago	Troisième	20 mars 1990	Non encore reçu
Tunisie	Quatrième	4 février 1998	Non encore reçu
Turkménistan	Initial	31 juillet 1998	Non encore reçu
Ukraine	Quatrième	18 août 1999	Non encore attendu
Uruguay	Cinquième <sup>d</sup>	21 mars 2003	Non encore attendu
Venezuela	Troisième <sup>d</sup>	31 décembre 1993	8 juillet 1998
Viet Nam	Deuxième <sup>d</sup>	31 juillet 1991	Non encore reçu
Yémen	Troisième	8 mai 1998	Non encore reçu
Yougoslavie	Quatrième	3 août 1993	Non encore reçu
Zambie	Troisième <sup>d</sup>	30 juin 1998	Non encore reçu
Zimbabwe	Deuxième <sup>d</sup>	12 août 2002	Non encore attendu

<sup>a</sup> Du 1er août au 31 juillet 1998 (fin de la soixante-troisième session).

<sup>b</sup> À sa cinquante-cinquième session, le Comité a prié le Gouvernement afghan de soumettre, avant le 31 mai 1996, des informations mettant à jour le rapport, pour examen à sa cinquante-septième session.

<sup>c</sup> À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a demandé que le rapport initial de l'Albanie lui soit présenté pour examen à sa soixante-deuxième session.

<sup>d</sup> En application de la décision prise par le Comité à sa quarante-neuvième session (29 octobre 1993), l'Angola a été prié de soumettre son rapport initial le 31 janvier 1994 au plus tard, pour examen par le Comité à sa cinquantième session. À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a demandé que le rapport initial de l'Angola lui soit présenté pour examen à sa soixante-deuxième session.

<sup>e</sup> La date de présentation de ce rapport a été fixée par une décision du Comité après examen du rapport précédent.

<sup>f</sup> À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a demandé que le rapport initial du Bénin lui soit présenté pour examen à sa soixante-deuxième session.

<sup>g</sup> À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a demandé que le rapport initial de la Côte d'Ivoire lui soit présenté pour examen à sa soixante-deuxième session.

<sup>h</sup> À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a demandé que le rapport initial de Grenade lui soit présenté pour examen à sa soixante-deuxième session.

<sup>i</sup> À sa cinquante-troisième session (1415<sup>e</sup> séance), après examen du rapport d'Haïti présenté en application d'une décision spéciale, le Comité a décidé de reporter au 31 décembre 1996 la date limite pour la soumission du rapport initial d'Haïti, initialement fixée au 5 mai 1992.

<sup>j</sup> Bien qu'il n'ait pas été reçu de déclaration de succession, les habitants du territoire de l'État – qui faisait partie d'un ancien État partie au Pacte – continuent de bénéficier des garanties énoncées dans le Pacte en application de la jurisprudence établie par le Comité (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 40* (A/49/40), vol. I, par. 48 et 49).

<sup>k</sup> Le rapport reçu le 6 février 1995 a été retiré.

<sup>l</sup> En application d'une décision du Comité, en date du 27 octobre 1994 (cinquante-deuxième session), le Rwanda a été prié de soumettre un rapport sur les événements récents et en cours qui avaient une incidence sur l'application du Pacte, pour examen par le Comité à sa cinquante-deuxième session.

<sup>m</sup> À sa soixantième session, en juillet 1997, le Comité a demandé que les rapports initiaux lui soient présentés pour examen à sa soixante-deuxième session.

## Annexe V

## Rapports examinés pendant la période considérée et rapports restant à examiner par le Comité

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>Date d'examen</i>	<i>Session</i>
<b>A. Rapports initiaux</b>				
Arménie	22 septembre 1994	14 juillet 1997	Non encore examiné	
Cambodge	25 août 1993	24 novembre 1997	Non encore examiné	
Ex-République yougoslave de Macédoine	16 septembre 1992	20 mars 1998	22-23 juillet 1998	Soixante-troisième
Israël	2 janvier 1993	9 avril 1998	15-16 juillet 1998	Soixante-troisième,
Koweït	20 août 1997	18 mai 1998	Non encore examiné	
Kirghizistan	6 janvier 1996	5 mai 1998	Non encore examiné	
Lesotho	8 décembre 1993	8 avril 1998	Non encore examiné	
Lituanie	19 février 1993	16 avril 1996	30 octobre 1997	Soixante et unième
Zimbabwe	1er août 1992	20 novembre 1996	25 mars 1998	Soixante-deuxième
<b>B. Deuxièmes rapports périodiques</b>				
Afghanistan	23 avril 1989	25 octobre 1991	Non encore examiné	
Algérie	11 décembre 1995	11 mars 1998	20 juillet 1998	Soixante-troisième
Congo	4 janvier 1990	9 juillet 1996	Non encore examiné	
Gabon	31 décembre 1998	6 février 1998	Non encore examiné	
Jamaïque	1er août 1986	6 janvier 1997	23-24 octobre 1997	Soixante et unième
République de Corée	9 avril 1996	2 octobre 1997	Non encore examiné	
Soudan	17 juin 1992	6 décembre 1996	28 octobre 1997	Soixante et unième
<b>C. Troisièmes rapports périodiques</b>				
Argentine	7 novembre 1997	20 juillet 1998	Non encore examiné	
Autriche	9 avril 1993	22 avril 1997	Non encore examiné	
Belgique	20 juillet 1994	21 août 1996	Non encore examiné	
Cameroun	26 septembre 1995	6 mars 1997	Non encore examiné	
Chypre	31 décembre 1994	28 décembre 1994	3 avril 1998	Soixante-deuxième
Islande	31 décembre 1994	23 mars 1995	Non encore examiné	
Jamahiriya arabe libyenne	31 décembre 1995	29 novembre 1995	Non encore examiné	Soixante-troisième
République-Unie de Tanzanie	31 décembre 1993	6 février 1997	24 juillet 1998	Soixante-troisième
Venezuela	31 décembre 1993	8 juillet 1998	Non encore examiné	
<b>D. Quatrièmes rapports périodiques</b>				
Bélarus	4 novembre 1993	11 avril 1995	30 octobre 1997	Soixante et unième
Canada	8 avril 1995	4 avril 1997	Non encore examiné	
Chili	28 avril 1994	6 octobre 1997	Non encore examiné	
Costa Rica	2 août 1995	6 janvier 1998	Non encore examiné	
Équateur	4 novembre 1993	13 mars 1997	14 juillet 1998	Soixante-troisième
Finlande	18 août 1994	10 août 1995	1er avril 1998	Soixante-deuxième
Iraq	4 avril 1995	5 février 1996	27 octobre 1997	Soixante et unième
Italie	31 décembre 1995	30 octobre 1996	17 juillet 1998	Soixante-troisième
Japon	31 octobre 1996	16 juin 1997	Non encore examiné	
Maroc	31 octobre 1996	27 janvier 1997	Non encore examiné	

<i>État partie</i>	<i>Rapport attendu le</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>Date d'examen</i>	<i>Session</i>
Mexique	22 juin 1997	30 juin 1997	Non encore examiné	
Mongolie	4 avril 1995	20 mars 1998	Non encore examiné	
Norvège	1er août 1996	4 février 1997	Non encore examiné	
Pérou	9 avril 1998	3 juillet 1998	Non encore examiné	
Pologne	27 octobre 1994	7 mai 1996	Non encore examiné	
Roumanie	31 décembre 1994	26 avril 1996	Non encore examiné	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord (Jersey, Guernesey et île de Man)	18 août 1994	12 février 1997	Non encore examiné	
Sénégal	4 avril 1995	19 septembre 1995	21-22 octobre 1997	Soixante et unième
Uruguay	21 mars 1993	19 décembre 1996	27 mars 1998	Soixante-deuxième

## Annexe VI

### Liste des délégations des États parties qui ont participé à l'examen de leurs rapports respectifs par le Comité des droits de l'homme à ses soixante et unième, soixante-deuxième et soixante-troisième sessions

(Dans l'ordre dans lequel leurs rapports ont été examinés)

Sénégal	Représentant	M. Amadou Diop, Conseiller diplomatique du chef de l'État
	Conseillers	M. Maymouna Diop, Directeur des affaires juridiques et consulaires, Ministère des affaires étrangères
		M. Mandiougou Ndiaye, Inspecteur, Ministère de la justice
		M. El Hadji Malick Sow, Président du Tribunal départemental de Dakar
		M. Ibou Ndaiye, Ministre-conseiller, Mission permanente du Sénégal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
		M. Abdou Aziz Ndiaye, Deuxième Secrétaire, Mission permanente du Sénégal auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Jamaïque	Représentant	M. Kenneth Rattray, Procureur général de la Jamaïque
	Conseillers	M. Anthony Hill, Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
		M. John Prescott, Commissaire chargé des affaires pénitentiaires
		M. Franz Hall, Conseiller, Mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Iraq	Représentant	M. Dhari K. Mahmood, Directeur général, Ministère de la justice
	Conseillers	M. Saad A'Aoon, Conseiller, Ministère des affaires étrangères, Département des droits de l'homme
		M. Basil Yousif, Conseiller, Ministère des affaires étrangères, Département des droits de l'homme
		M. Abdul Monem Jawad, Premier Secrétaire, Ministère des affaires étrangères
Soudan	Représentant	M. Ahmed El Mufti, Rapporteur, Conseil consultatif des droits de l'homme
	Conseillers	M. Dafa'a Alla El Radi, Président du Comité technique de la Commission nationale pour la Constitution
Biélorus	Représentant	Mme Nina Mazai, Vice-Ministre des affaires étrangères
	Conseillers	M. Stanislau S. Agurtsou, Représentant permanent du Biélorus auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
		M. Igor Andreev, Directeur de l'Institut pour la promotion de la législation
		Mme Natallia Drozd, Chef du Département de la coopération humanitaire, Ministère des affaires étrangères
		M. Syargei Kolas, Directeur du Département juridique, Ministère des affaires étrangères
		Mme Alena Kupchyna, Conseiller, Mission permanente du Biélorus auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Lituanie	Représentant	M. Uladzimir Scherbau, Troisième Secrétaire, Ministère des affaires étrangères
		M. Albinas Januska, Vice-Ministre des affaires étrangères

	Conseillers	<p>M. Darias Jurgelevicius, Directeur, Département des affaires juridiques et des traités internationaux, Ministère des affaires étrangères</p> <p>M. Audrius Navikas, Chargé d'affaires, Mission permanente de la Lituanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève</p> <p>M. Austine Burneikiene, Directeur de la Division juridique, Ministère de l'intérieur</p> <p>M. Gintaras Goda, Chef des services spécialisés, Département de la formation des juristes, Ministère de la justice</p> <p>Mme Viktorija Staugaityte, Attaché, Division du droit national, Ministère des affaires étrangères</p> <p>M. Romas Svedas, Conseiller, Mission permanente de la Lituanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève</p>
Chypre	Représentant	M. George Stavrinakis, Commissaire au droit
	Conseillers	<p>M. Sotos Zackheos, Ambassadeur, Représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>Mme Leda Koursoumba, Conseiller principal, République de Chypre</p> <p>M. Cornelios Korneliou, Premier Secrétaire</p>
Zimbabwe	Représentant	M. Machivenyika T. Mapuranga, Ambassadeur
	Conseillers	<p>M. T. Chigudu, Secrétaire permanent, Ministère des affaires intérieures</p> <p>Mme F. Chatukuta, Bureau du Procureur</p> <p>Mme C. Nzenza, Conseiller</p> <p>Mme E. Chibanda-Munyati, Conseiller juridique, Premier Secrétaire</p>
Uruguay	Représentant	M. Jorge Talice, Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères
	Conseillers	<p>M. Gustavo Alvarez, Ministère des affaires étrangères</p> <p>M. Diego Pelufo, Troisième Secrétaire, Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies</p>
Finlande	Représentant	M. Pekka Hallberg, Président du Tribunal administratif suprême de Finlande
	Conseillers	<p>M. Risto Veijalainen, Directeur général, Ministère de l'intérieur</p> <p>Mme Irma Ertman, Directeur général adjoint, Ministère des affaires étrangères</p> <p>M. Veli-Pekka Viljanen, Conseiller en affaires législatives, Ministère de la justice</p> <p>Mme Päivi Pietarinen, juriste, Ministère des affaires étrangères</p> <p>M. Johan Schalin, Premier Secrétaire, Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies</p>
Équateur	Représentant	M. Luis Gallegos Chiriboga, Ambassadeur, Représentant permanent de l'Équateur auprès du Bureau européen des Nations Unies à Genève
	Conseillers	<p>M. Marco Antonio Guzmán, Conseiller du Procureur général</p> <p>M. Antonio Rodas, Représentant permanent adjoint de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies</p> <p>M. Juan Carlos Castrillón, Deuxième Secrétaire, Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies</p>
Israël	Représentant	M. Joshua Schoffman, Procureur adjoint (législation), Ministère de la justice
	Conseillers	<p>M. Richard Bardenstein, avocat, Conseiller, Ministère de la justice</p> <p>M. Malkiel Blass, Directeur de la Division du droit public, Bureau du Procureur</p>



		M. Yosef Lamdan, Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente d'Israël auprès de l'Office des Nations Unies à Genève M. Alexander Galilee, Représentant permanent adjoint, Mission permanente d'Israël auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Italie	Représentant	M. Mario Alessi, Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères
	Conseillers	M. Luigi Citarella, Secrétaire général du Comité interministériel des droits de l'homme M. Massimo Pierangelini, expert, Ministère de l'intérieur Mme Roberta Barberini, expert, Ministère de la justice Mme Adelaide Antonelli, expert, Ministère du travail Mme Carla Zupetti, Premier Conseiller de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Algérie	Représentant	M. Mohamed-Salah Dembri, Ambassadeur, Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
	Conseillers	M. Amar Abba, Directeur général des relations multilatérales au Ministère des affaires étrangères à Alger M. Mohamed Hassaine, Conseiller, Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève Mlle Farida Aiouaze, Conseiller, Mission permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève M. Saïd Zerrouki, Directeur des élections et des élus au Ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement Mlle Fatiha Akeb, Directrice de la presse écrite, Ministère de la communication et de la culture M. Hamed Abdelwahab, Chargé d'études et de synthèse au Ministère de la justice Mme Nadia Bouadbellah, Chargé d'études et de synthèse au Ministère de la justice Mme Leila Zerrouki, Chargé d'études et de synthèse au Ministère de la justice Mlle Fatma Zohra Chaieb, Chargé d'études de synthèse au Ministère de la santé et de la population M. Abdel Nacer Almas, Chargé d'études de synthèse au Ministère de la solidarité et de la famille M. Lazhar Soualem, Sous-Directeur des affaires humanitaires et des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères M. Smail Hellab, Conseiller, Ministère des affaires étrangères Mme Fatima Zohra Karadja, membre de l'Observatoire national des droits de l'homme
Ex-République yougoslave de Macédoine	Représentant	M. Sasko Todorovski, Ministre adjoint, Ministère des affaires étrangères
	Conseillers	M. Goce Petreski, Ambassadeur, Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève M. Dragi Celevski, Directeur, Direction de l'application des sanctions, Ministère de la justice Mme Lela Jakovlevska, Conseiller du Ministre, Ministère de l'éducation et des sports Mme Elena Grozdanova, Conseiller du Ministre, Ministère du travail et de la politique sociale M. Trpe Stojanovski, Chef du Département analytique, Ministère de l'intérieur

Mme Mirjana Lazarova-Trajkovska, Chef du Département des affaires administratives, Ministère de l'intérieur

Mme Jelena Cvetanovska, Directeur, Direction des affaires humanitaires et sociales, Ministère des affaires étrangères

Mme Elizabeta Gorgieva, Chef du Département des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères

M. Zoran Jolevski, Premier Secrétaire, Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Mme Biljana Stefanovska-Sekovska, Premier Secrétaire, Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Mme Tatjana Janjic, Conseiller, Ministère de la justice

République-Unie de Tanzanie      Représentant

M. Francis Malambugi, Ministre, Conseiller, Chargé d'affaires par intérim, Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

M. Christopher Kalanje, Premier Secrétaire, Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

## Annexe VII

### Observations générales adoptées au titre du paragraphe 4 de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

#### Observation générale No 26(61)<sup>a</sup>

L'observation générale porte sur les questions touchant la continuité des obligations souscrites [par les États parties] en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne contient aucune disposition réglant sa propre extinction ni clause de dénonciation ou de retrait. En conséquence, la possibilité d'une extinction, d'une dénonciation ou d'un retrait doit être considérée à la lumière des règles applicables du droit international coutumier qui sont reflétées dans la Convention de Vienne sur le droit des traités. Sur cette base, le Pacte est insusceptible de dénonciation ou de retrait, à moins qu'il ne soit établi que les parties avaient l'intention d'admettre la possibilité d'une dénonciation ou d'un retrait, ou encore qu'un droit de dénonciation ou de retrait se déduit de la nature même du traité.
2. Le fait que les parties au Pacte n'admettaient pas la possibilité d'une dénonciation et que ce n'est pas par simple négligence qu'elles ont omis toute référence à une dénonciation est démontré par le fait que le paragraphe 2 de l'article 41 du Pacte autorise un État partie à retirer son acceptation de la compétence du Comité pour examiner les communications interétatiques au moyen d'une notification appropriée à cet effet, alors qu'il n'existe aucune clause de dénonciation ou de retrait de ce genre dans le Pacte lui-même. En outre, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte, négocié et adopté en même temps que ce dernier, autorise les États parties à le dénoncer. De surcroît, à titre de comparaison, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée un an avant le Pacte, autorise expressément la dénonciation. On peut donc en conclure que les rédacteurs du Pacte avaient manifestement l'intention d'exclure toute possibilité de dénonciation. La même conclusion vaut pour le deuxième Protocole facultatif dans lequel toute clause de dénonciation a été délibérément omise.
3. Par ailleurs, il est clair que le Pacte n'est pas le type de traité qui, en raison de sa nature, implique un droit de dénonciation. Conjointement avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels établi et adopté en même temps que lui, le Pacte codifie sous forme de traité les droits de l'homme universels consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, ces trois instruments formant ensemble ce que l'on désigne souvent par l'expression «Charte internationale des droits de l'homme». En tant que tel, le Pacte n'a pas le caractère provisoire caractéristique des instruments dans lesquels un droit de dénonciation est réputé être admis, nonobstant l'absence d'une clause explicite en ce sens.
4. Les droits consacrés dans le Pacte appartiennent aux individus qui vivent sur le territoire de l'État partie. Le Comité des droits de l'homme a constamment été d'avis, comme le montre de longue date sa pratique, que dès lors que des individus se voient accorder la protection des droits qu'ils tiennent du Pacte, cette protection échoit au territoire et continue de leur être due, quelque modification qu'ait pu subir le gouvernement de l'État partie, y compris du fait d'un démembrement en plusieurs États ou d'une succession d'États et en dépit de toute mesure

<sup>a</sup> Adoptée par le Comité à la 1631<sup>e</sup> séance (soixante et unième session), le 29 octobre 1997.

que pourrait avoir prise ultérieurement l'État partie en vue de les dépouiller des droits garantis par le Pacte.

5. Le Comité est donc fermement convaincu que le droit international n'autorise pas un État qui a ratifié le Pacte, qui y a adhéré ou qui a succédé à un État lié par le Pacte à le dénoncer ou à s'en retirer.

## Annexe VIII

### **Document adopté le 9 avril 1998, sur la procédure à suivre pour l'examen des rapports initiaux et des rapports périodiques présentés conformément à l'article 40 du Pacte**

1. Le Groupe de travail chargé d'étudier les méthodes de travail a été établi à la soixantième session du Comité afin d'examiner la question de la procédure à suivre pour l'examen des rapports initiaux et des rapports périodiques présentés conformément à l'article 40 du Pacte et de formuler des recommandations appropriées au Comité. Le Groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises durant la soixante et unième et la soixante-deuxième session et il a examiné diverses options présentées dans des documents établis par les membres et distribués aux membres avant les sessions. Les principales suggestions retenues par le Groupe de travail sont résumées ci-après.

#### **Organisation du dialogue avec la délégation**

2. Compte tenu du temps limité disponible pour l'examen des rapports (deux séances au maximum), le Président/la Présidente ne devrait pas hésiter à prendre des mesures énergiques afin que tous les intervenants (membres du Comité et membres des délégations) puissent soulever des points, faire des observations ou répondre aux questions de manière appropriée et satisfaisante. À cet effet, la déclaration liminaire de la délégation devrait, en règle générale, être limitée à 15 minutes. C'est exclusivement le Président/la Présidente qui prononcera des paroles de bienvenue, surtout lorsqu'un membre actuel ou passé du Comité est ou était un ressortissant de l'État qui présente le rapport.

3. Il a été mis fin à la pratique qui voulait que tous les membres du Comité prennent la parole à la fin de la discussion pour formuler leurs observations finales individuelles. C'est au Président/à la Présidente qu'il appartiendra, par principe, de résumer le dialogue, et c'est seulement à titre exceptionnel que les membres intéressés pourront intervenir à ce stade.

4. La présentation des listes des points à traiter à l'occasion de l'examen du rapport d'un État partie devrait être modifiée en vue de réduire le nombre des questions écrites et de mieux cibler et préciser les points à traiter. En règle générale, les questions ne devraient pas être scindées en différentes catégories. Le Président/la Présidente peut, néanmoins, décider de scinder les questions dans l'intérêt de la discussion. L'ordre des questions dépendra des observations finales antérieures et/ou de la teneur du rapport.

#### **Observations finales**

5. Il a été répété que les préoccupations exprimées devraient être fondées exclusivement sur les discussions effectivement tenues avec la délégation et que les questions n'ayant pas été portées à l'attention de la délégation ne devraient pas donner lieu à des observations. En outre, les préoccupations exprimées, de même que les recommandations, devraient être spécifiques et détaillées.

6. Les observations finales devraient être rédigées par le Rapporteur pour le pays concerné avec l'aide de deux membres, ou davantage, de son choix. Les membres devraient s'efforcer de présenter par écrit le texte des suggestions à insérer. Il faudrait éviter que toutes les observations finales soient systématiquement adoptées en fin de session; des efforts devraient être faits pour que les observations finales soient discutées en plénière (en séance privée) chaque fois qu'un texte est prêt et que du temps est disponible, à la discrétion du Président/de la Présidente.

### **Périodicité des rapports présentés par les États et directives pertinentes**

7. La décision relative à la périodicité (CCPR/C/19/Rev.1) devrait être modifiée comme suit :

«[...] 2. Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 40, le rapport périodique suivant devrait généralement être présenté dans un délai de cinq ans à compter de l'examen du rapport précédent. Les critères applicables à cet égard sont les suivants : i) retards dans la présentation des rapports; ii) retards dans l'examen de ces rapports si ces retards sont imputables à l'État; iii) qualité des rapports et du dialogue; et iv) nature des préoccupations et des recommandations exprimées dans les observations finales. Cette règle sera appliquée dès la soixante-troisième session du Comité des droits de l'homme.»

8. En ce qui concerne la teneur du rapport, le rapport initial et le deuxième rapport périodique devraient être complets en ce sens qu'ils devraient couvrir toutes les obligations découlant du Pacte. Le rapport initial devrait également décrire les institutions juridiques et constitutionnelles nationales qui interviennent dans la mise en oeuvre du Pacte. Le deuxième rapport périodique devrait, en outre, prendre en compte les observations finales adoptées, le cas échéant, à l'issue de l'examen du rapport initial. Les rapports ultérieurs devraient fournir, article par article, des informations sur les mesures prises pour tenir compte des préoccupations et des recommandations du Comité figurant dans les observations finales, ainsi que sur tout autre fait nouveau intervenu, le cas échéant, sur le plan des lois et dans la pratique. Les États peuvent faire référence à toute question concernant les droits consacrés dans le Pacte que, selon eux, le Comité pourrait utilement considérer.

### **Contacts avec les médias**

9. Afin d'améliorer les relations avec les médias, il conviendrait d'adopter une procédure plus flexible, consistant par exemple à tenir une conférence de presse au milieu plutôt qu'à la fin de la session. Des communiqués de presse devraient être publiés quand les circonstances le justifient. Des efforts devraient être entrepris par tous les membres en vue de renforcer les contacts avec les médias.

## **Annexe IX**

### **Lettre datée du 9 avril 1998, adressée au Président de la Commission du droit international et Rapporteur spécial sur les réserves aux traités par la Présidente du Comité**

Monsieur le Président,

Au nom du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 novembre 1997, à laquelle était annexé le texte des Conclusions préliminaires concernant les réserves aux traités multilatéraux normatifs, y compris les traités relatifs aux droits de l'homme, adoptées par la Commission du droit international. Nous vous remercions de nous offrir la possibilité de formuler nos observations sur ces conclusions.

Le Comité des droits de l'homme a pris note des vues de la Commission du droit international; elle se propose d'étudier plus attentivement ces conclusions préliminaires et de présenter ses observations à un stade ultérieur. Toutefois, il souhaite d'ores et déjà exprimer la préoccupation que lui inspirent les vues de la Commission, exposées au paragraphe 12 de ses conclusions préliminaires, où il est précisé : «La Commission souligne que les présentes conclusions sont sans préjudice des pratiques et des règles mises en oeuvre par les organes de contrôle dans des contextes régionaux.» Le Comité considère à cet égard que les organes régionaux de contrôle ne sont pas les seules institutions intergouvernementales qui participent au développement des pratiques et des règles ou qui y contribuent. Les organes universels de contrôle, comme le Comité des droits de l'homme, ne jouent pas un rôle moins important dans ce processus et sont donc habilités à y participer et à y contribuer. Il faut se rendre compte à ce propos que ce que la Commission avance au paragraphe 10 des Conclusions préliminaires deviendra caduc au fur et à mesure que les pratiques et les règles mises au point par les organes universels et régionaux de contrôle seront de plus en plus généralement acceptées.

La Présidente du Comité des droits de l'homme  
(Signé) Christine **Chanet**

## Annexe X

### Liste des documents parus pendant la période visée par le rapport

#### Rapports des États parties

CCPR/C/42/Add.15	Deuxième rapport périodique de la Jamaïque
CCPR/C/74/Add.3	Rapport initial du Zimbabwe
CCPR/C/74/Add.4	Rapport initial de l'ex-République yougoslave de Macédoine
CCPR/C/75/Add.2	Deuxième rapport périodique du Soudan
CCPR/C/81/Add.10	Rapport initial de la Lituanie
CCPR/C/81/Add.13	Rapport initial d'Israël
CCPR/C/83/Add.2	Troisième rapport périodique de la République-Unie de Tanzanie
CCPR/C/84/Add.4 et Add.7	Quatrième rapport périodique du Bélarus
CCPR/C/84/Add.6	Quatrième rapport périodique de l'Équateur
CCPR/C/94/Add.1	Troisième rapport périodique de Chypre
CCPR/C/95/Add.6	Quatrième rapport périodique de la Finlande
CCPR/C/95/Add.9	Quatrième rapport périodique de l'Uruguay
CCPR/C/101/Add.1	Deuxième rapport périodique de l'Algérie
CCPR/C/103/Add.1	Quatrième rapport périodique du Sénégal
CCPR/C/103/Add.2	Quatrième rapport périodique de l'Iraq
CCPR/C/103/Add.4	Quatrième rapport périodique de l'Italie

#### Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties

CCPR/C/79/Add.82	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Sénégal
CCPR/C/79/Add.83	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Jamaïque
CCPR/C/79/Add.84	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Iraq
CCPR/C/79/Add.85	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Soudan
CCPR/C/79/Add.86	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Bélarus



CCPR/C/79/Add.87	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Lituanie
CCPR/C/79/Add.88	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Chypre
CCPR/C/79/Add.89	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Zimbabwe
CCPR/C/79/Add.90	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Uruguay
CCPR/C/79/Add.91	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Finlande
CCPR/C/79/Add.92	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Équateur
CCPR/C/79/Add.93	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Israël
CCPR/C/79/Add.94	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Italie
CCPR/C/79/Add.95	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Algérie
CCPR/C/79/Add.96	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – Ex-République yougoslave de Macédoine
CCPR/C/79/Add.97	Observations finales du Comité des droits de l'homme sur les rapports des États parties – République-Unie de Tanzanie

### **Ordres du jour provisoires et annotations**

CCPR/C/126	Ordre du jour provisoire et annotations (soixante et unième session)
CCPR/C/132	Ordre du jour provisoire et annotations (soixante-deuxième session)
CCPR/C/134 et Corr.1	Ordre du jour provisoire et annotations (soixante-troisième session)

### **Documents divers**

CCPR/C/3/Rev.5	Règlement intérieur du Comité des droits de l'homme
CCPR/C/21/Rev.1/Add.8/Rev.1	Observation générale No 26 (61)
CCPR/C/61/GUI	Directives pour guider les membres dans l'exercice de leurs fonctions
CCPR/C/127	Rapports initiaux que les États parties doivent présenter en 1998

---

CCPR/C/128	Deuxième rapport périodique que les États parties doivent présenter en 1998
CCPR/C/129	Troisième rapport périodique que les États parties doivent présenter en 1998
CCPR/C/130	Quatrième rapport périodique que les États parties doivent présenter en 1998
CCPR/C/131	Cinquième rapport périodique que les États parties doivent présenter en 1998
CCPR/C/133	Rapports de la réunion informelle sur les procédures

**Comptes rendus analytiques des débats du Comité**

CCPR/C/SR.1616 à 1644	Comptes rendus analytiques de la soixante et unième session
CCPR/C/SR.1645 à 1670	Comptes rendus analytiques de la soixante-deuxième session
CCPR/C/SR.1671 à 1699	Comptes rendus analytiques de la soixante-troisième session

---